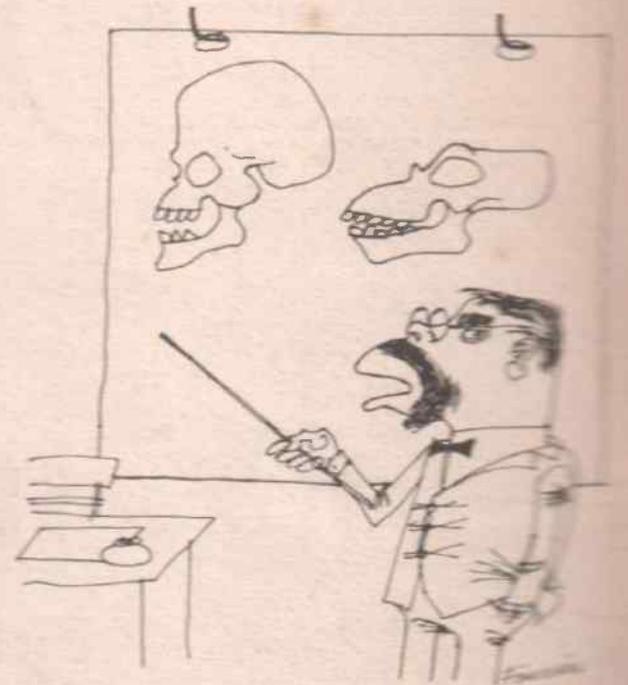


Mensuel écologique - N° 3 - Janvier 1973 - 3 F. 50

la guerre ouverte

le journal qui annonce la fin du monde





SOMMAIRE

Des cobayes pour wagons	3	
<u>VERS UNE POLITIQUE ECOLOGIQUE DU TIERS MONDE ...</u>	4	Marc Arabyan
Mut-Mut	13	Cabu
Le père Noël est devenu fou	14	Mabille
<u>Courrier suite à l'article sur les radios</u>	18	
<u>NOUVELLES DES COW-BOYS</u>	20	Mabille
Pour lire dans le train	23	Arthur
Chronique de l'énergie solaire	24	Reiser
Quelque chose d'autre qui n'a pas encore de nom	25	Isabelle
<u>Le pied de la lettre</u>	27	Pr Mollo-Mollo
<u>ATOME « PACIFIQUE », TES POUBELLES DEBORDENT</u>	28	Prémillieu
<u>La minute de bon sens du Pr Mollo-Mollo</u>	38	Pr Mollo-Mollo
<u>LES PAPETERIES MAUDUIT</u>	40	Désiré Mérien
Fais ton blé à la main	42	Non-Tox
La poubelle, une mine d'or ?	44	Willem
Les petits échos de la merde	46	
	48	Gébé

LA GUEULE OUVERTE

REDACTION
 ancienne mairie d'Outrechaie
 73400 - UGINE
 Rédacteur en chef :
 Pierre Fournier
 Rédacteur en chef adjoint :
 Emile Prémillieu

Secrétaire de rédaction :
 Martine Joly
 ADMINISTRATION
 Editions du Square
 SARL au capital de 30 000 F
 10, rue des Trois-Portes, Paris-5^e
 Tél. : 633.27.34

Directeur de la publication :
 Georges Bernier
 Dépôt légal : 4^e trimestre 1972
 Imprimerie Hénon
 11, rue Stendhal
 Distribution N.M.P.P.
 Abonnement 1 an : 40 F

Désormais, il ne se passe pas de semaine sans qu'un camion ou qu'un wagon, en attendant l'avion, transportant des matières toxiques, chimiques ou nucléaires, ne soit accidenté et ne menace des régions entières. Qu'on en juge...

Le 7 novembre, à Thury-Harcourt, dans l'Orne, un camion transportant 20 000 litres de métaparacrésol, son chauffeur ayant loupé un virage, se renverse et la cargaison se répand aussitôt dans la rivière prêtant son nom au département.

Le produit dérivé du phénol, sema la mort tout au long de son parcours. 3 000 truites, carpes et saumons d'un élevage ainsi que des milliers de poissons de la rivière furent exterminés dont, ce qui prouve la nocivité du produit, de nombreux poissons de fond. Les pompiers, impuissants n'avaient qu'une chose à faire : les ramasser à l'épuisette. Sur 8 kilomètres, ils en récupérèrent 5 tonnes, alors que la nappe devait parcourir plus de trente kilomètres, avant d'atteindre la mer. Des camions entiers, remplis de cadavres, étaient acheminés vers une fosse à chaux vive. Il fallut dégager les turbines du barrage hydro-électrique de Grimbois, couper l'Orne de son canal afin d'éviter la contamination du port de Caen, et se contenter de suivre le flot mortel jusqu'à la mer. IL N'Y AVAIT RIEN D'AUTRE A FAIRE !

Par ailleurs, les prairies, recouvertes par une crue de l'Orne, furent touchées et l'on ne sait ce qu'il en adviendra. Des centaines de mouettes qui se précipitèrent sur les poissons morts furent condamnées.

Puis la nappe atteint la mer. Les fabricants du produit étant strictement incapables de prévoir son comportement vis-à-vis de la faune et de la flore marines, le préfet du Calvados, M. Laborde, trouva la solution, la seule, l'unique, la merveilleuse : interdiction de toute utilisation de l'eau de l'Orne, interdiction de la pêche côtière à pied et du ramassage de coquillages entre Courseulles et Honfleur, interdiction de la pêche en mer jusqu'à 3 milles au large... INTERDICTION !!!

Comme les habitants, furieux, s'inquiétaient d'éventuelles conséquences sur l'eau potable, il leur fut répondu par un « spécialiste » : « De toute façon, la terre est le meilleur des filtres et le métaparacrésol sent si fort que l'eau serait imbuvable avant d'être dangereuse ». Faut le faire, non ? Y'avait besoin d'un spécialiste pour dire une connerie pareille ? Et puis très vite, l'affaire fut étouffée, si bien que l'on ne sait pas l'effet qu'a eu le produit sur la mer et le lit de la rivière. Mais les pêcheurs, eux, le savent. Une fois de plus, les casseurs ont fait payer aux cassés.

A propos de citerne, faut encore raconter une chouette. Comme par hasard, c'est encore dans la région Rhône-Alpes, particulièrement pourvue en pollueurs, que ça c'est passé. Le 8 décembre, près de Givors, non loin de Vienne, une fuite s'est produite dans un camion citerne que l'on chargeait d'acide nitrique, à l'usine S.R.E. (groupe Ugine-Kuhlmann) de Chasse-sur-Rhône. Aussitôt panique générale. Les pompiers arrivent de partout et noient la citerne avec cinq grosses lances.

Tous les écoliers de Chasse-sur-Rhône avaient été précipitamment évacués. Un journaliste, se rendant sur les lieux, se fait virer par la direction.

Et pour cause... La citerne-passeoire n'était pas prévue pour le transport d'acide nitrique et, dès le début de son chargement, l'acide s'attaqua aux parois. Cela, en plein milieu d'une usine faisant partie d'un énorme complexe chimique s'étendant de Lyon à Vienne sur près de 20 km, avec, tout autour, de très nombreuses cités urbaines. Là-bas, le spectre de Feyzin hante bien des esprits, les gaz s'imposent à bien des personnes, les effluents s'occupent du Rhône et de ses poissons rescapés,

et le moindre accroc peut provoquer une sacrée panique !...

Le 25 novembre, quatre wagons-citernes transportant chacun 60 tonnes de chlorure de vinyle, une autre petite merveille du genre, déraillaient à l'énorme triage de Gevrey-Perrigny, près de Dijon. L'un d'eux s'ouvrait et laissait échapper le gaz. Les spécialistes (encore des...) de l'usine Solvay de Tevaux (Jura), d'où venaient les wagons, furent incapables de boucher la fuite et l'expansion se poursuivit tranquillement mais sûrement.

Alors, à nouveau, la panique. Plan ORSEC (Organisation des Secours), évacuation des habitants sur un rayon d'un kilomètre. A tout instant, une explosion pouvait se produire, le gaz liquéfié se vaporisant dans l'air, provoquant un mélange détonant potentiel. Tout le trafic SNCF était bloqué et la nappe phréatique dangereusement menacée. Les vannes d'une station de pompage proche, alimentant en eau les communes voisines, durent être fermées.

Il fallut près d'un semaine pour attendre que le gaz se soit définitivement enfui, pour transborder celui contenu dans les trois autres citernes accidentés, rétablir le trafic, permettre aux gens de rentrer chez eux et pouvoir enfin démobiliser l'ensemble des services hospitaliers de la région qui

parées à ce qui nous guette, c'est l'impuissance totale des « autorités », l'ignorance crasse des marchands de merde qui la jettent sur route ou sur rail sans prévoir le moindre pépin, sans même savoir si les aiguillages tiendront le coup ou si les citernes sont assez solides, le mépris le plus vulgaire avec lequel on nous asséoit sur des bombes pour, dès que ça cloche, nous évacuer en attendant que ça pète. A Martigues, Rouen, Strasbourg, Lyon, Grenoble, c'est partout le même suspense, le même agreste du roi des cons !

On le sait, on va habiller là parce que les loyers sont moins chers et parce qu'on est plus près du turbin. Les marchands sont les maîtres. Ils nous coincent. Eux, ils peuvent voir pêter l'usine depuis leurs charmantes villas Ile-de-France, perchées sur la colline. Nous, pauvres de cons, nous sommes les évacués potentiels, les cobayes, les souris blanches de spéculateurs fous, les singes savants d'un espace carceral limité par les neutrons, le boulot et les ruisseaux de métaparacrésol, nos fenêtres donnent sur des gares de triage et, bientôt, la baignole ou le solex seront en alerte permanente.

Mais merde, si on le supporte, c'est qu'on le tolère ! La faute aux autres, c'est d'abord la nôtre ! Si nous ne sommes même plus capables d'imposer un

sommeil. Je dégueule jusqu'aux tripes. Des phares derrière moi, je vois trouble. Il y a des mecs piégés comme moi, dans le faisceau des phares. Ils forcent la bagnole à s'arrêter. Je trouve d'ultimes forces et place une fesse dans la tire. C'est des flics. On fait sept kilomètres (le corps à moitié dehors tant on est nombreux à l'intérieur de la 4 L) avant de pouvoir respirer un air pas trop puant.

A la gendarmerie, deux heures d'attente avant d'être évacué sur l'hosto de Valence où c'est l'affolement des grands jours. On nous met — tout crachant, vomissant, toussant, gueulant — sous oxygène. Y'en a pas pour tout le monde. Certains se partagent un tube. D'autres en ont pas du tout.

Résultat : 60 personnes intoxiquées au chlore (automobilistes ou riverains de la RN 7 sur 7 km de rayon). Un camion de vaches qui passait par là : toutes dégommees.

Le lendemain matin, on nous seringue un coup, une p'tite radio, on palpe au stétho., on te prend ton nom, on te dit que t'as les poumons aussi bouzillés que si t'avais fumé toute ta vie (texto), on te fait un grand sourire, on te file une ordonnance, merci docteur, on te dit que si tu veux rester à l'hosto, tu peux, mais que ce sera payant pour la suite du programme. Tout le monde a foutu le camp.

Vers 4 h du soir, on m'interviewe pour la 2^e chaîne, je raconte les salades ci-dessus et j'ajoute un petit couplet tranquille sur la responsabilité des salopards qui charrient une telle merde volatile avec aussi peu de précautions : ça va de soi que cette partie-là n'est pas passée aux actualités du soir.

Quelques détails sur l'accident lui-même : une route à 3 voies. La VW vient du sud. En face le camion de chlore qui vient de Valence. C'est un semi-remorque de 30 tonnes qui roule à 90 km/h : il double un autre camion sur la voie centrale (je rappelle que ça se passe la nuit). Padaboum ! La remorque frôle la VW qui fait 3 tonnes avant de s'écraser sur le bas-côté à gauche. Le chauffeur du camion de chlore (dont le tracteur était toujours sur la route) prétend qu'il ne s'est pas aperçu qu'il a perdu sa remorque et continue comme si de rien n'était. Laisse-moi rire. Lui, il savait ce qu'il transportait.

Petite morale : Si le vent avait soufflé du sud au lieu du nord c'est pas la campagne et soixante personnes de chlorées, mais Valence et plusieurs milliers de personnes avec sûrement beaucoup de morts.

Moyenne morale : Y'a eu deux autres camions-citernes dont les produits chimiques se sont déversés dans la campagne depuis le coup de Valence.

Grande morale : Sur les 60 personnes chlorées près de Valence — dont moi — il y en a plusieurs qui auront des séquelles directes ou indirectes à une échéance plus ou moins longue (dixit le chef de service de pneumo-physiologie d'un hosto parisien par qui je me suis fait faire tous les examens nécessaires). J'ajoute qu'actuellement j'ai parfois l'impression d'étouffer. Je ne peux plus fumer alors que j'étais gros fumeur. Je suis essouffé dès que je fais un peu d'exercice.

Rappelons-nous simplement les gazés au chlore de 14-18 dont certains ont crevé jusqu'à 30 ans après.

CONCLUSION : Je vais déposer plainte contre « X ». J'ai écrit à la gendarmerie du coin pour avoir tous renseignements. Toujours pas de réponse.

Que toute personne chlorée à Valence m'écrive afin que nous formions une association de défense. C'est grave.

Qu'on en finisse avec les merdes chimiques, quoi, non mais tout de même.

Mathieu DESPREZ,
53, rue Cardinet
75017 PARIS.

DES COBAYES PAR WAGONS

avaient été mis en alerte. Il aura fallu encore plusieurs jours pour nettoyer toutes les installations imprégnées, et ce, avec le plus grand soin.

Et les causes de tout ce chambard semblent simples : les aiguillages de la gare de Gevrey-Perrigny ne datent-ils pas de 1952 et ne sont-ils pas prévus pour des wagons ne dépassant pas 30 à 40 tonnes ? Or, les wagons accidentés faisaient plus de 60 tonnes ! Oh, vous, les chefs de la Senecefeu, répondez, on vous cause !

De plus, des compressions de personnel étaient intervenues ces derniers temps et rendaient au reste le travail plus pénible. Chaque semaine, il y a un ou deux déraillements à Gevrey — et dans celle du 25 novembre, deux trains de marchandises avaient partiellement déraillé. Enfin, écoutez le plus beau : des wagons de déchets radioactifs destinés au stockage de la Hague et pesant largement plus de 60 tonnes sont régulièrement en transit dans cette gare de Gevrey-Perrigny. A quand un déraillement suivi d'émanations radioactives qui, elles, ne seront pas directement perceptibles et auront un effet séculaire et permanent ?

Des exemples comme ceux-ci, on pourrait en citer des dizaines : rappeler Feyzin ; l'explosion qui, l'hiver précédent, ravages une partie de l'usine Progil, près de Grenoble ; les dizaines de personnes intoxiquées au chlore, en septembre dernier, après l'accident d'un camion-citerne près de Valence (cf. témoignage) ; évoquer l'étonnant blackout que l'on fit sur l'accident survenu le 1^{er} décembre, près de Vienne, à un camion de tétrachlorure de carbone, etc., etc. : comblez les vides.

Mais la triste, l'effarante « morale » de ces historiettes qui ne sont rien, com-

minimum de sécurité, une once de survie, un zeste de tranquillité, alors c'est fini, bonsoir, y'a plus qu'à passer au rab ! Ah, quel pied de savoir comment on va crever !

Ben quoi, c'est vrai, non ? C'est pas tout de gueuler, faut être logique !

MASKAGAZE.

TEMOIGNAGE

Début septembre, je me dirigeai avec deux passagers en voiture, vers 1 heure du matin, sur la RN 7 vers le Midi. Soudain, 6 km après Valence, le trajectoire classique : bouts de ferrailles, bris de pare-brise, lumières sur la route : l'accident quoi ! Une VW ratiboisée sur le côté. Un peu plus loin, traversant la chaussée, une sorte de geyser de fumée qui fuse, dans un bruit de tonnerre, d'une citerne couchée sur le bas-côté. On va voir à la VW : ils ont l'air choqué mais ça va (3 tonnes). Deux poids lourds s'arrêtent. Avec les routiers, on s'approche de la citerne en ébullition, d'où on croit que c'est de la farine ou du phosphate qui s'échappe. La première bouffée d'air me rappelle quelque chose dans le genre chlore. On recule en vitesse puis on y re-va parce qu'on croit que le chauffeur est toujours coincé dans la cabine (qu'on suppose être là)... Le vent tourne et on reçoit droit dans les narines leur merde gazeuse. Pour ma part, je fais ce qu'il faut pas faire et fous le camp dans le sens du vent. Au bout d'un moment, peux plus respirer. J'étouffe. Je cours un petit 500 mètres comme un fou. Toujours pas une putain de bouffée d'air pur. J'en prends de plus en plus plein les poumons. Une baraque : je gueule comme un veau. Pas de réponse. Je pense : « ils sont tous crevés comme des rats pendant leur

1 - SOUS-DÉVELOPPÉS, CONNAIS PAS...

Comme l'a dit Jalée à plusieurs reprises, le « tiers monde » n'existe pas en soi. Il est l'expression crue de notre misère capitaliste, l'envers nécessaire de la médaille que nous avons forgée, le rapport permanent qui lie l'homme occidental à ses origines d'hier et d'aujourd'hui : l'aveuglement, le court-terme, le gâchis de travail et d'existences.

Le tiers monde, c'est la convergence critique de problèmes nés aux environs de 1830, au moment où la révolution industrielle étendit à toute la surface de la planète la collaboration forcée au capital.

Ces problèmes sont :

— l'accroissement artificiel de la population ;

— la paupérisation croissante, indépendante même de l'accroissement de la population ou de toute mesure subjective du seuil « psychologique » du manque et de la rareté ;

— la dépendance à tous les niveaux de ces pays vis-à-vis de nous par l'intermédiaire des « compradores » (c'est-à-dire de la bourgeoisie gestionnaire locale qui sert de truchement entre nous et les peuples du tiers monde, touche un backchich et fait la police à notre place, puisque nous avons « décolonisé ») ;

— la décomposition rapide — achevée dans la mégalopole bidonvillée — des ethnies et des structures vivantes de ces sociétés, auxquelles se substitue une UNIVERSELLE pourriture, que l'on retrouve à Lima comme à Saïgon : chômage, vol, prostitution, alcoolisme, violence, etc.

Je vais reprendre chacun de ces points, non pas gratuitement, mais pour établir les causes, les conséquences prochaines de cet état de choses, et aussi les responsabilités engagées et le mode d'action qui semble possible en réponse.

1° L'ACCROISSEMENT ARTIFICIEL DE LA POPULATION

C'est une règle biologique infaillible que lorsque la vie est menacée, elle se reproduit dans des proportions toujours supérieures à la menace. La vie prévient. Mais nous n'avons pas prévenu la vie. Nous avons accouché des générations de millions d'hommes, qui engendreront des milliards destinés à ne pas vivre, mais à mourir de faim et de guerre.

Actuellement, la planète est encore en dessous du taux de croissance végétative : c'est-à-dire que 3 ou même 4 % d'augmentation annuelle de la population est un chiffre dérisoire à côté du potentiel de reproduction qui, un jour, risque de fonctionner à plein. Ce jour-là, les vieillards seront tous morts, et les jeunes accèderont plus jeunes encore à la maturité. La mortalité pré et post-natale tendra à zéro. La population doublera tous les dix ans.



VERS UNE POLITIQUE ECOLOGIQUE DU TIERS-MONDE

En attendant ce jour, nous y travaillons activement, simplement en maintenant, malgré les menaces, le système qui les a engendrés.

A l'origine, il y avait un pari : la révolution verte aurait dû rattraper et **DEPASSER** la démographie, absorber l'excédent de bouches à nourrir et supprimer cette tendance de la vie à croître sous le manque, en supprimant le manque. Le pari a raté pour deux raisons prévisibles :

a) On n'a pas tenu compte de l'inertie, qui fait que même si la révolution verte avait été un succès, il aurait fallu compter quelques générations avant de voir se calmer l'inquiétude biologique des populations pauvres.

b) La production — Malthus a eu expérimentalement raison — n'a pu rattraper l'expansion démographique qu'elle a autorisée en permettant la survie d'une génération (années 50 et 60) qui, naturellement, était condamnée à la mortalité infantile par dénutrition.

En bref, l'aide (en capital) destinée à l'investissement s'est naturellement détournée de ses buts d'équipement pour servir, par humanitarisme criminel (si l'on peut dire cela de sang-froid), à nourrir et maintenir en vie nos victimes actuelles : deux milliards d'êtres humains.

A partir d'aujourd'hui, cette situation artificielle risque d'avoir des conséquences plus graves que l'on ne prévoit généralement. Il est exclu à priori que l'aide des pays riches puisse suffire à combler le déficit agricole du tiers monde, puisque d'ores et déjà l'épuisement et l'insuffisance de nos sols font de nous des importateurs de ces produits.

Il est exclu que la générosité de tout partager en frères devienne pour tout l'Occident une nécessité. Ce partage, aujourd'hui, réduirait notre niveau de vie à un retour en arrière de 150 ans. C'est-à-dire, même, à la fin de toute consommation privée d'énergie : voiture individuelle, usage du gaz et de l'électricité en cuisine et chauffage de luxe, mais par contre rationnement de la consommation, suppression des communications et déplacements inutiles : bref un volontarisme exigeant une dictature à côté de laquelle le stalinisme est une rigolade.

Plus de voyages, donc, plus de radio, de chaîne Hi-Fi, de TV, plus de cinéma, plus de voitures, mais la soupe populaire et le chemin de fer. Cette « régression » ne pourrait plus s'accompagner d'un retour à l'ordre équilibre traditionnel, car le système l'a irrémédiablement brisé, chez nous comme dans le tiers monde, justement pour empêcher tout arrêt du « progrès ». Nos structures sociales sont polarisées dans le sens de la fuite en avant. C'est-à-dire que, de toute façon, à la moindre crise grave des échanges de notre société de marché, la situation sera pire que sous l'occupation allemande, à une époque où la France n'avait pas, heureusement, tourné le dos à l'agriculture comme elle le fait depuis 20 ans.

Mais ce qui n'est pas exclu, pour le tiers monde, comme pour nous à un moindre degré dans la mesure où nous dépendons de lui pour certaines consommations élémentaires (alimentaires), c'est l'épidémie, la disette, les troubles armés, ces trois facteurs se renforçant les uns les autres.



La disette est déjà endémique. Elle entretient la dénutrition et surtout la malnutrition. Cette dernière ne tue pas les individus, elle affaiblit le patrimoine humain. Les conséquences d'une épidémie sur une population mal nourrie est plus catastrophique encore : elle y trouve des foyers de renforcement et de diffusion. Les facteurs morbides s'y modifient, et de là s'apprentent à triompher des barrages médicaux qui sont la seule défense des pays riches qui, eux, sont plus vulnérables, puisqu'ils n'ont pas pour eux l'avantage du nombre ou de la sélection naturelle.

Dans ces conditions, toute rupture dans l'équilibre planétaire de la santé sera catastrophique : rien ne pourra freiner l'épidémie (peste,

vilégie les dégénérescences — phénomène déjà signalé au sujet des risques du rayonnement ionisant.

La guerre enfin est aussi endémique. La forme la plus primitive de l'accumulation des richesses est la razzia, le pillage et la prise d'esclaves. Si le tiers-monde perd les contrôles politiques que nous lui imposons (ou que le pôle socialiste impose), il retournera fatalement à cette forme de vie, déjà présentée dans la société traditionnelle. (Cf. les Apaches.) Il n'y aura pas d'autre issue pour un groupement mis en danger par la famine, que de se dévouer quelques héros au massacre du groupement voisin, à des fins de ravitaillement. Ceci est en germe dans certains combats d'Afrique et même d'Asie, où les

la richesse et la situation privilégiée dépendent de l'esclavage.

Mais il y a encore à dire sur le chapitre de la population. C'est que les pays riches sont proportionnellement plus peuplés que le tiers monde. Tout d'abord, par le niveau de consommation. Mais aussi par la variété des existences : le fait pour le citoyen français, ou la famille française, de posséder plusieurs domiciles, plusieurs engins de déplacement, et plusieurs lieux d'existence, multiplie par deux, ou trois, ou plus la population de l'Etat civil. Le mouvement brownien dont nous sommes animés, par une sorte de relativité du temps et de l'espace sociaux, nous donne autant d'existences distinctes que nous le voulons, et parfois même, partout où nous sommes et pouvons être. A titre d'exemple : à Paris au travail, à Chartres en week-end, à Saint-Moritz à Noël, aux Baléares à Pâques, au Chili cet été, sans compter un petit tour par le Mexique, le Guatemala et le Pérou : ce cadre qui lit le Nouvel Observateur (c'est moi, c'est vous peut-être), crée en un an des nécessités d'hébergement, d'énergie et d'approvisionnement dans cinq régions du monde, là où il y a cinquante ans, il ne dépendait que d'un seul lieu, que d'un seul chaînon économique.

Le tourisme est une des formes les plus pernicieuses de notre système. Notre développement n'est donc pas seulement quantitatif au niveau de la production, ni historique : il est géographique et spatial. C'est sous son



choléra, maladies vénériennes, etc.) que son propre épuisement, que nous ne contrôlons pas.

Dans ces conditions, on ne peut dire quels groupes ethniques privilégiés survivront, des plus sains ou des plus contaminés. L'expérience des tribus amazoniennes liquidées par des maux bénins prouve qu'il est possible de penser que les plus menacées sont les populations les mieux équilibrées. Ce qui serait d'une conséquence considérable pour l'avenir de l'humanité : le caractère artificiel de la situation pri-

heurs ethniques ont toujours pour cause la rivalité économique. Ces « bavures » vont se multiplier. A signaler que les affaires du Biafra, d'Irlande et du Pakistan sont toutes trois issues (sans compter le conflit israélien) de l'impérialisme anglais.

Je crois que le prochain stade géopolitique du monde sera la prise en charge, par des gouvernements légaux, de ces razzias de survie. Une forme sophistiquée de cette situation est représentée aujourd'hui par l'apartheid de l'Afrique du Sud, pays dont

nez que nous arrachons au paysan du tiers monde le pain de la bouche. Que pouvons-nous, que devons-nous faire ?

Dénoncer la condition du tiers monde. Sa situation est déplorée, mais méconnue.

Renoncer absolument à sortir de France.

Remplacer l'huile d'arachide par le beurre breton.

Se préparer, physiquement et spirituellement, à un brutal retour de

UNE POLITIQUE ÉCOLOGIQUE DU TIERS-MONDE

notre société occidentale à la situation précolombienne : miel et betterave au lieu de canne, olive au lieu d'arachide, pain au lieu de viande, etc. Imaginez la suite vous-mêmes. C'est éblouissant.

2° LA PAUPERISATION CROISSANTE

Elle est passée, elle est surtout à venir : la révolution verte est derrière nous. Elle est stoppée. Dès aujourd'hui, la planète produit au maximum de ses ressources minières et agricoles, **DANS LE CADRE ACTUEL DES TAUX DE PROFIT DU CAPITAL.** C'est-à-dire que les terres pauvres, celles qui ne produisent pas de rente, ne peuvent être cultivées que si l'on abandonne toute idée de profit, que si toute la population retourne aux champs et aux secteurs primaires et secondaires de l'économie. C'est-à-dire que toutes les mines de charbon, de fer, de cuivre, d'étain, etc., toutes les cultures traditionnelles, jute, chanvre, lin, coton, qui sont actuellement remplacées par les produits de substitution (pétrole, aluminium, matières plastiques, textiles artificiels) ne pourront être remises en activité que lorsque l'on aura cessé de remplacer les formes traditionnelles d'énergie par l'atome. Tout est lié. Le pétrole doit brûler en son entier, le charbon sera à nouveau exploité. Du coup, les textiles végétaux seront nécessaires. Le verre, le fer seront les matériaux privilégiés qu'ils cessent actuellement d'être. Dans le cadre de cette transformation, la monoculture planifiée sera peut-être salutaire aux pays du tiers monde, mais PAS AVANT.

Bugey-cobayes, c'est un pas en avant vers la libération du fellah.

Reprenons au départ.

Le modèle de développement que l'Europe, les U.S.A. et les pays socialistes offrent au tiers monde est, « grosso modo », la reprise accélérée de l'évolution qui a marqué l'Europe de 1750 à 1850 : multiplication critique du capital jusqu'au point de décollage, jusqu'au point où la manipulation des finances peut remplacer la gestion directe du travail humain.

Ceci nous a coûté le travail obligatoire, les enfants de six ans au fond de la mine, les asiles de fou, les prisons, les armées modernes, la police, les guerres de 1870, 1914, 1939, sans compter les crises, les récessions, le chômage, les populations déplacées et massacrées, l'occupation de ces mêmes pays qui eux, n'ont plus rien à occuper aujourd'hui qu'eux-mêmes ! Ça nous a coûté ce que Zola a dit pudiquement : quatre générations de cent millions de nos pères et oncles tués à la mine, à la filature, à la chaîne.

Voilà ce que nous offrons comme modèle. Mais plus pour nous ! Nous on s'en est tiré ! Aux autres !

Or, il est facile, élémentaire, de calculer que ce que l'Europe a réalisé alors ne peut plus se reproduire. Une condition essentielle a changé. C'est que pendant la révolution industrielle, **TOUS LES PARTENAIRES ÉTAIENT À ÉGALITÉ** en Europe, et l'Europe traitait avec avantage en face du (déjà) tiers monde.

Aujourd'hui, le tiers monde ne peut traiter à égalité qu'avec sa propre

misère. Il traite en sa défaveur avec nous.

Le jeu du marché international est le suivant : Plus le temps passe, plus l'inégalité des échanges s'accroît. Et cette inégalité s'accroît d'elle-même.

Les matières premières perdent de leur valeur par rapport aux produits finis : il faut que le pays pauvre produise deux fois plus de cacao ou d'étain pour obtenir le même tracteur qu'il y a dix ans en échange.

Car entre le minerai de fer africain, l'étain et le cuivre sud-américains, le coton et le jute indiens, et l'acier, le tracteur, les sacs qui sont revendus à ces mêmes contrées, s'intercale la transformation du produit **AU TARIF DES PAYS DÉVELOPPÉS**, qui comprend le haut salaire d'un ouvrier occidental, les charges sociales pour sa sécurité, les taxes qui payent nos propres biens d'équipement collectif.

Appolo 13, l'homme sur la Lune ! C'est la tricontinentale qu'on eût pu, avec plus de justice, y envoyer. Sans les mineurs africains, sud-américains, asiatiques, nous serions encore à nous échinier dans les trous de Cornouailles, de Grèce, de Lorraine, de Bohême — comme ils s'échinent, eux.

Ma sécurité d'emploi, de vie, de loisirs, mon vivre et mon couvert, c'est au fellah, plus encore qu'au travail de mes pères, que je le dois. Que cette mauvaise conscience-là nous fasse suer d'angoisse. Il faut un choc pour ébranler les riches hors de leur passivité de jouissance impunie. Ça vaut mieux que la trouille du millénium, ou du péril jaune.

Donc, non seulement le tiers monde ne peut plus se nourrir (et la planète supporte aujourd'hui plus d'êtres humains que pendant trois mille générations de son passé, elle doit nourrir en une génération ce qu'elle a nourri pendant 100 000 ans successivement...) non seulement il ne peut plus se nourrir lui-même et nous ne pouvons y aider, mais encore a-t-il perdu toute chance de produire les biens d'échange nécessaires pour être compétitif et traiter d'égal à égal, sur le marché mondial, avec « les grandes puissances ».

La seule solution qui reste, d'après l'avis de tous les « experts », c'est l'aide gratuite.

C'est là que l'affaire se corse, et que l'abomination où nous plongeons les grands qui nous gouvernent apparaît le mieux.

Premièrement, l'aide est réduite à des miettes, à des traces, au niveau de nos économies. Ensuite, on y comptabilise jusqu'**AUX INTERETS NON PERÇUS** sur les prêts, lorsqu'ils sont faits à des taux inférieurs au cours mondial. Enfin et surtout, l'aide paie, rapporte, à celui qui la « donne » : pour un dollar d'aide yankee en Amérique du Sud, ce sont 3 qui en repartent vers les USA et ce, depuis 1942 !

L'aide y est concédée suivant plusieurs modalités : prêts à court et long termes, bon d'achats auprès du pays aideur (la forme la plus répandue, qui, comme vu plus haut, n'est pas une aide, loin de là), apport technique sous forme de missions et d'instituts financés par le pays riche.

Chacune de ces aides (elles sont cumulées en général, et j'oublie l'aide militaire, inutile d'en parler, elle est condamnable a priori) est un lien, une chaîne étroite de dépendance qui lie le pauvre au riche. L'usure des anciens financiers locaux a été reprise à notre compte. Un pays qui a des dettes n'est plus libre de sa politique économique. Car les prêts ont été accordés en contrepartie d'engagements importants, et le plus souvent, sur projet : le pays pauvre ne peut pas utiliser le crédit comme il l'entend, mais comme la Banque mondiale (par exemple) désire qu'il le soit.

C'est ainsi que les pays sud-américains ne sont pas libres de contrôler les importations faites chez eux : une clause du contrat du Fonds Monétaire International interdit le protectionnisme. C'est ainsi que les produits manufacturés localement, comme les pneus de voiture, les textiles, les graisses, la verrerie, sont en concurrence directe, et au même prix avec les produits importés, de qualité **ET DE PRESTIGE** supérieurs. Car l'homme sous-développé est honteux de l'être, il a fini par adopter de lui-

même l'image que nous lui offrons. Rien de plus poignant, de plus écœurant aussi, pour le visiteur de se voir honoré et de voir mépriser par ses amis du tiers monde les biens, les coutumes, les rares signes de vie authentique qui restent encore sur terre.

Il y a pire : c'est que nous les aidons, nous encourageons ce mépris, en exportant chez eux des techniciens, dont le rôle essentiel est, en tout et pour tout, de déprécier le « producto nacional » au profit de l'« importado ». Marchandises vivantes, les experts de coopération sont le comble de l'oppression impérialiste, sa forme la plus visible — car son avatar financier est caché à la foule. L'expert méprise, ravale. Il substitue sa volonté à la volonté de ceux chez qui il habite, de ceux qui le nourrissent et l'honorent. L'expert ruine ce qu'il touche. Il est le plus souvent hélas ! — ou heureusement —, ignorant des réalités du pays où il a été parachuté. Ses bévues sont coûteuses, irrémédiables.

Un exemple : sur l'Altiplano andin (Pérou et Bolivie) la Mission du Cuerpode Paz (« Peace corps ») a amorcé la substitution du lama qui **BROUTE**, par les ovins qui **ARRACHENT**. Le prétexte : le mouton produit plus (de laine, de viande, de lait, de cuir) que le lama. Résultat : des pâturages séculaires sont en voie de désertification.

Ceci, je l'ai vu de mes yeux, et peux citer dates, témoins, lieux, instances officielles. Mais les cas d'incurie grave abondent. On peut même dire que toute intervention technique est une erreur : car ce ne sont ni l'ignorance, ni la paresse, ni l'incapacité « physique » ou « morale » ou « raciale » qui fondent la société traditionnelle : c'est la reconnaissance mille fois répétée d'un équilibre nécessaire, c'est l'organisation optimum, mise au point, par tâtonnement expérimental, par la communauté et l'individu. Toute intervention, modifiant l'équilibre, met en cause la production qu'elle était chargée d'améliorer. Laquelle modification se répercute au niveau synthétique supérieur. C'est ainsi que l'importation de cotonnades anglaises et allemandes a liquidé l'équilibre artisanal et corporatif du tiers monde en son entier. Que la machine à coudre, inapte pour la couture sur cuirs et draps locaux, entraîne la fin de toute une série de corps de métiers. Que le transistor et la bicyclette ont accéléré les déplacements de population amorcés par les précédents facteurs.

Dans la Vallée, film ignoble, on voit un aborigène couper du bois à la hache, tandis que ses voisins le cassent. J'espère que ce n'est pas l'équipe du film qui a fait cadeau de la hache — et ce sera de toute façon moins grave que le passage de la caméra : car cette hache suffit à pulvériser une nation.

L'effet le plus remarqué de cette « pulvérisation » (mise en poudre en miettes, de l'ensemble ethnique initial cohérent), c'est la concentration urbaine, l'afflux de main-d'œuvre, le chômage, le désespoir et les réactions fascistes des « compradores » : la police brésilienne se recrute dans les favellas... Les conseillers américains ont bien fait leur travail. Ils sont rentrés aux USA, et le Brésil est « pacifié » pour vingt ans sous la botte et la torture. Le sadisme est, dans cette misère, élevé à l'ordre de la raison d'Etat.



SI ÇA NE RAPPORTAIT PAS DE VOUS AIDER ON N'AURAIT PAS INTERÊT À CE QUE VOUS SOYEZ DANS LA MERDE ET ON VOUS AIDERAIT VRAIMENT



En bref : l'aide, ou la soi-disant aide, est simplement un contrat de vente à prix réduit, ou à tempérament, entre le pauvre et le riche. C'est le pauvre qui paie. L'aide, même gratuite (c'est-à-dire sans contrepartie autre que politique, c'est une ironie !) est terrible : elle décompose ces sociétés.

Elle les décompose sciemment, comme a été détruit l'ancien ordre européen, ainsi que le montre Clavel dans son film : pour séparer les producteurs des acheteurs, et étendre ainsi le circuit et l'ampleur du capital.

Une seule réponse de la part de ces pays : l'autarcie, à quelque prix que ce soit. Tout atermolement coûte de plus en plus cher, génétiquement, socialement, individuellement. Encore faut-il savoir que par pays, je n'entends pas l'oligarchie des compradores au pouvoir qui est le seul interlocuteur international (Cf. conférence de Santiago et autres) des pays riches, et n'existe qu'à ce titre d'intermédiaire, **MAIS LES PEUPLES**, c'est-à-dire, au goût de chacun, **EN ARMES** ou pas.

Une seule réponse pour nous : le boycott des produits en provenance du tiers monde. Pari paradoxal mais sérieux. Ceci va toucher presque tout ce que nous consommons, mais surtout **LES BIENS MANUFACTURÉS À PARTIR DE MATIÈRES PREMIÈRES IMPORTÉES**, depuis la voiture à la tasse de thé.

Et toujours : protester, revendiquer, proclamer « in deserto ».

Dans le tiers monde, l'autarcie devra commencer — et il suffirait de s'en tenir là — par supprimer la mono-production source unique de dollars : le Chili devrait cesser de produire du cuivre brut — ou bien l'échanger aux socialistes contre des usines de transformation. Mais ceux-ci ont d'autres chats à fouetter, et ce n'est pas demain la veille. De plus, ce n'est pas là sortir de l'ornière du développement que d'y substituer le développement sous une autre forme.

Du coup, plus de commerce extérieur, plus d'importations. Les données de l'ONU le prouvent : rien de ce que nous exportons dans le tiers monde ne lui est vital. Et de plus, le tiers monde, s'étant libéré de la pression politique et économique qu'est la cotation en bourse (New York, Londres, Singapour) des matières premières, peut ne pas craindre l'em-

bargo, et commencer à édifier son propre marché, indépendant de l'économie de marché.

Seule réponse du capital : un nouveau coup de Saint-Domingue, ou bien la guerre civile entre les compradores et la masse. « Grosso modo », ce qui a chassé Torres du pouvoir, en Bolivie, en août 1971.

Seule réponse des militants contre les compradores massacreurs d'Indiens : la pression publique, dans les pays riches, pour l'abandon de toute relation avec les pays opprimés et le cas échéant, la contre-subversion, c'est-à-dire le financement de la révolution. Bref, ce que la France rate en Espagne, rate encore avec le Tchad. Donc, pour nous la prise d'un minimum de pouvoir pour exercer une réelle politique étrangère, même s'il ne s'agit pas de prendre le gouvernement tout court.

Nous en sommes trop loin pour qu'on puisse s'en sortir sans violence, je crois. Nos clients d'aujourd'hui, nous les enterrerons demain.

A IMAGINER DE TOUTES PIÈCES

Les faits les plus graves du sous-développement mondial traditionnel se relient directement au problème écologique. Mon analyse, nécessairement, est en termes d'économie, parce que l'économie est une science écologique. Sous les noms de « force de production », de « productivité », de « taux d'amortissement » ou de « taux de rentabilité » du capital, il y a des choix précis, des attitudes définissables vis-à-vis de la nature. Finalement, écologie et politique se confondent parce que l'homme exploite l'homme, parce que l'homme exploite la nature d'un même mouvement, parce que ces deux exploitations ne sont qu'une.

A chaque instant, nous découvrons qu'autour de nous, c'est l'homme qui est visé à travers la destruction du paysage. Tout ce qui rend la mort moins dégueulasse à imaginer, si faire se peut, se décompose lorsque mon « prochain », qu'il soit le Zoulou de Sartre ou mon voisin de palier, ou ma femme, voit sa liberté réduite. La contrainte imposée à toute vie m'est insupportable. Et cependant, c'est moi qui construis.

Comme solution, il ne faut pas s'enterrer et poursuivre la contrainte. Les rapports économiques doivent être réduits, et ils le seront au fur et à mesure que les nécessités se réduiront pour nous, à l'essentiel, au vital. Si ce n'est par choix, ce sera par force. En effet, si les famines et les épidémies vident la planète, elles la videront tant que nous serons privés d'esclaves. L'espèce humaine s'affaiblira et ne pourra plus que sur-

vivre. Or le rapport du MIT, des termes mêmes du Monde qui le présente le premier à l'opinion, est plutôt optimiste, dans la mesure où ne furent retenues que les solutions moyennes, ce qui, en terme de programme, n'a pas grande signification, sinon que les chercheurs ont tempéré la violence des chiffres au coin de leur bon sens, et corrigé la prospective.

Dans le demi-siècle à venir, en dehors de l'écologie, il n'y aura de recours qu'à une violence telle que l'humanité en sortira mise en danger. Il n'y a dès aujourd'hui, en beaucoup de cas, d'autre recours possible. Que cette violence soit ouverte sous forme de guerre et de dictature, ou larvée sous formes de menaces fascistes, d'oppression sociale et de contraintes économiques, peu importe. Chacun de nous est aussi appelé à en pâtir, sous quelque régime que ce soit, quels que soient les hommes au pouvoir, tant que l'opinion publique la moins avertie n'aura pris en charge le contrôle, sinon la direction, des affaires qui seules engagent l'avenir : les décisions écologiques mêmes.

Nous ne devons laisser aucun Etat, aucun gouvernement, gérer les gestionnaires : se gérant lui-même, il est un pouvoir discrétionnaire. L'existence même d'un « contre lobby officiel de l'environnement » est un danger pour notre pays et pour ceux qui traitent avec lui.

Le rétablissement historique qui s'impose à notre génération est difficile. Il consiste à reprendre en charge toutes les ambitions du passé pour y ajouter la nôtre. Comme le socialisme a repris le républicanisme, nous devons le reprendre. A charge pour nous d'ajouter à la démocratie et à l'autogestion ce qui les transformera, ce que nous ignorons encore, mais qui reste à faire... et à imaginer de toutes pièces.



UNE POLITIQUE ÉCOLOGIQUE DU TIERS-MONDE

2 - ENRICHISSEZ-VOUS EN « AIDANT » LES PAUVRES

C'est par allusions que j'ai levé les deux plus beaux lièvres de la controverse de l'« anti-progrès ». Controverse stérile tant qu'elle portera sur des approximations qualitatives, là où il faudrait quantifier, en commençant par l'effort humain, la valeur des richesses produites par le travail, le volume exact des échanges mondiaux, et la part de « valeur » que la Nature cède à l'humanité — tous chapitres largement abordés par les spécialistes, mais jamais éclaircis.

Il fut un temps où Roger Vailland pouvait dire :

« Ce qui distingue le vrai républicain (lisez : bolchevique) de l'imposteur, c'est une foi inébranlable dans le progrès... »

Aujourd'hui, le progressisme est toujours vivant. Le mouvement écologique est même le seul progrès véritable qui nous soit offert. Car, sérieusement, si nous combattons les tendances actuelles du système, n'est-ce pas d'abord pour qu'il soit fait justice à la misère, à la faim, à la mort ?

Si je dis : « les engais chimiques de synthèse sont un danger pour l'humanité », est-ce parce que je n'aime pas l'abondance ? Non : c'est parce que, ruinant le sol, ces engrais nous appauvrissent.

L'écologie, c'est le redressement, le retournement copernicien de la technologie, c'est l'application rationnelle de la science. C'est la synthèse nécessaire de ce que nous savons et de ce que nous pouvons.

Jusqu'aujourd'hui, notre ruine menace pour la seule raison que nous avons dépassé nos forces.

Ceci dit, voici les deux questions que je pose aux spécialistes qui nous gouvernent. TANT QU'ILS N'Y AURONT PAS REPONDU, je ne crains pas de me méfier et de risquer d'apparaître « fascisant » et « obscurantiste » aux yeux même de ceux qui devraient combattre avec nous :

1° Dans quelle mesure les pays riches influent-ils sur le capital naturel du tiers monde et quel est le degré de notre dépendance à leur égard ?

2° Dans quelle mesure le travail humain produit-il des richesses supé-

rieures à sa simple reproduction — et quelles sont-elles ?

Je ne vais pas tenter d'y répondre, mais seulement d'éclairer l'enjeu de ces questions.

DU TROC A LA BOURSE

Jusqu'à présent, on a surtout parlé, en France, de l'écologie de transformation : nous ne sommes pas producteurs, mais transformateurs de matière première. La transformation, c'est connu, pollue. Nous serions donc les seules victimes de notre système ? Le problème démographique a prouvé que non, que tous les peuples sont également victimes. Il est important de renforcer la prise de conscience de l'universalité de la crise : quand je pisse dans la Manche à Berck, je pollue autant les côtes australiennes que les côtes anglaises et françaises. Le monde en son entier court le même risque. Le mot d'ordre est la solidarité.

Le raisonnement des pollueurs, c'est un contre-feu contre l'offensive écologique : il consiste à parler de la pollution et à faire croire que seule la pollution fait problème. Notre cher ministre, lorsqu'il ouvre une oreille, ne l'ouvre que pour entendre parler de pollution. C'est-à-dire, des fautes passées et présentes, et non des fautes à venir (le système appartient au court terme). C'est-à-dire des fautes qu'on pense rattrapables. Il faut refuser l'égalité POLLUTION = CRISE ÉCOLOGIQUE, pour aborder la prospective, imaginer des solutions globales, synthétiques, au problème. Or les pays riches ne sont pas les plus menacés.

Les USA, grâce aux mouvements de consommateurs et de défenseurs de l'environnement, exportent la transformation, accédant ainsi à la forme la plus complète aujourd'hui d'impérialisme (cas du Brésil).

Mais l'autre face de l'économie, c'est la production. Et la production autant, sinon plus, que la transformation, est facteur pathogène dans l'histoire.

L'origine et le processus les plus généraux du sous-développement sont à chercher dans des explications d'ordre historique, où l'on rencontre l'ensemble des mouvements sociaux économiques et culturels qui constituent l'écologie.

L'exemple que je vais développer est celui de la Bolivie, mal connu en France. Mais il est applicable au Chili (monoproduction de cuivre) et à Panama (banane), comme à bien d'autres pays. L'exemplarité d'un pays comme la Bolivie, c'est d'offrir, avec une population à 80 % métisse et indienne, l'éventail complet de la désagrégation des structures rationnelles d'environnement.

L'état actuel de la société bolivienne est critique. Ce pays deux fois plus vaste que la France compte seulement 5 millions d'habitants. La minorité d'ethnie occidentale (immigrés de longue et de fraîche date) fait la loi,

gère l'économie, et utilise pour développer des structures industrielles et des équipements collectifs qui ne profitent qu'à elle (aviation, recherche fondamentale, colonisation latifundiaire, armée, entretien d'une clientèle, etc.) le montant intégral de l'aide internationale. La majorité de la population (60 %) oscille entre le mode de vie occidental et la « régression », pendant les crises vitales, à la forme ancestrale de comportement, pervertie par cinq siècles d'esclavage. Restent 20 % d'irréductibles. Ceux-là se distinguent par l'ignorance de la manipulation du fiduciaire. Ils ignorent l'économie de marché, pratiquent le troc ou le demi-troc, le billet de banque étant investi d'un rôle magique. Certains paysans, notamment, refusent les billets qui ne sortent pas de la banque, refusent les pièces ternies par l'usage. Encore ceux-là font-ils commerce.

D'autres vivent encore à l'écart du photographe, du transistor et de la machine à coudre. Ils se signalent par l'ignorance du bas ou de la chaussette, par l'absence de tissu industriel dans l'habillement, et par la fuite devant l'occidental.

A l'autre extrémité, il y a l'« indio manso » (comme il y a des taureaux sans couilles), qui porte chaussettes, chaussures italiennes et cravate de soie synthétique.

Métis et Indiens sont séparés et cependant ils sont solidaires. Dans des circonstances favorables, les communautés pré-incas se reforment spontanément, sans il est vrai l'indispensable ciment d'une weltanschauung cohérente. Une publicité cinématographique de Kodak montre un « indio bravo » achetant un « Instamatic », rentrant à la communauté et tirant des photos à faire crever un ethnologue.

A l'origine, les Indiens de l'altiplano (Aymaras), constituaient des sociétés autonomes, vivant par couples de communautés, solidaires, et dans l'« éternel retour ». Les Incas (Qetchuas), de souche commune, les ont conquis et asservis. Les Incas, comme la Rome des guerres du Latium, s'étaient engagés dans un processus historique, c'est-à-dire de transformation quantitative et qualitative de leur propre société. L'arrivée des Espagnols fut un heureux incident de l'Histoire, qui mit fin à une querelle dynastique par le massacre des protagonistes de la lutte de classes qui s'était développée entre le pouvoir autarcique et l'aristocratie. Tout ce joli monde fut envoyé à la « mita », c'est-à-dire au service régulier des mines d'or et d'argent, où des générations tirées au sort crevaient en dix ans de syphilis, de tuberculose et de faim.

En 1825, le bénéfice de la « mita » passa de la couronne d'Espagne à la République créole et parlementaire : il y avait encore 500 000 communautés indiennes.

En 1932, date des premiers recensements de politique sociale, il en restait 3 600.

Aujourd'hui, vingt mille environ se sont reconstitués, tant bien que mal. Aujourd'hui, 70 % des devises étrangères (US dollars) de ce pays viennent du travail de 50 000 mineurs de l'étain. Dans les années 20, 95 % de devises en provenaient. Et encore aujourd'hui, 99 % de la valeur des exportations sont tirés des matières premières : autres minerais, 20 % ; pétrole, 5 % ; divers, 4 % (grosso modo).

Ces 50 000 mineurs, payés en moyenne un dollar par journée de huit heures de fond, nourrissent des familles de cinq à dix personnes. Ils ont commencé à 16 ans. Ils mourront de silicose à 35-40 ans. Ils consomment, avec leurs frères agriculteurs, 44 000 tonnes de coca par an, soit l'équivalent de 11 tonnes de cocaïne pure.

Mais surtout, ils supportent à bout de bras TOUT LE SECTEUR TERTIAIRE de l'économie : tout l'import-export, tout le (copieux) corps diplomatique. Ils sont la raison de vivre de l'oligarchie, et de ces 20 % de population parasite, soit, si je compte bien, un million de Blancs, Gringos, Yankis, Vascongados, Criolos...

LE BOYCOTT SUBVERSIF

Ceci n'est encore rien. Au sommet de l'échelle, l'Occident touche aussi son bénéfice sur cette sueur et de ce sang : les soudures de bonne qualité à bas point de fusion, l'étamage des boîtes de conserves, les coussinets de bielles etc., sont fabriqués à bon prix à partir d'étain. De cet étain dont les cours bloqués par la spéculation US entraînent les pays producteurs, Nigeria, et surtout Bolivie et archipel asiatique, à la ruine.

Le bénéfice d'une entreprise de production n'est pas proportionnel au chiffre d'affaires. Il est nul (perte) jusqu'au seuil du prix de revient. A partir de quoi TOUT est bénéfice. De 1940 à 1952, la Bolivie vendit son étain aux USA de 37 à 42 centimes la livre de métal fin. Dans la même période, la spéculation des propriétaires privés de ce métal fit monter le cours libre au-dessus de 2 dollars. En 1952, lorsque la gauche bolivienne arriva pour la première fois au pouvoir, les mines n'avaient plus de réserves, la production chuta. Actuellement et depuis 1964, la production n'est plus déficitaire pour la seule raison que les salaires des mineurs ont été réduits de 50 % et bloqués. Torrès est tombé pour avoir voulu les réévaluer.

La justice des salaires à l'échelle mondiale exige que nous payions plus cher (en moyenne à 200 % du prix actuel) les biens qui nous viennent du tiers monde. La répercussion de cette hausse sur notre niveau de vie est difficile à calculer. Elle n'est pas un obstacle. La preuve, c'est que nous approchons de plus en plus du moment où ces trafics nous seront imposés. Mais chaque moment qui passe, et ce sont des milliers de vies sacrées.

Le rapport de cette situation avec le combat écologique ne fait pas de doute : la seule façon de briser le monopole du marché impérialiste est de renoncer au maximum à la consommation de biens industriels individuels et collectifs. Cette subversion commerciale, nommé « boycott », vaut ce qu'elle vaut. Elle est le seul

LES PAYS RICHES ONT BESOIN DES PAYS DU TIERS-MONDE POUR AVOIR DE LA MAIN D'ŒUVRE À BON MARCHÉ ET DES MATIÈRES PREMIÈRES À BAS PRIX

CE N'EST PAS UNE RAISON POUR LES AIDER

instrument de pression dont nous disposons. Mais dans une société où la marge de roulement des entreprises est de 5 % de bénéfice, il suffit d'une décaïcation, même infime et minoritaire, de l'achat, pour amener le capital à « résipiscence », comme on dit en droit syndical. Que cette attitude soit réformiste, c'est certain. Mais nous n'en sommes plus au choix des moyens : l'entraînement pousse d'ailleurs souvent à des actions révolutionnaires, que je laisse prévoir à d'autres.

Pour aider véritablement nos frères du tiers monde, il faut agir dans deux directions parallèles :

1° Boycotter la transformation et substituer, au chômage, des formes productives du travail (voir plus bas). 2° Accepter de travailler plus pour consommer moins, ce qui nous attend de toute façon au tournant, tant que nous dépendons du tiers monde pour faire l'équilibre de nos économies de rupture. (Nota : Jalée explique bien que la valeur des échanges et que notre dépendance vis-à-vis du tiers monde est proportionnellement faible.

Mais cette valeur, il ne tient qu'à nous de l'augmenter en payant plus cher. De plus telle qu'elle est, elle nous est indispensable, ne serait-ce que pour boucler la balance des paiements, c'est-à-dire pour maintenir à flot la masse de capital en circulation, notamment en dollars et en francs (Afrique).

Dans ces conditions, rien ne s'oppose, en toute logique, à ce que soit réduite l'activité du commerce extérieur du tiers monde vers les pays développés : son arrêt ne ruinerait que les « compradores » minoritaires et parasites, briserait l'exode rural, stopperait le chômage (qui, comme l'a dit Illich je crois, s'est exporté dans le tiers monde, qui nous paie le plein-emploi de la transformation et de la gestion) et rééquilibrerait automatiquement ces sociétés sur leur base géo-politique effective.

Rien ne s'oppose non plus à ce que la diminution de la productivité, dans les pays riches, mette un frein à l'expansion du capital privé et d'Etat.

Dans le même temps, les pays riches verraient diminuer le gâchis des technologies dures (c'est-à-dire basées sur la nécessité de retenir le capital), diminuer le chômage, diminuer les « ciseaux », l'écart entre les prix agricoles et les prix industriels, réduire les services de la gestion au coup pour coup.

Ce n'est pas le « zéro-growth », mais le « négatif-growth » qui s'annonce, au moins en conflit civil ou international entre pays producteurs ou transformateurs. Tout au moins, si j'en crois les analyses des 40 000 heures de Fourastié, analyses qui contiennent le balbutiement de la quantification économique.

ET SI MALTHUS AVAIT RAISON ?

Cet ouvrage m'amène à parler du second point litigieux. Fourastié est un technocrate gaulliste, commissaire au Plan. Sa thèse, dans ce livre, c'est que la retraite à 60 ans et la semaine de quarante heures briseraient les reins du capital français, vu la compétition internationale. Je n'y répondrai pas. Mais cela pose quand même la question de savoir si le fondement même de la théorie de Marx tient toujours.

La thèse de MM. Malthus, Ricardo et Lassalle réunis, c'est qu'il existe une « loi d'airain » des salaires. La thèse de Marx et des communistes (marxistes), c'est qu'elle n'existe pas.

On ne peut pas faire d'écologie sans avoir choisi son camp, ou du moins saisi la nuance. Cavanna en a parlé, mais je répète.

Selon Malthus, la force de travail et la production ne peuvent croître du même pas. Pire encore, l'augmentation de la force de travail (êtres humains productifs) n'accroît pas la productivité (rapport production-temps) : elle la réduit. IL N'Y A PAS ASSEZ DE TRAVAIL POUR TOUS LES HOMMES SUR CETTE PLANETE.

Ou bien, la technologie est trop avancée, tant qu'il faut travailler pour vivre.

Cette hypothèse engendre trois conséquences pratiques :

1° Plus la productivité augmente, plus le chômage augmente. Du même mouvement, la richesse des riches et la faim des pauvres croissent proportionnellement. La productivité rapporte en effet au propriétaire du capital (financier ou industriel). Le chô-

meurte à la troisième conséquence du malthusianisme.

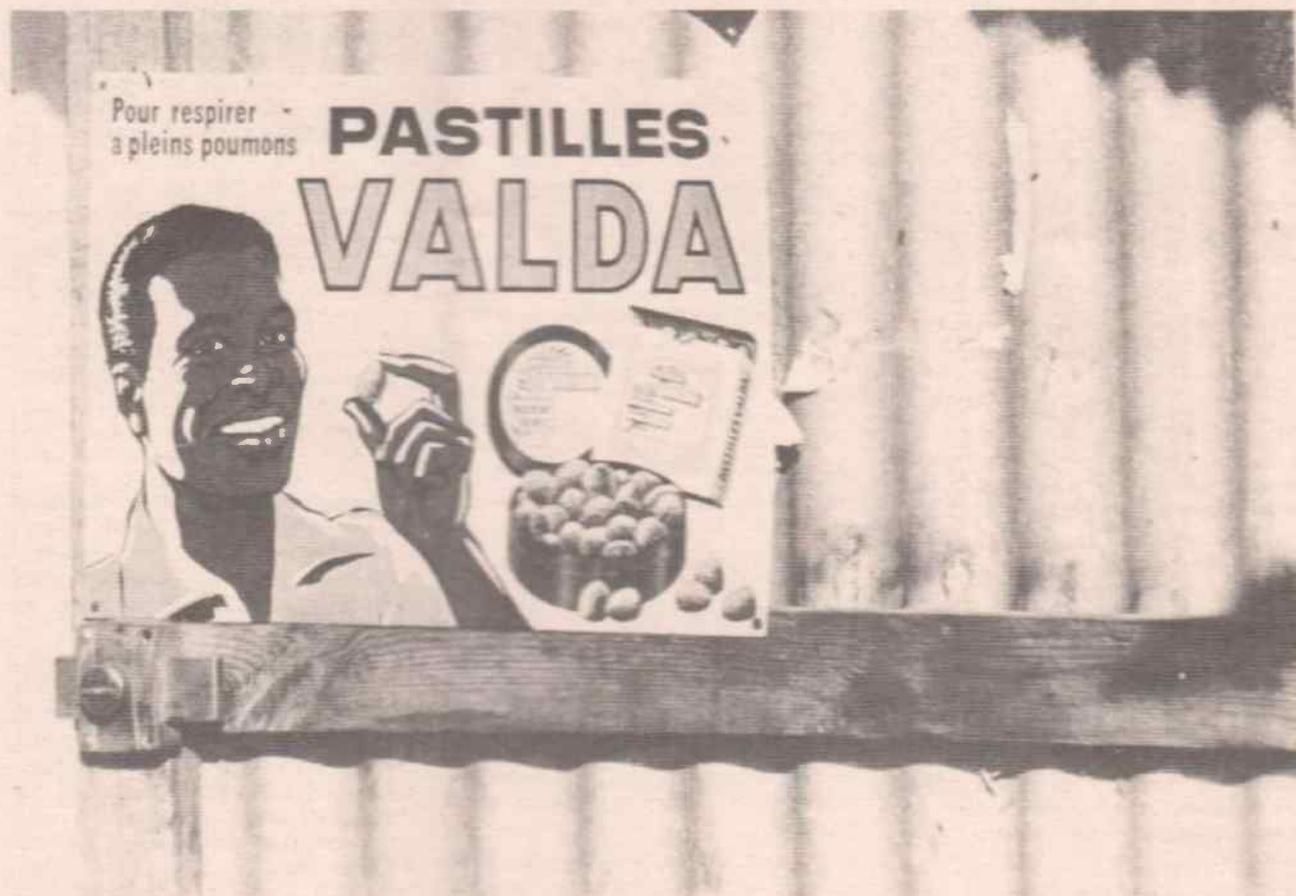
3° La théorie et l'espérance révolutionnaires se fondent sur l'hypothèse qu'une meilleure organisation de la production donnera le vivre et le couvert à tous les humains. Or, ceci est mis en doute. C'est grave. Car que promettra-t-on comme récompense au prolétariat, désormais, si seuls le volontarisme et le stakhanovisme rendent viable la lutte ouvrière ?

Serait-il indispensable, pour ne pas désespérer de l'avenir de l'humanité libérée, de croire que Malthus s'est trompé ? La révolution pourra-t-elle donner un jour « à chacun selon ses besoins » ?

Le doute que jette Malthus est le suivant : si la productivité, en s'améliorant, appauvrit le corps social en son entier, et la planète en sa totalité, il est impossible que le prolétariat parvienne au pouvoir par la suite d'une simple mutation des rapports et des instruments de production.

Si Marx a parié sur l'amélioration quantitative de la production, c'est-à-dire sur la survie du capital à la révolution, alors nous ne verrons jamais s'améliorer le sort de l'homme.

Le « trend » de l'économie (y compris le capitalisme planifié d'Etat) n'est donc pas seulement à la baisse de la plus-value. Il tend aussi à diminuer l'incidence du progrès technologique sur la productivité. Contrairement à ce que l'on croit, il faut, depuis les premiers pas de l'humanité, de plus en plus de frais pour de moins en moins de progrès. C'est ainsi que le rapport financier d'un équipement destiné à accroître la productivité équivaut aujourd'hui au tiers, par an, de l'investissement engagé. Ce qui fait apparaître la société industrielle comme un tonneau des Danaïdes, doublé d'une auberge espagnole. Tonneau des Danaïdes, parce que l'équipement de production (capital industriel) coûte presque plus cher qu'il ne rapporte, sans prendre ici en considération le coût humain et naturel (épuisement des réserves) de l'opération, et n'est financé que par la fuite fiscale, l'inflation et les recettes invisibles (id est : le pillage du tiers monde). Auberge espagnole, parce que de plus en plus, la productivité n'augmente plus qu'au prorata de l'accélération des cadences et du rythme de production. La consommation et la production de masse



mage ne rapporte rien à l'ouvrier. Le problème que pose la démographie n'est pas encore la surpopulation, c'est déjà le chômage.

2° Par conséquent, les capitalistes, jouant sur cette menace du chômage, ne paient la force de travail que le minimum destiné à sa reproduction. (Marx a contesté ce point comme trop optimiste : bien souvent, la force de travail est éliminée physiquement, lorsque le capital n'en a plus besoin ou ne peut plus la payer). Ce minimum assurant à la famille ouvrière la naissance, la survie et la reproduction de ses enfants c'est le « salaire d'airain », si l'on peut dire : le maximum que le capital puisse payer qui sert. On comprend pourquoi socialistes et communistes ont lutté contre cette conception. Mais leur idéalisme se

Si, par contre, on peut concevoir une révolution qualitative de la production, qui cessera de prendre à Paul pour habiller Pierre et de dissimuler l'absence de vraies richesses par le tourbillon du capital, alors l'écologiste peut se dire marxiste : il est l'avant-garde de la révolution.

Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que cette révolution économique et sociale ne pourra pas procéder par l'extrapolation des conditions actuelles de l'économie. Il faut inventer une forme enfin solidaire du travail humain, CNPF ou pas, il faut substituer au travail en miettes, non plus le travail intégré à la suédoise, mais la rotation générale des tâches, contre laquelle les essais suédois, italiens et bientôt français dont parle le « Nouvel-Obs. » ont justement été inventés.

ne produisent pas de nouvelles richesses : elles les transforment et les déplacent. Le budget d'une vie humaine, entrées et sorties, en valeur constante, est le même aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Qui sait s'il n'est le même qu'il y a cent ans ? Ce qu'on gagne en vitesse de déplacement, on le perd en capital génétique. L'équilibre est automatique : on a effectivement pris à Paul pour couvrir Pierre.

D'ailleurs ce que j'en dis, c'est peut-être farfelu, faux ou incontrôlable : je m'en fiche. Parce que personne ne peut EXPLIQUER ce qui est et ce qui n'est pas en matière d'économie. Comme en « biologie atomique » : c'est l'incertitude la plus totale. ET MOI, QUE VOULEZ-VOUS, J'AI PEUR DANS LE NOIR.

3 - ÉCONOMIE = SCIENCE DES AVATARS DU CAPITAL

Doit-on concevoir l'avenir de notre société et les buts du combat écologique, d'après le modèle de sociétés stables historiquement connues ?

Quelles sont les conséquences, pour nous, de la seconde découverte du monde à laquelle invitent Jalée, Tibor Mendé et autres spécialistes de notre impuissance ?

Pourquoi l'écologie, comme mouvement de masse, et pour laquelle nous nous sentons concernés, vient-elle aujourd'hui ? Quelles circonstances vont en renforcer le développement ?

Autant de questions auxquelles une réflexion générale et préliminaire nous invite. L'inquiétude millénariste ne suffit pas à expliquer la passion scientifique pour l'âge d'or. Pour diriger la subversion, il faut comprendre d'où elle vient. Il faut être conséquent, surtout, pour ne pas retomber dans l'ornière des modèles préconçus de développement ou d'anti-développement. Le plus difficile, dans cette tâche, c'est que chacun retourne à son dada dès que les difficultés se présentent.

« Grosso-modo », tout développement économique procède par trois étapes, qui correspondent à trois rapports distincts de l'homme avec son travail, de l'homme avec la nature. Cette correspondance nécessaire entre le travail humain et le rôle que les sociétés font jouer à leur milieu n'est pas seulement celle de l'épiphénomène et de la structure économique. Il faudra au moins changer ceci dans Marx : la Nature est bien un instrument du travail humain, mais elle n'est pas que cela. Elle est le témoin, la mesure de notre activité. Plus encore, elle est nous mêmes, dès que nous échappons à l'aliénation d'un travail séparé.

Ces trois natures, matière première, Nature et nature humaine, n'ont été séparées les unes des autres que par notre choix. Et il ne fait pas de doute que nous avons encore aujourd'hui la liberté de revenir sur ce choix historique. Ou que du moins la peur nous en inspirera la force.

Le capital entretient donc des rapports avec ces trois natures. Le but de notre étude, c'est de cerner l'étendue et la nécessité de ces rapports, pour définir la politique dans des termes nouveaux.

L'économie est la science des avatars du capital. De même que le Messie est venu pour accomplir la Bible, le capital est venu pour résoudre le travail. Ce n'est pas que je tiens farouchement au travail, mais je ne me suis pas fait une liberté pour la remettre à un principe, quel qu'il soit.

Les trois natures viennent de l'homme et y retournent : la matière première offre un instrument au combat contre la Nature, combat dans lequel la nature s'exalte. C'est très clair.

Jusqu'à la révolution industrielle, le travail avait pour seul but la création des conditions de survie. C'est vers 1830 que Stendhal annonce à l'Hu-

manité qu'elle va « commencer à vivre au lieu de survivre ».

Ces conditions de survie tenaient à trois ordres de biens :

- la nourriture
- le logement
- l'habillement

Les générations se reproduisaient donc. Celles qui ne le pouvaient pas sont mortes, et l'histoire n'en a pas retenu la trace : l'histoire n'est que la généalogie de l'espèce d'aujourd'hui.

Outre la production de ces biens, le travail entretenait les cadres généraux (idéologiques) de sa reproduction : l'Etat, l'Eglise, etc. Quand on sait que le propre de la vie, c'est sa capacité à la reproduction, justement, il ne faut pas s'étonner si tant de sociétés s'en contentent.

Les cadres de cette société jouissaient de privilèges. Mais ces privilèges, à la différence de ceux de nos bourgeois, n'étaient pas qualitativement distincts des services dont tout le monde pouvait jouir. Plus exactement, les privilégiés n'avaient pas créé, à leur seul usage, les services dont nous profitons aujourd'hui par ordre de classe : le droit à la vitesse (Concorde), le droit à la vie (médecine), le droit à la conscience (enseignement et milieu éducatif). Les privilèges de caste (exemption d'impôt, justice propre — encore que, sur ce sujet, il y ait à dire — transmission héréditaire des droits hiérarchiques) ne sont pas des droits exorbitants : l'éventail des conditions était plus étroit hier qu'aujourd'hui. Le tiers monde est entré en déséquilibre au moment où, à ces privilèges de caste, ont succédé, en se superposant à eux et en les évinçant de diverses manières, les privilèges de services. C'est ainsi que l'oligarchie des « compradores » jouit d'avantages plus inouïs que ses clients européens : elle cumule les deux ordres d'avantages. Les cadres de la société capitaliste

gèrent autant les services que le capital, et c'est à ce niveau que l'écologie a été découverte.

Depuis la révolution industrielle, l'économie, c'est la gestion des machines. Aujourd'hui, le travail sert la machine avant de servir la production : une masse accrue de plus-value est réinvestie. On se demande de plus en plus si ces machines sont un intermédiaire « économique » entre l'homme et la satisfaction de ses besoins vitaux, et s'il ne vaudrait pas mieux, tous comptes faits, l'exclure. Pour la bourgeoisie, la machine n'est guère que le lieu de son pouvoir, que le lieu de sa possession sur le capital.

Dans le tiers monde, la machine comme intermédiaire absorbe plus de travail qu'elle n'en peut produire. Son niveau technique est au-dessus du niveau de la nation pauvre. Son rythme de production, supérieur au marché national. Son coût, supérieur au travail qu'elle permettrait d'économiser si elle était rentable, compte tenu de la concurrence que lui font subir les bas salaires et les politiques sociales des gouvernements.

Le sous-développement ne pourra être supprimé par l'installation de machines : elles déforment l'économie sans la transformer, tant qu'elles n'ont pas provoqué ce qu'elles sont censées résoudre : le chômage, la misère, le déplacement des populations, l'écrasement des marchés intérieurs ou extérieurs concurrents.

De plus, la machine s'use. Le circuit permanent du capital, qui enchaîne le travail des ouvriers à l'amortissement du matériel sur lequel ils travaillent (l'ouvrier est propriétaire de sa machine : ceci, il faut bien le comprendre, le patron n'est qu'un banquier qui a prêté l'argent et qui se rembourse à 100 % d'escompte, si ce n'est 200 %), permet seul le renouvellement des machines.

Or, le tiers monde ignore cette circulation constante de la monnaie entre le marché, le revendeur, le producteur et les salaires : à un chaînon ou à un autre du cercle vicieux de l'économie, une poche impérialiste s'ouvre et absorbe la plus-value : le tiers monde est monté sur un vélo sans chaîne. Il pédale et la roue ne se meut pas. Mieux : il pédale à vide et sans rencontrer aucune résistance : d'où l'incohérence, l'épuisement, etc. La métaphore a été filée par d'autres.

La division du travail, c'est donc d'abord sa division entre la production de machines et la production de biens de consommation. L'automatisation, dans la mesure où elle supprime tout rapport entre le travailleur et ce qu'il consomme (ce qu'il produit EFFECTIVEMENT) ne permettra pas plus de résoudre le problème européen que le machinisme ne résoudra les problèmes du tiers monde. Dans une société automatisée, le secteur tertiaire est le seul productif. Ce qui ne veut pas dire que les ouvriers et paysans ne font plus rien ! Simplement, ils sont « déficitaires » sur le budget général. L'automatisation sépare radicalement l'ouvrier de la praxis, c'est-à-dire de la conscience d'être nécessaire aux autres. L'ouvrier est un inutile, qui ne sert qu'à fabriquer les machines qui serviront à en fabriquer d'autres.

C'est la forme la plus sophistiquée de l'aliénation : payé pour ne rien faire, l'individu n'est plus un citoyen : car il est alors autant payé pour se taire que pour ne rien faire. C'est ce salaire, déguisé, qu'on nomme « aide gratuite au tiers monde ».

A ce stade, toute la liberté humaine se réfugie entre les mains des cadres gestionnaires.

« C'est payer un peu cher sa place au spectacle... » (Chamfort).

A ce stade, la vieille utopie socialiste d'un être humain affranchi du travail prend un sens tragique-ironique : l'homme ainsi « émancipé » n'est pas asservi au travail, mais reste asservi au capital-machine.

La suppression du travail sans la suppression du capital : voilà la société des loisirs.

La suppression du capital sans la suppression du travail : voilà le socialisme scientifique sérieux !

Nous n'en sommes pas encore là.

Seulement, après avoir produit la survie, puis la machine intermédiaire de la survie (Illitch : « Moderniser la pauvreté »), nous produisons aujourd'hui des services.

Un service, c'est un pouvoir sur le temps ou un pouvoir sur l'espace.

La médecine de masse (Sécurité sociale) conquise en 1936 et étendue à l'ensemble de la population française depuis quelque temps seulement, est une victoire, un pouvoir sur le temps. Elle allonge la durée globale de vie d'une population donnée.

La voiture individuelle, les congés payés, l'avion, sont des victoires sur l'espace.

Bref : Money is Time.

**SURVIE POUR SURVIE
AUTANT SURVIVRE
HEUREUX**

Or, ces deux pouvoirs nous ont mis au contact avec une réalité oubliée



de la condition humaine. Au contact de la Nature (n majuscule) que le machinisme a expurgé du travail en s'interposant entre l'ouvrier et son produit, entre la matière première et sa façon.

Le tourisme, c'est la consommation immédiate de la Nature. De même que l'activité humaine se perd en travail aliéné, le loisir va à la découverte d'une Nature.

La machine avait créé un détour entre la faim et le repas, entre le froid et le chauffage, entre la vie et la santé. Ce détour existe toujours, mais nous assistons à un revirement. Ce que nous découvrons tout à coup, c'est un mode de satisfaction qui ne passe pas par un détour. Voyez Gédé.

A ce sujet, la nature humaine (n minuscule) est concernée. La révolution sexuelle, où la consommation s'effectue sans le détour de l'institution et de la norme, est contemporaine de l'écologie.

Cette découverte ne peut laisser personne indifférent. Il y a ceux qui ont peur et qui tirent (Easy Rider). Il y a ceux, plus nombreux heureusement, qui ouvrent les yeux devant le spectacle de leur liberté séparée et retrouvée.

La Nature est donc le Banquet, la vraie vie.

D'où la puissance subversive de la Nature. Elle est un bien accessible

les conditions de reproduction du travail aliéné.

La politique écologique, qui offre une alternative (société ouverte... et non pas réactionnaire!), mais fait prendre le risque de la solidarité mondiale.

Pourquoi « le risque » ?

Parce qu'il faudrait être vraiment sectaire pour penser que toute vie est absente du capital. Les conquêtes, celles de l'esprit comme les autres, sont ce qu'elles sont. Mais il nous est impossible de les nier, ne serait-ce que parce que c'est contre elles que nous nous faisons. Ceux qui sont pas d'accord, laissez tomber ce canard !*

Parce que la société humaine en son ensemble est prise dans une vilaine affaire, auprès de laquelle le théâtre de Shakespeare est un conte de fées.

Parce que tout retour explicite à un modèle « ayant déjà existé » reviendrait à se fermer les yeux tant qu'il ne résoudrait pas le problème d'autrui en même temps que le sien propre. Il ne faut pas laisser le mouvement écologique s'enfermer dans l'égoïsme (chacun pour soi et sauve qui peut) des nations riches. LE TIERS MONDE A LA PRIORITE.

Je poursuis donc.

Dans la société traditionnelle, le bien de survie est arraché au milieu. Mais il demeure solidaire de son origine. Nul n'oserait croire qu'il ne doit pas

Je prédis des tendances suicidaires à l'échelle nationale au premier choc sérieux écologique...

Dans la société traditionnelle, la Nature n'est pas conçue comme hostile. Cette invention date du machinisme : le « sentiment de l'hostilité de la nature » naît avec le romantisme.

Non, la Nature est indifférente ou protectrice : Gaëa, Ceres, etc.

Mais revenons à notre métaphysique : La différence de conception entre la Nature sacrée et la Nature bétonnée est provoquée (et le provoque) par le détour que la machine impose.

Le sentiment du sacré est proprement écologique. C'est ainsi qu'est tabou tout excès « contre nature ». C'est ainsi que les prémices, les sacrifices propitiatoires, les rites (« Forgerons et Alchimistes ») de la mine et de la forge, sont la reconnaissance RATIONNELLE d'un équilibre naturel.

Notre recherche, aujourd'hui, doit tenter de redécouvrir cette rationalisation des rapports de l'homme avec son milieu, au moment où nos conceptions ont été faussées, déviées, par les fantasmes du capital : notions de productivité, d'accroissement indéfini des richesses, de « faire ce qu'on peut puisqu'on peut le faire », etc. Autant de maladies de l'imagination qui feront bien rire, j'espère, quand on en sera sorti. Car entre nous : que voyez-vous de rationnel à

la politique, non plus en termes de profits, mais en termes de coûts. Même : non plus en termes économiques, mais au nom d'impératifs scientifiques et rationnels de survie. Nous ne sommes pas des rêveurs et des poètes : nous sommes les seuls à aller jusqu'au bout des notions. Nous savons que le rationnel est le raisonnable : ce qui ne tue ni ne massacre ni ne détruit. Que la science est le plausible, c'est-à-dire ce dont tout le monde peut juger.

POUR CHANGER LA VIE, CHANGER L'ECONOMIE

Comme je l'ai dit, je le répète, la seule chance de l'écologie c'est de se constituer en puissance politique autonome, indépendant de la politique traditionnelle des choix de gestion capitaliste.

L'économie, c'est la théorie de la séparation nécessaire du travail. Marx croyait avoir expurgé de cette notion la « vieille malédiction originelle »...

La Nature, c'est le mythe de notre liberté irrémédiablement perdue.

Nous devons donc, désormais, combattre à la fois le mythe et la théorie.

C'est la machine qui a séparé la Nature. Il me faut reprendre ici les termes de la lettre que Fournier a eu le malheur de publier dans Charlie Hebdo 99.



à tous. Elle produit assez pour celui qui la travaille. Elle détourne l'ouvrier de sa machine.

Voici donc la réponse à pourquoi l'écologie aujourd'hui ?

Parce que le retour à la terre n'a pas eu lieu dans les tranchées comme en 14, dans les camps comme en 41. Parce que les gens s'évadent.

Parce que, pour les empêcher de s'évader, on bétonne l'objet de leur convoitise : on détruit la nature.

Que cette destruction ne soit pas délibérée, c'est possible. Mais en tout cas, elle sert les géoliers.

Survie pour survie, autant survivre heureux.

Aujourd'hui, donc, s'affrontent deux politiques.

La politique économique, qui reconduit perpétuellement (société bloquée)

sa survie à la nature omniprésente dans laquelle il vit.

Ce paragraphe résume ce que le XIX^e siècle, la Sorbonne et les « progressistes » (guillemets) désignent sous le nom de « barbarie abrutissante » et de « régression intolérable ».

C'est que dans la société industrielle, le bien de consommation, issu par enchantement (50 heures par semaine à 1 600 francs par mois), fait prétendre à chacun qu'il est libre et qu'il ne dépend de personne. Illusion qui profite autant à la victime qu'à son maître.

Plus nous nous émancipons des tâches « naturelles », plus nous nous aliénon dans la dépendance du capital.

(*) Ho!à, comme il y va! N.D.L.R.

penser que la misère des générations actuelles soit nécessaire pour le bonheur des générations futures? N'est-ce pas une lubie psychopathe (sorte de paranoïa) que de croire que sans l'énergie nucléaire, l'espèce humaine n'a plus d'avenir? De croire que sans argent les relations humaines ne sont plus possibles? De croire que sans publicité, le monde n'est pas informé? Information mon cul, oui!: Déformation. Ces tordus veulent nous rendre à leur image, parce que nous voir différents de l'image d'eux mêmes que leur renvoie le miroir les fait crever de doute inavoué!

Notre recherche, aujourd'hui, doit porter sur la définition nouvelle de

(*) Cf. article de F. de Closets dans Sciences et Avenir de décembre 1972. (Emile.)

L'abandon du moulin à vent pour le moulin à vapeur est le symbole de cette séparation victorieuse, à la fin, déjà, de l'ancien régime. La technologie dure, c'est la machine en lutte contre la Nature, avec le gâchis inventé par M. Joule et tout ce qui s'ensuit : l'entropie.

La technologie douce, comme le judo, s'appuie sur la force de la Nature pour tirer profit d'elle. C'est une obstétrique sans douleur, pas une césarienne!

La séparation n'est donc rien encore tant qu'elle substitue les forces naturelles (vent, eau, soleil) au travail humain. Elle devient dictatoriale dès qu'elle ne sert plus l'espèce humaine, mais les fantasmes d'un petit nombre que leur complexe d'Edipe inquiète : ils ont peur de « coucher avec », alors ils la tuent.

UNE POLITIQUE ÉCOLOGIQUE DU TIERS-MONDE

Somme toute, la machine est l'instrument d'un rapport pervers à la Nature (Alma Mater, Aenedum genitrix, hominum divumque voluptas... Lucrèce est le saint Patron des écologistes...). Pervers, parce qu'elle détruit ce qu'elle veut construire. Je n'ose rapprocher tout à fait cela des justifications naturelles du machinisme Sade, dans *La Philosophie dans le Boudoir* notamment.

La machine, qui se retourne contre la Nature, est le reflet pathologique d'une lutte authentique contre la faim, la rareté, l'angoisse. Corollairement, l'écologie est née de la transe où nous sommes de rencontrer une Nature qui n'est pas ce qu'on nous a dit. Qui n'est pas hostile mais accueillante.

A ce moment-là, plus rien n'importe des rapports de l'homme avec le capital. Le capital est devenu un mode caduc de l'existence humaine, une façon d'être que nous devons abandonner. Il n'est plus viable pour l'espèce. Le jour où chaque famille française comptera dans ses rangs un débile profond et un tué sur les routes, la prise de conscience aura coûté trop cher.

Ceci ne veut pas dire que le capital doit disparaître. Voilà encore une ambiguïté douloureuse...

DEVONS-NOUS RENONCER A L'ECONOMIE DE MARCHÉ ?

Nous devons renoncer à l'économie. Bon. Mais ceci n'est pas une réponse. En fait, je pense que peu importe : peu importe l'économie planifiée ou l'économie de marché. L'essentiel n'est pas là. L'essentiel est que le capital, quel que soit le type d'économie retenu (on peut s'en tenir à celui que nous avons aujourd'hui), n'outrepasse pas ses fonctions.

A quoi sert le capital ? (Question qui frise l'indécence : les uns vous diront : à rien ; et ceux d'en face : le capital ne sert pas. Nous le servons !)

La division du travail crée le marché. Dans la société primordiale (pêcheurs-chasseurs-cueilleurs), l'équilibre entre la vie et la pénurie est automatique. La cellule sociale se partage un revenu minimal qui assure, etc. Il y a égalité des chances de survie. Ceux qui n'ont pas, pour une raison ou une autre, obtenu cette égalité, meurent et disparaissent.

Cette situation est un peu la même aujourd'hui, preuve que l'humanité change moins que la Nature : le tiers monde, qui n'a pas pu atteindre à l'égalité, est appelé à disparaître, comme ont disparu les Caraïbes.

Dans la société agricole (nomade ou sédentaire, etc.), les conditions changent, ainsi que le rapport de l'homme avec le « travail ». Dans cette société, la régularité des tâches engendre une spécialisation. Tous les individus gagnent de quoi survivre. Mais les propriétaires (eh oui !) des terres les plus riches touchent une plus-value par rapport au produit minimum qui fixe le prix de la vie. Les usuriers absorbent les pauvres. La société devient esclavagiste. C'est-à-dire qu'au lieu de mourir, celui qui n'a pas l'égalité devient esclave : il meurt en tant que citoyen, mais pas en tant que producteur.

Le propriétaire, pour ne plus dépendre de la terre, dont le produit

n'est pas proportionnel au temps qu'on y passe, se fait entrepreneur. La constitution d'une classe capitaliste autonome prouve que le capital ne sert pas essentiellement aux échanges humains horizontaux, c'est-à-dire à l'échange tout court. Il sert aux échanges verticaux, c'est-à-dire à la constitution de la hiérarchie : il est un lien, non pas d'égalité, mais de dépendance, dans les rapports humains.

Dans un village médiéval ou une communauté des Andes, la monnaie ne circule pas. Ce n'est que sous la pression conjuguée du mercantilisme extérieur, dont la concurrence est invincible, et du désordre intérieur, que l'autarcie est brisée.

Ces cellules autonomes produisent 99 % des biens de survie. Seuls le sel et le fer (et encore) sont achetés (échangés : ici encore la monnaie n'est pas indispensable). A l'échelle du village, la répartition traditionnelle des tâches permet l'échange du travail : la rotation saisonnière donne à chacun son travail et son pain. La spécialisation héréditaire, la transmission de père à fils d'un tour de main et d'une caisse d'outils, assure la présence de techniciens : forgeron, maçon, charpentier, couvreur, rebouteux, etc.

L'unité d'échange de ce travail est commune à tous : elle est calculée sur la base d'une journée de travail. Comme tous sont AUSSI laborieux, la comptabilité est sans faille : « tu me dois deux journées, mais j'en dois cinq à Pierre, va les faire chez lui, etc. »

Cette spécialisation n'est pas une division du travail. Elle permet l'échange sans monnaie, partant sans capital.

A l'inverse, aujourd'hui, l'agriculture est devenue une spécialité hermétique, dont la préparation coûte cher, et dont le sens s'est perdu. Question : combien de Français savent faire du pain ? (et pas n'importe quoi, du style boulangerie... non, le pain du four dont la cendre fait la lessive).

CONTROLONS LES CONTROLEURS !...

Il existe donc des tas de formes possibles d'un travail SOCIALISE qui n'est ni divisé, ni séparé. Tous les individus d'une société ont, généralement, les mêmes capacités à la survie — sauf, bien entendu, les victimes d'un système qui se vante d'accorder cette même égalité à tous... Encore un paradoxe du « progrès ».

Mais dès que les corps de métier se constituent, leur concurrence balaie l'ancienne répartition amiable. La circulation monétaire s'accélère, qui lie de plus en plus de gens par des contrats sociaux de plus en plus complexes, de plus en plus absurdes et inutiles.

Les communautés ont retrouvé là un idéal à reconstruire. Cependant, le système contient des anti-corps puissants contre les déviants. Une communauté ne peut abandonner tout rapport financier : elle a acheté ou loué son existence, elle paie des taxes, redevances et impôts. Mais imaginons une communauté qui aurait pour elle d'être exemplaire au tiers monde, et de ne pas dépendre de la

monnaie. Eh bien, elle irait quand même à l'échec. Son isolement ne ferait qu'isoler séparément du monde chaque participant. Chaque producteur retomberait fatalement à son travail séparé : les filles à la vaisselle et les gars au ciment. Imaginons même que cela ne le soit pas. Eh bien, cette cellule autarcique, créée pour défier la division, serait elle-même la ration de la non-séparation :

« And all the best things are thus confused to ill »

(Shelley, *Prométhée Délivré*.)

Poème écologique du genre de Godwin. A lire.)

La trouvaille de Taylor a été d'ajouter la parcellisation à la division du travail. La parcellisation du travail correspond à l'automatisation de la production. On est loin des promesses positivistes !

Cette parcellisation ôte au travailleur la compréhension de son geste. La division avait déjà considérablement affaibli le « tour de main », qui est la marque individuelle de l'ouvrier, le symbole de la reconnaissance de son corps propre dans l'objet. Avec la parcellisation, le corps propre est réduit à la plus simple expression : on sait que le travail à la chaîne laisse à l'ouvrier la liberté de penser à autre chose qu'à ce qu'il fait : l'imagination est le dernier refuge de la liberté.

L'expérience prouve que le capital en soit n'est pas mauvais. Mais que son existence détermine la division des classes sociales. Pour ruiner la classe dirigeante, on peut donc s'y prendre par les deux bouts : supprimer le capital (solution marxiste), supprimer le travail (solution hippie). L'écologie propose de s'attaquer directement à la gestion du capital et du travail. C'est-à-dire de contrôler les contrôleurs, ou plutôt, de détruire le monopole des gestionnaires du capital pour émanciper le travail, pour socialiser la décision.

Tant que la parcellisation durera, la monnaie restera la seule mesure de la dignité sociale (voir plus haut ; ceci même n'est pas garanti) la place de chacun ne dépendra que de l'arbitraire du contrôleur. Et si la base ignore le sens de ses gestes, elle travaillera allègrement dans les usines de guerre. (J'attends avec impatience le moment où les techniques suédoises seront appliquées à la confection, puis à l'utilisation, d'un char d'assaut : les troupes montent leur engin à l'usine et l'accompagnent sur le champ de bataille : le voilà, le véritable « intéressement »...)

Seule la hiérarchie, pour laquelle le capital fonctionne, comprend les actes de ses ouvriers, qu'elle se réserve de manipuler, d'autant plus aisément que l'ignorance des uns et la lucidité des autres est grande. Cette simple opposition fonde le projet historique des gestionnaires et l'accord qui y est donné par les victimes. Finalement, la lutte contre la nature n'est qu'un leurre idéologique. Encore une idole creuse abattue : le prolétariat n'est pas tant aliéné par son travail que par l'ignorance où il se trouve de sa dimension historique. La Nature est le type même du faux problème. Mais notre chère et unique

nature humaine individuelle, voilà ce qu'il faut défendre, lorsque la bourgeoisie, intoxiquée par sa propre idéologie, prend sa vessie pour une lanterne, et monte à l'assaut d'une Nature qui n'était là que pour faire peur au prolo ! Elle a pris le hochet du prolétariat au sérieux. Une conséquence s'impose : une fois de plus, à travers la Nature, c'est ma nature qu'on vise (ma nature : sans ou avec jeu de mot, c'est tout comme).

L'autogestion mettra fin à la double division, verticale et horizontale, du travail humain ? Elle liquidera la séparation des natures. Division horizontale, des gestes parcellisés et étriés, mais surtout, division du savoir, division du pouvoir, division de la compétence. L'autogestion est un pas vers l'application à l'économie du mot d'ordre politique. Démocratie, sans cesse reportée depuis son invention. Elle restitue à chacun de nous son droit à la vie, son droit à comprendre, son droit de responsabilité. Comment, ensuite, combler la soif inépuisable de richesses qui est l'unique ressort de notre activité ?

La question — et la réponse — m'indiffère. J'ai seulement voulu montrer que tout est préférable à l'état actuel des choses, et que l'écologie offre une chance de progrès. Il n'est pas nécessaire d'avoir mis au point un système pour en imposer les prémisses. Il suffit de résoudre les difficultés du présent, et d'anticiper celles qui se présenteront ensuite. Mais ce n'est pas à notre imagination de fournir ces données, c'est au libre choix de la collectivité. Si nous procédions autrement, nous rejoindrions le principe d'autorité qu'il s'agit d'abattre en portant la subversion là même où elle semble gratuite.

Je le redis donc : dans l'état critique où nous nous trouvons, nous ne pouvons penser changer la société en refusant aussi son système de gestion. C'est seulement en déplaçant les instruments du pouvoir (je ne parle pas de s'en emparer), en jouant sur ses conditions d'existence, que nous pouvons le retourner. Entre autres, l'action écologique porte en priorité sur :

- la manipulation de l'opinion (recours éventuel à une agence de publicité, idée suggérée aujourd'hui par les gauchistes de la Pub, et y'en a) ;
- l'invention de procédés de production non capitalistes et leur substitution privée aux monopoles ;
- la dénonciation des incohérences POLITIQUES du monde actuel, car c'est dans son application politique qu'il faut coincer l'économie.

CONCLUSION

A un gouvernement des hommes selon le capital doit succéder un gouvernement du capital par l'écologie. Pour l'économie, la Nature immobile est la mesure de l'homme.

Pour l'écologie, l'homme est la mesure de la Nature : fragile et en devenir constant.

Marc Arabyan

(*) Dépôts de brevets inattaquables par les associations écologiques, concernant les technologies douces.

MUT- MUT

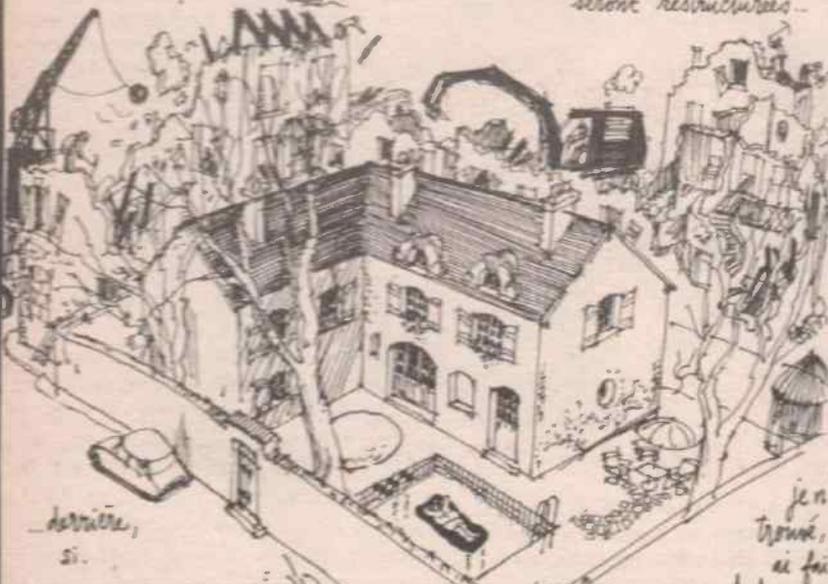
LES MUTATIONS
D'UNE VILLE
MOYENNE:
CHÂLONS-
SUR-MARNE

- Monsieur le Maire, quels sont les critères qui ont présidé à l'élaboration du plan de rénovation?

- Nous avons décidé de démolir les rues non commerçantes. Les rues commerçantes seront restructurées...

mais attention, nous voulons préserver l'héritage du passé... Puiser dans les racines du passé pour mieux construire le futur. Par exemple, je ne dois pas fou, je ne ferai pas démolir la rue devant chez moi -

A CET EMPLACEMENT
JEANNE D'ARC
A PASSÉ LA NUIT
LE 7 MAI 1918



L'héritage culturel de notre cité sera préservé, et même il sera mis en valeur. Je n'y emploie pas exemple, j'ai entrepris de fouilles archéologiques dans mon jardin. Je n'ai rien trouvé, alors j'en ai fait une piscine.

Dans les rues commerçantes, les habitants ne seront pas chassés. Nous laisserons simplement s'exprimer la solidarité de la corporation. Lorsqu'un petit commerçant lâche prise, un autre vient aussitôt prendre la succession et lui garder sa place quand viendront des jours meilleurs.



A nos détracteurs, je dirai qu'il n'est plus possible de supporter les taudis en pleine ville. De nos jours, le progrès permet de dépasser la pauvreté. Tiens, c'est pas mal, je, je m'en souviens au cours de mes réunions électorales.



Evidemment, il faudra doser les migrations vers la périphérie. La rue de Commerce doit rester vivante puisque notre rôle de ville moyenne est de lutter contre la désertification.

Mais voyez-vous, je suis confiant. Les vrais valeurs vont bientôt retrouver leurs vraies places. Les châlomais ont découvert la qualité de la vie. Déjà, les commerçants commencent à gratter leurs vieilles pentes au sens de leur formica.

JE NE TE RAMÈNE RIEN MAIS J'AI BEUS À PLACER L'ARGENT DES COMMISSIONS À 3,5% NET D'IMPÔTS PENDANT 5 ANS.



LE PERE NOEL EST DEVENU FOU !



LIBERONS LE PERE NOEL !

Le Père Noël est un des pires flics de la terre et de l'au-delà, le Père Noël est le camelot immonde des marchands les plus fétides de ce monde : les marchands de rêve et d'illusions, véritables pirates des aspirations enfantines, colporteurs mercantiles de l'idéologie du flic, du fric, du flingue et du para... Le Père Noël est devenu fou, fou pervers...

Et c'est reparti pour le petit tour annuel de la ronde des jouets, cette foire de Noël où l'on cote en Bourse les grands yeux curieux, avides, impatients de millions de gosses. Face à la grisaille géométrique des cités-clapiers, aux grands rectangles délavés — bidonvilles de la croissance, aux parkings, aux arbres rachitiques, aux réverbères falots, aux peuples lessivés, essorés, contraints, hachés, s'étale la merde plaquée or synthétique, la chimie vicieuse de monceaux de jouets, un dégueulis de panoplies flicardes, de lumières cruelles et sales, sur un fond sonore de joncaille, avec, au bout du couloir, derrière la porte capitonée le ricanelement malin des marchands. Noël est une chiotte ignoble et on va plonger nos gosses là-dedans ? Les criminels, ils nous coincent par ce biais ! Faut faire plaisir au gamin. Papa, achète-moi la moto, et c'est parti !

LE CATALOGUE-PIEGE

L'autre jour, dans ma boîte aux lettres, entre une facture d'électricité et une réclame de foie gras, un « catalogue ». « Guide du Jouet des Nouvelles Galeries 1972 », 193 pages de photos couleur sur papier glacé, l'avalanche !

En première page, le piège, d'entrée : « ... Profitez du prêt Jouet 1972 valable jusqu'au 30 décembre. L'époque des fêtes doit être une époque heureuse, sans soucis d'aucune sorte. En vous proposant de régler vos achats de jouets, un tiers à la demande et le reste trois mois après, nous espérons vous faire passer à tous un Noël encore plus joyeux !... C'est une offre exceptionnelle de la Compagnie financière des Nouvelles Galeries Cofinoga ». Oh joie ! Sonnez trompettes célestes, le marchand fait crédit !... Et ça marche, ça court, ça tend les mains, ça implore. Parce que les psychologues travaillent pour les marchands, parce que les vitrines sont pleines de couleur et de lampes clignotantes qui font plaisir aux enfants et oublier le reste, parce que le gosse est là, au bout de la main, qui écrase son nez contre le verre et le relève pour vous regarder, vous regarder, et... vous supplier. Alors ? Sur trois mois ? On vient de liquider les traites de la bagnole... On rentre, tous les autres achètent, et les gosses heureux. T'as ton carnet de chèques, chéri ? Enveloppé, signé, clac ! Trop tard, le couperet est tombé.

Mais les marchands vont plus loin. Vendre des jouets est une chose, énorme, le plus possible, en variant chaque année les modes. Par contre, se sont-ils dit un jour, dans leurs grands bureaux de marchands, si, grâce aux jouets, nous « pouvons » guider les gosses dans leurs choix futurs ? Les profs et les insuits, se sont-ils racontés, ne veulent plus être des gardes-chiourme, des petits chefs de chantiers de jeunesse, alors il nous faut réagir, nos « valeurs » sont en péril, il nous faut

prendre en main la jeunesse, mettre le levain en boîte, préparer des vocations et le plus tôt possible... Catalogue des Nouvelles Galeries. Chez les petits, ça va encore, 28 pages de nounours et autres peluches (le gosse, d'instinct, aime les animaux), des petits vélos, des éléments de couleur à assembler. Parci, per-là, cependant, la pub montre son nez : Shell sur le wagon d'un

petit train de bois, Shell encore sur une petite moto en plastique, Air Inter sur un petit avion. Rubrique « Filles » : 28 pages sur 30 exclusivement consacrées aux poupées, aux dinettes, au baby-sitting, avec trousse de toilette, machine à laver, aspirateurs, fers à repasser miniatures.

Il y a même une caisse enregistreuse et un comptoir d'épicière. Les deux pages restantes sont consacrées au tissage, à la couture et à des panoplies de danseuse et... majorette ! Si avec ça, votre fille n'a pas pigé quel est son rôle futur de ménagère-caissière-épicière-majorette exhibitionniste, écrivez-nous. Encore une salope qui ira manifester pour l'avortement avec la MLF ou qui ira se faire matraquer la gueule au Salon de l'Enfance avec le MLE !...

Côté « les garçons » : sur 40 pages, 32 seulement consacrées aux bagnoles, avions, chemins de fer, panoplies de cow-boys et carabines à plombs ! Doivent retarder, aux Nouvelles Galeries, j'ai pas trouvé de panoplie de CRS ou de para. Pourtant, avec le nombre d'anciens flics ou militaires qui sont petits cadres et briseurs de grèves dans cette sacrée boîte...

Là, les copains, la pub a pris du lest : Kronenbourg, Evian, sur les trains : Shell, Marchal, Total, BP, Matra, Ferrari, Cibié, Castrol, Renault, etc., sur les bagnoles.

Le clou de la rubrique, c'est « le jouet de l'année », 175 F, « moto police électrique à batterie sèche... », avec « POLICE » écrit en grand comme ça ! Là encore, si votre petit gars ne saisit pas que le grand jeu c'est de flinguer les

« Le Pouvoir adapte, jorge, modèle, moule, coule, façonne, arrange, conditionne, recrée, déforme, pétrit la structure caractéristique du nouveau-né, afin que celui-ci s'intègre dans les différents organes de la société. L'Education les désocialise, les culpabilise, les complexifie, les névrosise, les réprimant, les dévitalise, les néantise, les endoctrinise, les militarise, les abêtisse, les soumettilise, les désontanise, les sadiquilise, les masochise, les robotise, les industrialise, les citoyennilise, les patriotise, les fossilise, les fait crever. Le Pouvoir, pour assurer son existence, veut des gens dociles, maniables, contrôlables, étiquetables. Il lui faut des « pères et des mères de famille des travailleurs... »

Jules CELMA, « Journal d'un éducateur », Editions Champ Libre.

Le 18 mars 1971, le tribunal correctionnel de Toulouse condamnait Jules Celma à deux mois de prison avec sursis et 1000 F d'amende. Instituteur suppléant durant l'année scolaire 1968-1969, il avait osé, le bougre, proposer aux enfants une méthode de non-directivité leur permettant d'exprimer totalement leur vitalité et leurs fantasmes. Il avait osé les emmener promener sur des chemins que le Pouvoir ne saurait tolérer (le « Pouvoir » n'étant pas entendu comme une certaine majorité, mais comme tous ceux qui se réclament d'une morale fondée sur la perverse hypocrisie de notre société entière. Les ennemis de Celma furent aussi bien les CDR que le PC et même... le PSU de Millau !).



TU SERAS UN HOMME, MON FILS !

Il est certes évident que tous les gosses, de tout temps, ont joué à la guéguerre. A Summerhill même, l'atelier de menuiserie leur servait à fabriquer des flingues. Mais il n'empêche que l'étonnante convergence (étonnante pour qui ?) de la répression psychologique exercée par les prisons bétonnées des grands ensembles, de la propagande militariste et flicarde de la télé et du réalisme sans cesse accru de jouets également militaristes et flicards a tout pour favoriser, puis détourner les pires tendances pouvant exiger chez le petit homme. Des truands réussissent bien des hold-up avec des flingues... en plastique. Ajoutez là-dessus l'encadrement des quartiers populaires (...) par la police qui transforme les jeunes en indics (cf. papier de Guy Sitbon, « Des flics et des jeunes », « Nouvel Observateur » du 20 novembre), plus une bonne dose de service militaire et d'« âme commando » et servez tout chaud un bon petit adjudant potentiel ou encore, comme aux Etats-Unis, un « bon citoyen » qui ira suivre les cours de maniement d'armes organisés par les autorités blanches à la suite des révoltes noires (Note 2, Cf. livre de Bernard Thomas, « Les provocations policières », Ed. Fayard)...

méchants Indiens, de jouer au flic, d'avoir une chouette bagnole de course ou de s'engager dans l'armée de l'Air, alors, téléphonez vite chez Debré ou Marcellin, vous aurez une médaille pour avoir dénoncé un mauvais Français potentiel, un futur drogué, un agitateur pacifiste, la honte, quoi !...

Par ailleurs, ces jeux sollicitent, pour nombre d'entre eux, de plus en plus de consommation électrique. Allez, tenez, on va fantasmer un peu : bientôt, pour construire des centrales nucléaires, l'EDF s'adressera à nos gosses et leur proclamera la nécessité de l'atome pour fournir de l'électricité à leurs jouets !...

Plaisanteries, esprit chagrin, diront les « gens heureux » ? Soit, discutons, on est là pour ça. L'autre jour, sous ma fenêtre, j'entends un gosse hurler : « Allez, colonne par deux, marchez au pas, c'est moi qui commande... » Je me penche et vois le loustic en question, le plus costaud d'une demi-douzaine de mômes bardés de cartouchières, flingues, pistolets-mitrailleurs et sabres, tabasser à coups de badines le plus jeune de tous, un blondinet tout ébouriffé qui, visiblement, se tamponnait le baigneur des injonctions militaristes de son aîné. Quant à deux fillettes aux bras chargés de poupées (...) qui osèrent rigoler de la scène, elles prirent chacune leur baffe et s'en allèrent pleurer au coin de l'immeuble. Me souvenant d'une récente discussion avec des travailleurs sociaux du quartier, je plongeai sur le journal de la veille et cherchai les programmes de la télé. Bien évidemment, cette veille au soir, était passé un film consacré aux « exploits » des marines américains... Concluez.

Mais ce bon monsieur Système, quel père pour nous, quel dévouement, quelle ostentation dans le souci culturel, ne se contente pas de concocter, dans ses énormes marmites noirâtres, de la grosse soupe... Monsieur Système finasse et, après, les adjudants, comble les généraux.

Retour au catalogue, rubrique « pour tous ». Là, ce sont les jeux « éducatifs », les jeux pour les « meilleurs », pour les « finauds ». Foin de la grosse artillerie et des vulgaires voltigeurs, on s'attaque à la stratégie ; page 111, Oscar du Jouet 1972 - catégorie Senior ! « Le simulateur J.R. 10 », « jeu de stratégie et de tactique, simulateur électronique identique à celui utilisé par les états-majors » ! Rien que ça. En bref, la guéguerre à haute échelle sur la table du salon, quand il fait trop mauvais pour se flanquer des peignées sur les parkings. Avec des « forces bleues » et des « forces rouges » (encore le poncif des couleurs...), avec des chars, mortiers, fantassins. Gosses « intelligents », gosses de « l'élite », vous êtes tous des généraux en puissance et, savez-vous, les écoles militaires, ça vous forme un homme !

Toujours parmi les « jeux éducatifs », « Le coupable est dans la ville », pour enfants à partir de dix ans, dit le catalogue. Comment faire un portrait-robot, comment enquêter, comment devenir un super-flic. Manque plus que le jeu de la torture. Ça viendra peut-être, souvenons-nous du scandale déclenché aux Etats-Unis par l'apparition, certain Noël récent, de guillotines miniatures. Voilà, ça en fait des choses. Plus des deux tiers d'un catalogue consacrés à l'intox et aux principales tares de la société. Et à crédit, s'il vous plaît !



Je vais t'en foutre, moi du petit Noël !

Par ailleurs, on retrouve beaucoup de ces articles dans d'autres catalogues, tel celui de La Redoute. D'autres encore combient les lacunes. Ainsi, le jeu du « Parrain », inspiré du film à la gloire d'une Maffia mi-criminelle, mi-romantique, et selon lequel les gosses se battent à coups de hold-up et de rackett. A noter qu'il s'appelle « Le Parrain » et non la « Garantie Foncière » ou le « 5-7 ». Pourriture pour pourriture, on conserve encore sa dignité « nationale », ben voyons... Enfin, on a quand même le Monopoly, fort coté à l'UDR si l'on en juge par ses résultats...

S'ils ont pu s'ignorer un moment, stratèges du système et marchands de jouet s'entendent, actuellement, comme deux maquignons face à plusieurs éleveurs. Plus tard, interviendra le manipulateur d'opinion.

La « police des esprits », pour reprendre un terme cher à Bernard Thomas (Note 3 op. cit.), qui tend à resserrer ses mailles sur l'ensemble du monde, implique de la part de la minorité au pouvoir une attitude de plus en plus soupçonneuse à l'égard de tout ce qui n'est pas elle. Cela la conduit à provoquer sans cesse davantage afin de débusquer à l'avance toute velléité libertaire, y compris et surtout chez des individus qui n'ont pas encore pris conscience de l'univers carcéral les entourant. C'est le cas des enfants.

Il faut donc, aux yeux des mandataires du Père Noël, plutôt que d'attendre une situation réelle au niveau de laquelle on ne pourrait pas forcément déterminer leurs réactions, les habituer à la présence du maton, de la matraque ou de l'escroquerie. Mieux encore, il convient de les faire participer à une conduite policière et criminelle. La papiolle de CRS ou de tueurs d'Indiens, le jeu du Parrain ou de la stratégie, l'aspirateur et la cuisinette, de plus en plus réalistes,

sont conçus dans ce but : fabriquer d'ores et déjà de petits adultes, leur faire accepter à l'avance une société de violence et de dépendance, dévoyer le plus tôt possible des pulsions enfantines, TUER L'ENFANT.

INTERDIT DE VIVRE

Car, au fond, quels sont les jeux, et donc les tendances, d'enfants élevés dans un milieu naturel et n'ayant pas à souffrir du poids de la pollution des villes modernes et des divers modes d'intoxication actuels ?

Qu'est-ce qu'il faut tuer chez l'enfant pour espérer de sa part une conduite servile exemplaire à l'adolescence et à l'âge adulte ?

Que font les gosses, qu'ils vivent en HLM ou dans une ferme, à Marseille ou en Kabylie ? Ils courent, ils jouent dans les flaques, se roulent dans la boue, se flanquent des baffes, jouent à la guerre, essayent d'attraper des oiseaux ou tentent de percer le mystère de « papamaman ». Pour ce faire, ils fabriquent, après les avoir imaginés et



être restés des heures en contemplation devant les choses des adultes, des petits chariots de planches ou des flingues, ou des arcs. Ils vivent, pensent, créent... Les gosses de Summerhill (« Libres enfants de Summerhill » (A.S. Neill, Ed. Maspéro) en fournissent l'exemple. Neill dit : « ... On pourrait dire avec quelque vérité que les maux de notre civilisation sont dus au fait que l'enfant ne joue jamais assez. En d'autres mots, que l'enfant est élevé en serre et qu'il devient adulte longtemps avant l'âge. L'attitude de l'adulte envers le jeu est arbitraire. Nous, les vieux, dressons à l'enfant son emploi du temps : études de neuf heures à midi, puis une heure pour le déjeuner ; leçons à nouveau jusqu'à quinze heures. Si l'enfant était libre d'établir un emploi du temps, il donnerait plus de place au jeu et beaucoup moins aux leçons... »

Tâcher de réprimer leurs pulsions naturelles est donc le but criminel de notre société. Criminel parce que, d'une part, on leur ôte toute connaissance sensible de la vie (les arbres, l'eau, le feu, et leurs dangers, les animaux et les hommes, leur sexualité et leur mort), les désarmant totalement face à un avenir d'adolescent et d'adulte marqué du sceau de la violence, de la dépendance et de l'exploitation et, d'autre part, on les prive d'imagination et de création afin de leur ôter toute capacité de conscience et d'actions libres. Quand on ne leur pose pas des problèmes idiots du genre poupée-qui-fait-pipi... du dos ! Cette manifestation d'obscurantisme sordide cadre du reste parfaitement avec la répression qu'une société de refoulés exerce à l'encontre du Dr Carpentier et de Mme Mercier, professeur au lycée de Belfort (pour diffusion ou commentaires du tract « Apprenons à faire l'amour... ou encore contre Polnareff !... »

Enfants ou adultes, sachez-le, un beau cul n'existe pas, un sexe, c'est sale, l'amour est interdit. Dans la société Debré-Marcellin-Pompidou, ou on fait des enfants à la sauvette, dans le noir, entre boulot et dodo, pour les laisser entre les pattes des marchands et des tueurs (ou les deux à la fois comme au « 5-7 »), ou on va au boxon remplir les poches des proxénètes SAC-flics. C'est ça ou la taule, ou la suspension, ou le Conseil de l'Ordre !...

Ah ! Quelle liesse que de naître en un monde pareil ! Heureusement qu'il y a les joujoux !...

Quelles sont les réactions des enfants face à une avalanche de jouets par trop réalistes ? Le jour de Noël, ils sortent tous dans la rue avec leurs beaux jouets pour se les montrer les uns les autres, au besoin pour en faire acte de compétition. Déjà, les moins pourvus, soit par pauvreté, soit par lucidité des parents (il est prouvé que, fort paradoxalement et sans doute pour oublier leur misère, des parents pauvres ont tendance à acheter des jouets fort chers à leurs enfants), sont mis à l'écart.

Quelques jours après, les enfants, devant ce jouet parfait qui ne leur permet pas de développer imagination et créativité, imaginent et créent : ils cassent le jouet.

INSTINCT A VENDRE

De là, deux observations, contradictoires. D'une part l'enfant a une saine réaction prouvant qu'il entend rêver et construire (un enfant casse rarement ce qu'il a construit dans un atelier de menuiserie ou de poterie, par exemple). D'autre part, ses parents, furieux, vont le punir et rentreront à nouveau dans le cycle de la consommation.

Les marchands l'ont très bien compris qui, pour faire des jouets de plus en plus réalistes, ne les produisent pas moins de plus en plus fragiles et moins de plus en plus fragiles. Les marchands de jouets sont comme les marchands de voitures ou d'appareils ménagers, imposant la consommation de denrées et de produits de plus en plus périssables.

Une assistante sociale me disait l'autre jour : « Un gosse ne me réclamait que des cubes en bois de toutes les couleurs, tels que nous en avions autrefois et qui faisaient plusieurs générations. Je fis tous les magasins de la ville à l'époque des cadeaux. Il me fut impossible d'en trouver. Ce n'est qu'à la morte-saison qu'une vendeuse me dénicha, au fin fond d'un vieux stock, une merveilleuse boîte de cubes... »

Les marchands tuent l'enfant, tuent les parents, tuent l'objet.

Tous les jouets traditionnels, parce que non rentables, parce qu'occupant trop les enfants, sont condamnés. On vend moins de billes parce que cela fait du bruit dans les HLM. Sauter à la corde ou jouer au ballon devient un exploit quasi contestataire sur des abords d'immeubles transformés en parkings. Les animaux en peluche se dégradent très vite.

Tout est prévu pour que des jeux simples, durables, sollicitant l'imagination enfantine, disparaissent de la circulation. Les cités-casernes, la promiscuité, l'élimination des terrains vagues, la télé, l'école, et la publicité, tendent au même but et assurent de considérables profits aux marchands.

Extrait d'un baratin de Jérôme Savary, animateur du Grand Magic Circus, à l'occasion d'une soutenance de thèse sur le Circus à l'Université de Bordeaux (Charlie Hebdo, du 4 décembre).

« ... LA FÊTE, C'EST AUSSI, ET SURTOUT, LE DIALOGUE.

Mais, aujourd'hui, le Pouvoir a compris qu'il vaut mieux parler AVEC gens que parler AVEC les gens. Et c'est beaucoup plus sûr (exemple : la télé). Une vaste conspiration est donc en marche pour enlever au citoyen toute possibilité de dialogue.

Le BISTROT, par exemple, lieu de dialogue par excellence, où le verre de « côtes » est autant prétexte à dialogue que produit de consommation, est remplacé par le SNACK-BAR, où l'homme, au lieu de se trouver face à l'homme se retrouve dialoguant avec son hamburger à cheval.

LA PLACE (de ville ou de village), lieu de rencontre privilégié, où s'installaient les cirques, est transformée en parkings, et les cirques, relégués dans la périphérie, sur les ZUP, ne participent plus à la vie de la cité.

Les terrains vagues eux-mêmes, lieu idéal de jeux et d'échanges (verbaux et autres : genre coup de poing dans la gueule) sont transformés en cette aberration de l'urbanisme moderne qu'on appelle : « Espaces verts ». (En fait : pelouses interdites, arbres interdits, etc.) »



Ainsi, la Compagnie générale du Jouet, appartenant au groupe Edmond de Rothschild, se paye le luxe, avec la fusion sous ses auspices de sept entreprises, d'un chiffre d'affaires de 145 millions de francs, dont 28% sont dus à l'exportation !

Ce marché d'enfants est également très concentré puisque la fameuse moto « Police-jouet de l'année » est vendue dans au moins trois grandes chaînes de distribution : Carrefour, les Nouvelles Galeries, la Redoute. Il y a même un accord au niveau des prix de vente entre le Bazar de l'Hôtel de Ville, la Samaritaine, les Magasins Réunis et le Printemps. Cette concentration a permis l'élimination pratiquement totale des derniers artisans libres, travaillant généralement en des régions difficiles aux hivers longs et rigoureux et se heurtant à de nombreuses difficultés financières (du fait de la qualité et du travail inhérents à leur production) et d'acheminement sur le marché (du fait de leur éloignement et de leurs occupations agricoles). Or cette production de jouets en bois, de marionnettes, de poupées, de jeux de construction, aussi divers que beaux, résistants et instructifs, représentait, il y a quelques années, une source de revenus non négligeable pour ces artisans, généralement pauvres.

Le système est partout, et nous en sommes les jouets à notre tour, de par nos infinies démissions.

Le système nous prend nos gosses, les retourne contre nous à coups de pub et de feuilletons de télé.

J'ACHÈTE LE PÈRE NOËL

Ainsi, ces temps derniers, la panoplie du capitaine Angel, vedette roumaine du feuilleton « La Révolte de Haidouks » est furieusement sollicitée. De même, panoplie de cow-boys et d'Indiens sont moins réclamées, les feuilletons les concernant se faisant moins nombreux.

Dans une publicité rédactionnelle pour les supermarchés grenoblois RECORD, parue dans le supplément Rhône-Alpes de l'Express de décembre, M. Bordon, directeur d'un des magasins, déclare :

« ... Il suffit qu'une nouvelle bande dessinée apparaisse, qu'un feuilleton télévisé ait les faveurs du grand public, qu'un nouveau champion lance un nouveau sport, pour que les goûts des jeunes changent du tout au tout !... » En voilà un qui possède l'art de renverser les facteurs. Dis donc, Bordon, on les aide pas un tout petit peu, à « changer de goût » les jeunes ? Tu te sens bien dans ta peau de supermarchand ?

Chez Record - Bordon, on met 1 000 motos-police à la vente !...

La télé ? Parlons-en un peu et rien de plus officiel qu'une étude de l'UNESCO (« Informations sociales », mars 1971, bulletin de la Caisse nationale d'allocation familiale). Selon cet organisme, les enfants de 6 à 16 ans consacrent en moyenne à cette purée d'intox de 12 à 14 heures par semaine. Aux USA, un gosse de 3 ans passe en moyenne 45 minutes par jour devant le poste et dès qu'il va à l'école, il y passe une moyenne de 2 heures par jour. Le maximum tourne autour de 3 heures par jour vers 12-13 ans.

Le bulletin de la CNAF ajoute : « L'étude de l'Unesco sur l'influence de la télévision détermine cinq règles selon lesquelles celle-ci sera maximum. Pour cela, il faut que :

- Les mêmes valeurs ou points de vue reviennent dans une série de programmes ;
- Les valeurs soient présentées sous une forme dramatique, suscitant des réactions émotives ;
- Les valeurs aient un lien avec les intérêts et les besoins immédiats de l'enfant ;
- L'enfant tende à s'attacher au moyen d'expression sans critiquer ce qu'il voit ;
- Les amis, les parents, ou l'entourage immédiat du jeune téléspectateur ne lui aient pas encore inculqué un système de valeurs qui puisse orienter son jugement sur les spectacles offerts par la télévision ».

On peut en discuter des heures, mais essayez seulement à travers ces cinq points, d'analyser les programmes des deux chaînes de l'Office de pollution, surtout en période



de fêtes et de cadeaux et dites-nous donc un peu ce que vous avez constaté. On va avoir de sacrées surprises (enfin... surprises... façon de parler)!

Tout est fait pour récupérer le jeu, jeu-révolte, jeu-création, jeu-renifle la vie, jeu-liberté d'instinct, jeux-yeux grands ouverts et petites menottes qui touchent à tout. Le jeu, c'est l'ennemi du Pouvoir, du Système des marchands. Et le Système des marchands au Pouvoir a dit : « J'achète le Père Noël. » Puis il fit prendre au Père Noël des cours de marketing. Puis il dit aux gens : « Je vends le Père Noël. » Et le Père Noël est devenu fou, fou pervers...

Allez, viens Jojo, on va faire dérailler le train !...

MABILLE.

1^{er} PS : Y'a un truc dont j'ai pas parlé : les arbres de Noël d'entreprises ou de l'Elysée, mais c'est trop ignoble...

2^e PS : A L'USAGE DES SCEPTIQUES :

En mai 1961, sur idée de marchands français, fut constitué l'Institut européen du jouet, avec siège à Bruxelles. A l'heure actuelle, onze pays y adhèrent dont, outre ceux du Marché commun, la Grande-Bretagne, la Suède, le Danemark, la Suisse, l'Autriche.

Cet institut, pour saisir les tendances à exploiter, fait appel à des psychologues et des bureaux d'études.

L'Italie (35 %) et la RFA (26 %) sont les principaux exportateurs en France, la France n'exportant que pour 80 000 000 F de jouets contre 200 000 000 de F d'importations.

En France, en 1968, le chiffre d'affaires total hors taxe approchait les 700 000 000 de F. Il concernait 538 entreprises employant 18 000 salariés. Il y a un siècle, 550 entreprises, employant près de 6 000 salariés, faisaient un chiffre d'affaires de 190 000 F! Ces chiffres sont suffisamment éloquents pour qu'on perde du temps à les commenter.

Par ailleurs, ces derniers temps, les marchands ont trouvé un nouveau débouché avec l'augmentation croissante des enfants inadaptés. Ainsi fonctionne une « Banque du Jouet » animée par le Comité National de Liaison pour la réadaptation des handicapés et le Comité de la Fête des Enfants...

Enfin, l'extension de la chimie met sur le marché des jouets de plus en plus dangereux. On a beaucoup abandonné le bois, le métal mou et le chiffon ainsi que la peluche robuste au profit de matières synthétiques plus fragiles et plus néfastes.

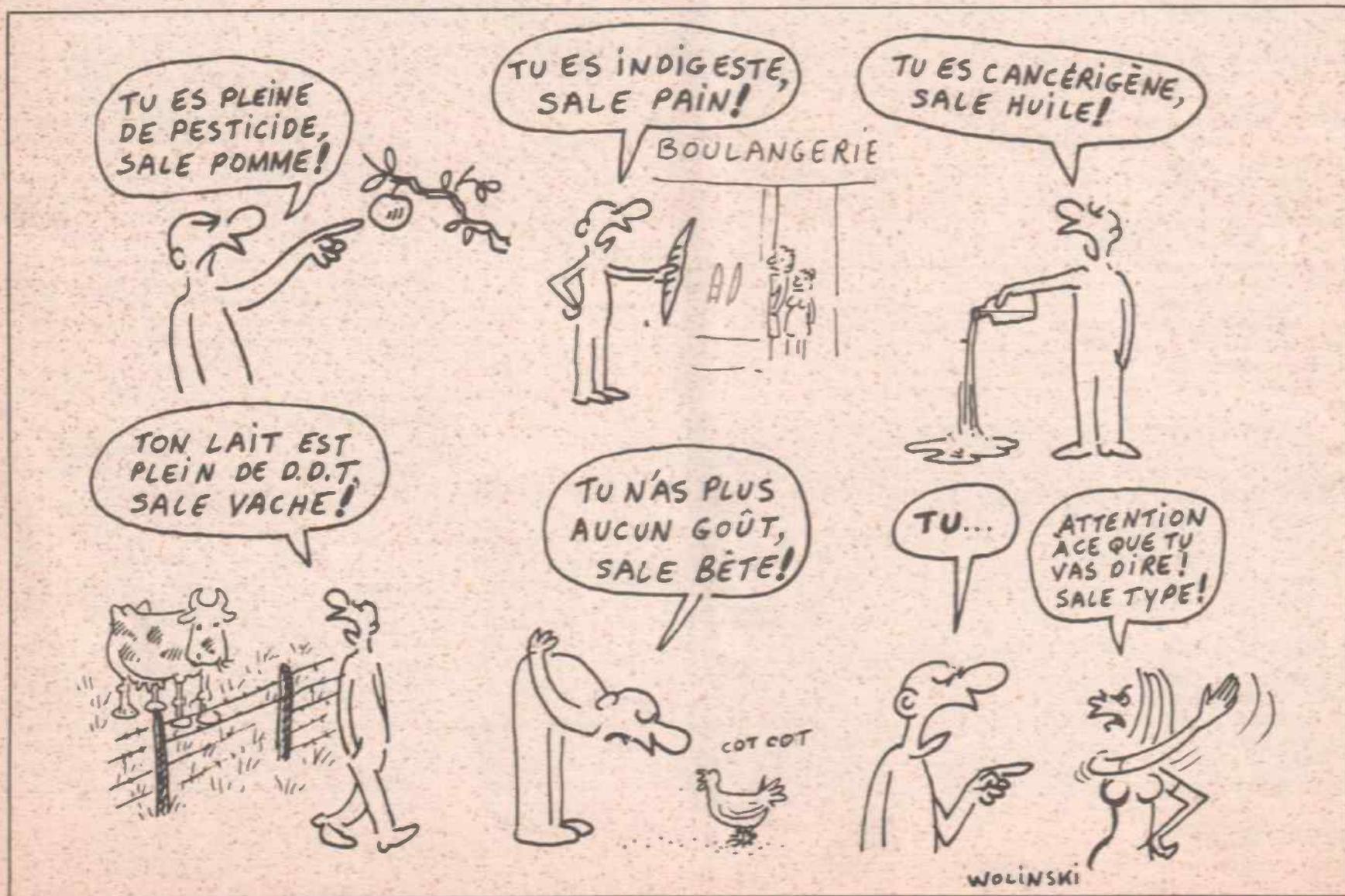
Les plastiques deviennent cassants, coupants. Les peintures sont souvent à base plomb, d'arsenic, d'antimoine, de baryum, de cadmium et de chrome. Certains jouets sont inflammables ou dangereux à sucer quand, à proximité d'une source de chaleur, ils ne dégagent pas certains gaz.

D'autres, qui font de plus en plus appel à l'électricité, sont aussi à l'origine d'accidents potentiels.

Enfin, une fois cassés, ils ne sont pas biodégradables, on ne peut les brûler et ils rejoignent dans les décharges les innombrables emballages plastiques qui posent un si sérieux problème.

Sans compter, répétons-le, que cette « casse » facile implique une consommation accrue.

Plus de déchets, plus de dangers et plus de fric, les affaires marchent et la merde s'étend ; vive le petit enfant et surprofitent les marchands, merci Père Noël!



REFUSEZ LES RADIOS

Courrier reçu à la suite de l'article de Fournier

VOTRE SANTE BRADEE
PAR L'ADMINISTRATION
DE LA PREFECTURE DE PARIS.

Depuis plus d'un an, le service de dépistage de la tuberculose, qui a charge de nous radiographier sur le plan pulmonaire, fonctionne avec la bénédiction de la direction de l'Action sanitaire et sociale, grâce à des compromis inacceptables.

Le manque de personnel qualifié (manipulateur d'électroradiologie médicale) dans ce service est tel, que l'Administration a accepté et couvert un état de fait, qui, s'il ne concernait pas notre santé, porterait à rire, tellement il est courtelinesque.

DE QUOI S'AGIT-IL ?

Dans les camions de radio-dépistage qui viennent dans vos services pour vous radiographier et qui devraient normalement fonctionner avec des manipulateurs d'électroradiologie diplômés, ceux-ci sont remplacés par les chauffeurs poids-lourds qui les conduisent.

OUI... depuis plus d'un an vous êtes radiographiés sur les cars radio par les chauffeurs de T.A.M. (Transports Automobiles Municipaux).

En l'absence d'une commission d'hygiène et de sécurité, ayant droit de regard sur ce service, la direction de l'Action sanitaire et sociale, contre l'avis des manipulateurs d'électroradiologie du dépistage de la tuberculose, et sans tenir compte de la protestation élevée par le syndicat C.G.T. des T.A.M., a proposé aux chauffeurs qui conduisaient les cars radio, de se substituer à eux, en leur offrant une prime mensuelle pour service rendu.

Il est évidemment regrettable que quelques chauffeurs aient accepté de telles propositions. Mais la responsabilité de cette situation revient tout entière à l'administration qui a osé dévaluer la médecine du travail, en la confiant à des agents absolument non qualifiés dans ce domaine, faisant fi de toute éthique médicale et quoi qu'elle en dise du respect qu'elle doit à son personnel.

Extrait d'un tract DE L'UNION SYNDICALE
C.G.T. des HOSPITALIERS ET SERVICES
SOCIAUX DE LA PREFECTURE DE PARIS.

LE SYNDICAT CFDT des ETABLISSEMENTS
SANITAIRES ET SOCIAUX
DE LA PREFECTURE DE PARIS.

Fait à PARIS, le 5 juillet 1972.

LETTE OUVERTE A MONSIEUR MARION DIRECTEUR DU CROUS

Monsieur le Directeur,

En date du 22 novembre 1972, un avis d'expulsion a été adressé à une centaine de résidentes des bâtiments K, L, C, E de la résidence André Allix en ces termes :

• LYON le 22 novembre 1972

Mademoiselle,

Le Directeur de la Résidence prie Mademoiselle X de prendre toutes dispositions afin de

libérer avant le 30 novembre 1972 (dernier délai) la chambre qu'elle occupe.

MOTIF : fiche examen radiologique non fournie à ce jour.

Signature : MOULIN *

L'Association des étudiants de la R.U.A. Allix en ayant été saisie par les intéressées dénonce ces procédés d'intimidation et les considère comme une véritable provocation. Elle exige l'annulation officielle et immédiate de ces mesures discriminatoires, qui, s'inscrivent dans les pratiques courantes employées par le CROUS, telles que celles que nous relevons dans son dernier bulletin-liaison.

Lyon, le 28 novembre 1972.

Fournier,

Voilà ce qu'un étudiant de 3^e année de médecine à Lyon Sud-Ouest peut apprendre en lisant son cours de Génétique (professeur : M. Robert).

« Précautions nécessaires (mais non appliquées le plus souvent) à prendre par les radiologues vis-à-vis des malades :

- protège-gonade pour l'homme,
- protège-ovaire pour la femme.

En Allemagne, la loi rend obligatoire ces précautions. En France... pas de loi à ce sujet...

- ne faire des radios du bassin chez une femme en activité sexuelle que pendant les règles ou les deux jours qui suivent les règles.

Abus : radiothérapie chez les enfants ou sur le bassin. Par exemple : traitement d'hernies discales alors qu'il existe d'autres thérapeutiques aussi efficaces. Robert précise : « Chaque semaine, un radiologue (emmerdé !) signale au service de génétique de l'Hôtel-Dieu où Robert est « patron » :

- qu'il a fait le diagnostic d'une grossesse sur une radio,
- qu'il a pratiqué une urographie intraveineuse ou un lavement baryté à une femme enceinte.

Conseil : ne jamais accepter les ERS. Il paraît inutile de rechercher une tuberculose sur un BCG qui a fait virer une cuti ou sur une cuti réaction positive (primo-infection naturelle) par un moyen aussi dangereux !

Voilà Fournier, ce qu'on enseigne dans les facs de médecine depuis peu, il est vrai.

Question : Robert a-t-il pompé son cours (dispensé le 24 novembre 1972) sur la « Gueule Ouverte » ? Sinon, pourquoi ne gueulerait-il pas officiellement contre les ERS ? Il n'attend peut-être qu'un coup de pouce.

Autre chose : très bien expliquée par le début du tract joint.

Salut et cordiale poignée de main.

GRUPE MEDICAL DE LA CONTE
2, rue A.-Comte - Carcassonne
Docteur Paul PEYRONNET

Le 10 novembre 1972.

Fournier, je viens de lire ton dossier, « Refusez les radios » et j'en suis encore sonné !

Je suis installé comme généraliste depuis 1958 et depuis cette date je possède un appareil de radioscopie. Ce qui me reconforte un tout petit peu c'est que je suis très loin d'avoir amorti cet engin ! Mais si j'éprouve le besoin de t'écrire c'est que je ne me sens pas très à l'aise. J'ai irradié un certain nombre de personnes qui s'en seraient bien passés.

Je lis tes articles dans Charlie-Hebdo depuis près d'un an, mais je n'avais pas encore fait la liaison avec la vie de tous les jours. Cela se passait loin, à Bugey, chez les autres... Cette fois le coup de pied au cul est arrivé à destination. Je t'en remercie, car je fais partie de ces gens à qui il faut tout expliquer pour qu'ils comprennent.

A un de ces jours.

Fournier,

Je viens de lire ton article sur les ERS. Etant manipulateur d'électroradiologie et travaillant à l'AP, j'ai été fortement intéressé par tout ce que tu as bien voulu dire. Mais j'ai été déçu que tu te limites uniquement à ce sujet qui n'est qu'un goutte d'eau dans l'océan.

Pour ma part, j'aurais aimé que ton article soit plus général et parle également du SCANDALE de la radiologie médicale actuelle. Tu as été trop bref sur les dangers des rayons X (rapporte-toi au livre : Précis de technique radiologique, A. Nègre et F. Rouquet 6^e édition, chapitre XI, paragraphe III).

J'ai tellement de trucs à dire sur ce sujet que j'ai du mal à être logique, aussi excuse-moi si cette lettre n'a ni queue ni tête.

Je vais tâcher de te donner quelques exemples des scandales journaliers dans un service de radiologie de l'AP. Tout d'abord, il n'est pas rare de voir un malade subir deux ou quelquefois trois radios de l'estomac (TGD) en l'espace d'un mois. Chaque examen, deux fois sur trois, est pratiqué par un externe de 4^e ou 5^e année qui n'a aucune notion de dose reçue. Vingt ou trente clichés sont nécessaires (?). Ajoute à cela quatre à cinq minutes de télévisión. C'est désespérant.

Cette semaine : une femme enceinte de 8 mois passe une radio (contenu utérin) le 13 novembre. Elle revient le 14 pour une radio-pelvimétrie. Le 16 novembre (ce jour) elle passe à nouveau un contenu utérin ! Quant aux radiographies pulmonaires, il n'est pas rare, c'est même courant, de voir un malade en passer deux par jour et ceci pendant deux à trois mois de traitement. Calcule la dose.

Des exemples de ce style je peux d'en citer des tonnes. Malgré cela dans le bouquin cité plus haut (livre qui sert à l'enseignement dans les écoles radios) il est écrit : « Quant aux dommages génétiques, ils sont avec une bonne technique tout aussi exceptionnels. Ils touchent la descendance. Ils cessent d'être envisagés quand la possibilité d'avoir des enfants disparaît avec l'âge. » Sans commentaire.

A l'AP n'importe qui pratique les examens radios mais N'IMPORTE QUI peut remplir une demande d'examen. Et nous, manipulateurs, lorsque nous protestons contre ce fait, les mandarins se serrent les coudes. Mon patron exige que pour une radio de la colonne lombaire je fasse SYSTEMATIQUEMENT un disque LS S1 et pour une cervicale, une face, un profil et deux trois quart (!), même pour une mise en évidence d'arthrose chez une femme grabataire de 88 ans. L'autre jour, il a fallu pratiquer un lavement baryté à une femme de 84 ans. Renseignement clinique : hernie hiatale. Ceci pour te situer la compétence de deux tiers des médecins de l'AP. Il n'existe plus de cliniciens comme il en existait autrefois (d'après ce que me disent mes collègues de boulot et qui sont plus âgés, et oui il existe ENCORE de vieux manipulateurs).

Jusqu'à présent je t'ai parlé uniquement des risques encourus par le malade. Sans vouloir dramatiser notre situation, je crois que nous courons encore plus de dangers que le malade. A la cadence où nous travaillons nous ne pouvons pas respecter toutes les règles de protection (par exemple : le port du tablier de plomb pour faire 30 à 40 radios au lit, seul pour pousser un appareil de 300 à 400 kg et pour porter les cassettes et pour manipuler le malade). Personnellement, je travaille dans un poste d'os, qui a été installé et mis en route le 18 octobre. Pendant 8 jours, j'ai travaillé sans AUCUNE PROTECTION (absence de paravent plombé) depuis je travaille avec un paravent auquel il me manque la glace de verre au plomb, donc qui m'arrive à la ceinture. Je ne peux refuser de faire le travail, un collègue me remplacerait. La seule solution serait d'alerter le CTER (mort en sursis). Même dans une installation terminée et visée par le CTER la protection n'est pas efficace. Je pense avoir fait un résumé de tout ce que j'avais à te dire.

J'espère que la lecture de cette lettre ne t'aura pas été trop pénible, ni inutile.
P.-S. - Je tiens à l'anonymat.

Mon cher Fournier.

A vrai dire, j'ignore tout de cette polémique sur les rayons X où sont engagés « La Gueule Ouverte », « Le Point » et « Charlie-Hebdo », toujours est-il que je suis tombé hier soir sur ton copieux article : « Refusez les radios, faites pas comme les cons », de cette semaine, et que je me permets de venir t'apporter quelques précisions.

Je quitte à l'instant notre très respecté professeur agrégé Valeyre, de la Faculté de médecine de Reims. C'est un apôtre féroce de la défense antiradiations et non des moins connus. Il m'a donné des détails auxquels j'ajouterai des connaissances personnelles pour te servir l'ensemble en vrac : tu balanceras ma lettre au panier si tu trouves que je me suis pas suffisamment cassé.

« L'eau bue par les populations bretonnes a une concentration en radiations supérieure de cent fois à celle fixée comme admissible par les commissions internationales ».

(Biophysique, radiations et radiobiologie, poly-copie des facultés de médecine de l'Académie de Paris. Tu vois, je suis pas chauvin, je cite mes sources.)

Les Bretons ne sont, à priori, pas plus cancéreux ou anormaux que la moyenne.

— Il faut bien distinguer, dès le départ, deux conceptions : la dose des rayons X envoyés et la dose reçue, absorbée si tu veux, qui sont tout à fait différentes. La dose absorbée est fonction de la MASSE des organes irradiés. Une radio pulmonaire, par exemple, porte sur des organes extrêmement mous et gorgés d'eau, la dose absorbée sera extrêmement différente pour un os.

Le chiffre que tu cites par radio (5,5 rems) n'est pas faux mais il est inexact, et il faut de bien mauvaises installations pour atteindre ce chiffre dans le cas des radios les plus courantes. Cela est de toute façon extrêmement variable.

Pour ce cas des radios, n'oublie pas qu'à chaque fois c'est seulement une petite partie du corps qui est exposée. Les irradiations du corps tout entier sont, elles, par contre, rapidement nocives : le rayonnement cosmique, le rayonnement topographique (sol granitique), le rayonnement dû à l'absorption de carbone et de phosphore isotopes sont, eux, actifs sur l'ensemble du corps et sont beaucoup plus graves, toutes proportions gardées.

— Une expérience faite il y a quelques années sur 50 générations de rats dont la première génération avait été irradiée en masse et sur tout le corps, gonades comprises, à des doses dépassant toute éventualité à l'échelle humaine, a montré que seule la 50^e génération portait quelques troubles chromosomiques. Et ces troubles chromosomiques étaient infimes... A l'échelon collectif, il est vrai qu'il existe un danger même s'il est relativement faible.

A l'échelon individuel, c'est, par contre, extrêmement variable.

Les rayons X cassent les chromosomes au niveau des gonades. D'accord. Les gonades mâles sont plus particulièrement exposés. D'accord.

Imagine simplement le nombre de chromosomes à casser. Imagine simplement le nombre de chances pour que ce soit précisément un spermatozoïde irradié qui atteigne l'ovule. Imagine le nombre de chances pour que l'ovule qui est atteint soit, lui aussi, irradié. (Ce nombre n'est guère plus grand, car si les ovules sont beaucoup moins nombreux que les spermatozoïdes, les gonades femelles sont, en revanche, beaucoup mieux protégées.) Car il faut que l'ovule soit lui aussi irradié, ait été irradié, pour donner naissance à un monstre, sinon, il y a a re-

combinaison génétique, réarrangement au moment de la méiose et l'enfant qui naît n'est pas un monstre.

Tout ce que tu dis n'est pas faux, c'est simplement un peu poussé. Alors halte à la sinistrose, et cesse de semer la panique. J'aurais des tas de trucs à t'ajouter mais je n'ai guère le temps de me renseigner plus à fond en 24 heures.

Si ce que tu écris t'intéresse, je suis en tout cas à ton entière disposition. Je me suis payé, il y a deux ans, un chouette accident de moto. Depuis ce temps-là, j'ai calculé avoir encaissé autour de 80 radios, dont les trois quarts dans les miches puisqu'il s'agit de la hanche et du bassin comme fractures. Si je fais le calcul que tu me proposes :

$80 \times 5,5 = 440$ rems en deux ans.
220 rems en un an.

Seuil que tu indiques : 0,10 rem !!!

Je ne sais pas si je vais engendrer des monstres mais si tu veux, je veux bien te servir de cobaye. Mon adresse est derrière l'enveloppe. Comme les gens qui se payent de pareilles doses, en plein à cet endroit-là, ne doivent pas courir les rues, si j'ai droit à des petits gosses tout mignons et bien foutus, tu pourras en déduire que décidément les risques sont vraiment minimes.

J'ignore si tu fumes, Fournier. Mais quand tu penses qu'à chaque bouffée de fumée que tu avales, les milliers de petites cellules ciliées mucipares de ton arbre respiratoire sont totalement inhibées pour plusieurs heures, moi ce problème-là, il m'inquiéterait aussi. Et même peut-être un peu plus.

Très, très amicalement tien, mon vieux.

Patrice P., Reims.

Cher monsieur,

J'ai lu votre article « Refusez les radios » avec intérêt, étant médecin et ayant pratiqué la physiologie pendant plus d'un an dans le cadre d'un Centre hospitalier universitaire. Je suis d'accord avec la presque totalité de vos affirmations en ce qui concerne scopie et radiophoto, mais il me semble nécessaire de préciser un certain nombre de points qui me semblent contestables.

Au paragraphe 17, par exemple, vous parlez de l'examen clinique sans radio. Pour qu'un examen clinique donne des signes (crachement de sang, pleurésie, souffle à l'auscultation, etc.) il faut que la tuberculose soit déjà bien étendue... et j'aimerais bien savoir comment faire le diagnostic d'infiltrant tuberculeux ou de petite caverne, par exemple, sur la simple clinique. Donc déclarer quelqu'un exempt de maladie pulmonaire contagieuse me paraît aléatoire et je ne m'y risquerais pas, après un simple examen clinique.

Dans le même paragraphe, il est ajouté : « Si cet examen clinique se révèle douteux, le médecin devra d'abord demander des examens complémentaires (vitesse de sédimentation du sang, Vernés, Résorcine, recherche du bacille de Koch) et, en cas de nouvelle confirmation, une radiographie. »

1 - La vitesse de sédimentation n'a que peu de valeur en ce sens qu'elle est élevée pendant la grossesse et dans un très grand nombre d'affections (anémies, myélome, tout processus infectieux, certains rhumatismes, etc.). Son intérêt n'est donc pas diagnostique mais surtout de permettre de suivre l'évolution de la maladie sous traitement.

2 - Réaction de Vernés-Résorcine. Sa positivité nette (ce qui n'est pas toujours le cas) signe une infection certaine, mais n'est pas spécifique de la tuberculose. Par contre, comme la vitesse de sédimentation, elle permet de suivre l'évolution.

3 - Recherche du bacille de Koch. Trois méthodes :

— On regarde le crachat (ou le résultat du tubage gastrique) directement au microscope. Ce n'est habituellement positif que dans les tuberculoses déjà avancées ;

— On met le crachat sur un milieu de culture spécial où le B.K. va se développer. Il faut attendre entre 6 et 8 semaines pour avoir un résultat ;

— On inocule le crachat au cobaye et on le tue et en fait l'autopsie à la recherche de lésions tuberculeuses. Il faut attendre 2 mois pour tuer le cobaye.

Donc, à part les cas assez rares de B.K. à l'examen direct, il faut attendre 2 mois pour avoir confirmation, ce qui fait beaucoup chez quelqu'un qui est un « cas douteux ».

Une des solutions qui me paraît possible est celle d'une radiographie pulmonaire par an puisqu'elle distribue, d'après votre article 0,024 rem et que la dose permise est de 0,125 rem par an. (Peut-être ne pourrait-on la faire que chez les gens ayant une vitesse de

Bagarre radiologique en Morbihan.

L'inspecteur d'Académie a même menacé de « démettre de ses fonctions » le Maître d'application à l'annexe de l'École normale d'instituteurs.

sédimentation élevée, signe d'un processus infectueux ou inflammation de nature non précisée.)

Voilà. Je trouve votre article très important, car il est anormal qu'on irradie à tours de bras la population comme cela se fait actuellement et les remarques que j'ai faites n'ont pas pour but de critiquer mais, au contraire, en rectifiant certains points qui me paraissent douteux, j'espère rendre votre article encore moins attaquable.

Amicalement vôtre.

Docteur Maurice BERGER,
Interne des Hospices civils de Lyon,
173, avenue B.-Buyer, 69005 LYON.

P.S. - Quelques détails extraits du cours d'hygiène enseigné à la Faculté de médecine de Lyon en 5^e année de médecine.

1) Une statistique de SHIELD WAREN (USA 1950) montre une surmortalité des radiologues : espérance de vie 60,8 ans contre 65,7 pour les hommes en général, avec augmentation des leucémies et des cancers.

2) Le tableau suivant donne des chiffres légèrement différents des vôtres, mais la proportion entre les examens reste sensiblement la même.

Genre de radio	Dose peau	Dose gonades
Scopie.	6 rem/mn	0,006 rem
Radiophoto.	0,2 rem/mn	0,001 rem
Radiographie.	0,03 rem/mn	0,001 rem

3) Ces résultats montrent qu'il faut utiliser plus la graphie que la scopie et qu'en cas de grossesse en particulier, il vaut mieux faire une graphie. Toutes ces recommandations ont été portées à la connaissance des médecins par une circulaire (n° 87) du ministère de la Santé du 17 décembre 1965, non parue au Journal officiel. Ce qui n'empêchait pas un service d'obstétrique lyonnais de faire des scopies à toutes les femmes enceintes en 1970... (et peut-être toujours maintenant).

Ultimes remarques :

— On pourrait, comme cela se fait dans d'autres pays, protéger les gonades du patient par un tablier de plomb.

— Il ne s'agit pas de supprimer la radioscopie mais de la réserver aux rares cas où elle est indispensable (diagnostic d'un anévrisme de l'aorte par exemple).

NOUVELLES DES COW-BOYS

Les Indiens ne se sentent plus, ils sortent des réserves ! Après le Larzac, des hurlements intriguants s'élèvent des vallons des Pyrénées et du Var, dont l'écho va gifler la cuirasse des chars en manœuvre. L'armée et ses chefs cow-boys, perplexes, se grattent le SCALP. PYRENEES ORIENTALES, CAPCIR, FORET DE BARRES. Le Centre national d'entraînement commandos, basé à Mont-Louis, va être transféré dans cette forêt, près de la petite station de sports d'hiver de Capcir.

Mais il semble que des expériences explosives importantes soient prévues en ce périmètre. Emoi des habitants, des communes, des maires qui voient déjà les chalets fissurés, le tourisme compromis, bref la somme de joyusetés habituelles que traîne derrière elle l'armée.

Aussi, pour prouver aux pyrénéens qu'ils n'étaient que des péquenods sans jugement, des dénigreur, des mauvais Français imbéciles, Debré et ses amis ont-ils fait appel à deux modes d'intoxication majeure : la presse et... le Centre d'études nucléaires de Grenoble.

La presse. Dépêche du Midi, 7 novembre : « ... Les communes intéressées, dont celle des Angles, ne sont pas particulièrement opposées à la venue de nouvelles unités de formation alpine qui pourraient perpétuer la tradition de respect de la montagne et de son environnement... Le ministère des Armées pense que les nuisances ne sont pas à redouter. Et c'est pourquoi, pour montrer aux municipalités qu'elles se trompent, le Centre d'études nucléaires de Grenoble va entreprendre ces expériences... » Comme dit l'espionné qu'on paye grassement pour trahir son pays : « ... Ça se passe de commentaires... »

On va quand même en faire quelques-uns.

QUI SE RESSEMBLE S'ASSEMBLE

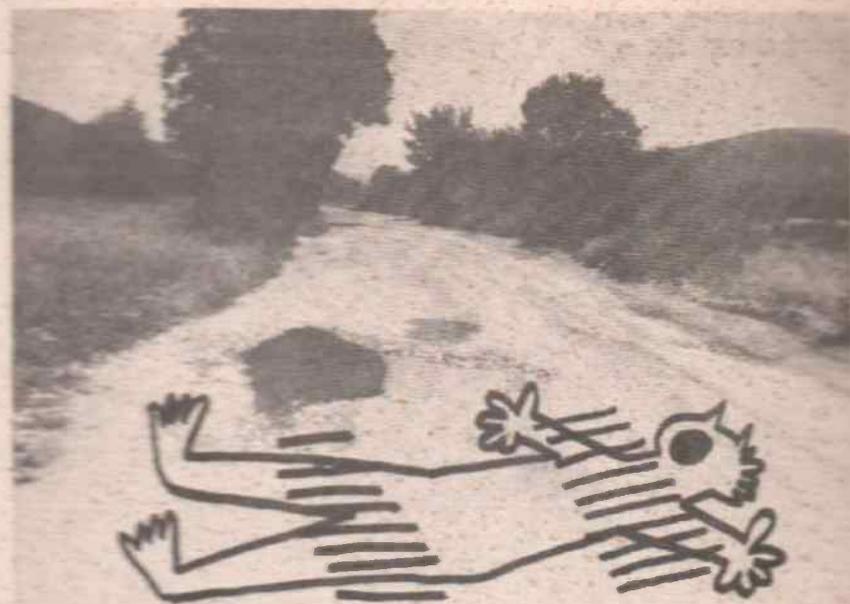
En quoi consistaient ces expériences du CENG ? Début novembre donc, il fut demandé à cet organisme qui, comme chacun le sait, est hautement dévoué à la défense

de l'Homme et de son milieu naturel, d'étudier les conséquences sismiques et acoustiques qu'auraient sur les barrages des Bouillouses, de Matemale et de Puy-Valador, sur les stations de Font-Romeu, Pyrénées 2000 et Les Angles ainsi que sur l'aéroport de Lallagone, les explosions prévues au programme d'entraînement des cow-boys.

Pour en arriver là, c'est que, vraiment, on n'entend pas se limiter aux classiques charges de rupture de TNT ou de plastic. Alors, toujours curieux et méditants, on se demande : des armes nouvelles seraient-elles appelées à être testées dans les forêts pyrénéennes ? Et pourquoi donc le CENG ? Les services du Génie militaire ne sont donc pas aptes ? Excusez, m'sieur, je pige mal.

La Dépêche du Midi, elle qui se veut depositaire de la tradition radicale et jaressienne, a tout compris. Pour La Dépêche, l'armée c'est la tradition de respect de la montagne... Qui sont les traîtres ? Et pourquoi donc, le Conseil d'administration du Parc national des Pyrénées a-t-il autorisé, le 23 juin 1971 (en violation flagrante des articles 15 et 16 du décret 67.265 du 23 mars 1967) des... prospections minières ? Pouvez-vous nous dire, messieurs les aménageurs de Territoire et de Règlement, en quoi consisteront ces « prospections » ? Vous voulez pas ? Alors, nous sommes libres de croire ce que nous reniflons : une opération malsaine, à plusieurs composantes (« naturelle » et militaire), aux dépens des pyrénéens et de leur milieu, une étape supplémentaire vers la militarisation totale de la France méridionale, cette France qui bouge où basques et occitans se demandent bien ce qu'ils vont foutre d'une telle mère indigne. Encore que l'hérédité ne soit pas prouvée et que ces gens-là s'estiment majeurs et plus que suffisamment vaccinés. Eh bien non ! On leur en remet, de la bouillie patriotarde, à coups de Dépêche du Midi et de Centre nucléaire... de Grenoble !

Et vous pouvez même plus gréver la faim dans les mosquées. Qu'est-ce qui vous reste ? Expliquez !



D'autres que vous sont dans le même cas...

CANJUERS, COUC !...

A Canjuers, tiens, il s'en passe des choses.

« Chef, j'ai vu une plume d'indien se profiler à l'horizon, au bout du trailweg, à 1 h 30 du gros chêne qu'on a abattu hier... » Rapport du caporal Lanbda au sergent-chef de semaine. Canjuers, dans le Var, on vous l'a déjà dit mais ça ne coûte rien de répéter, c'est ce camp pour lequel l'armée promet aux « autochtones » une masse d'emplois pour n'en créer que 10 à la seule destination de militaires. A Canjuers, redisons-le, un vieux qui s'était sans doute fadé le Chemin des Dames, la Somme ou quelque chose d'approchant, à moins que ce soit la percée de Sedan, s'est suicidé. Encore un que le Patrie n'aura pas eu vivant. Tout cela pour dire que ça ne s'est pas passé tout seul.

Il y a eu beaucoup de protestations mais il y eut aussi un certain nombre de notables pour renifler le gâteau et faire passer le suppositoire. En plein reflux de Mai 68, l'écologie n'était pas encore « à la mode » et les magouilles de Grenoble en permettaient d'autres, plus graves encore...

Bref, l'armée est à Canjuers. Et que fait-elle, à Canjuers ? Ah, mes bons frères, faut vraiment tout vous dire, quelle soit, quelle rage !!!

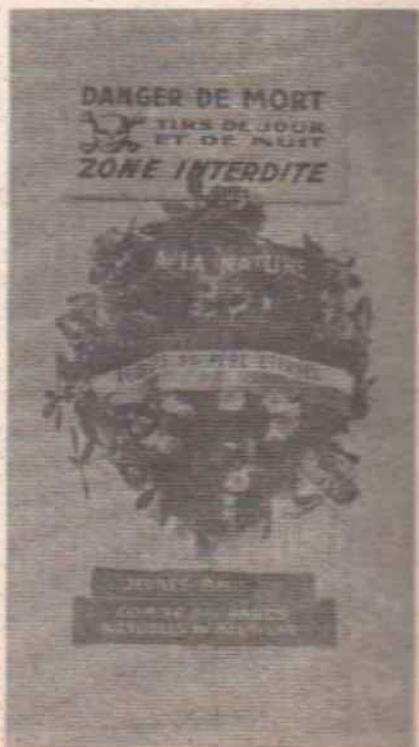
Si vous le voulez bien (de toute façon, c'est fait, c'est ça la manipulation...), on va tout reprendre à l'envers.

Le dimanche 26 novembre, à Mons, au bordure du camp, 60 fous échappés d'un peu partout, fendent neige et vent avec, dans les bras, des arbres, de mignons petits arbres. Ces fous ont entendu, de loin dans la brume, l'appel de diverses organisations de sauvegarde et viennent planter ces arbres, dix petits sapins encore tous chauds, en face des panneaux d'interdiction qu'avait semé l'armée tous les dix tours de chenille, au carrefour de la D 53 et de la N 563 (comme ça vous pourrez vérifier si

les sapins y sont toujours), devant le Domaine de Bourrigaille. Ce domaine est bien connu de l'armée. Bien qu'en dehors du camp, il reçut la visite, au mois de novembre, d'un obus déserteur lancé par un artilleur, beurré ou facétieux, allez savoir... Cela pour l'ambiance, et « la tradition de respect de la montagne ».

Les planteurs d'arbres, après avoir encore frappé, avaient très chaud et voulurent boire. « Hola, que nenni », brailla alors l'un d'eux, biologiste qui a le mérite de mettre son métier au service des autres ? Et il nous écrit « ... l'eau est polluée par les streptocoques et colibacilles dans différentes communes, en particulier à Châteaudouble, et un début de pollution à Tourtour. » Gens du Larzac, vous savez ce qui vous attend si vous vous laissez coincer !

Mais pourquoi les arbres ? Parce que, si on laisse faire l'armée, pensent les écologistes du lieu, il n'y en aura bientôt plus, sauf dans la « chasse des colonels ».



QU'EST-CE A DIRE, MON CHER ?

Ceci. Pour des impératifs de Défense nationale (c'est « eux » qui le disent...), l'armée a commencé, l'été dernier, à déboiser le terrain. Ainsi, au-dessus de Tourtour, en 2 mois, 2 km sur 100 m furent livrés aux bulls du Génie tandis que 15 hectares de la forêt de Verignon, ex-lieu sympathique de balade, étaient débités et expédiés vers les usines de pâte à papier. Premiers visés, de somptueux chênes centenaires à l'ombre desquels il faisait si bon se reposer en fin de journée. Ainsi et désormais les promeneurs peuvent-ils contempler à loisir de gigantesques saignées aux flancs de la forêt et réfléchir sans mal aux bienfaits d'un milieu livré aux cow-boys. Mieux, tout près de là, l'armée avait à sa disposition, après avoir viré les paysans, de grandes étendues peu boisées pour faire joujou avec ses blindés et ses canons. Non, ce n'était pas suffisant, il lui fallait marquer d'un sceau définitif et bien visible qu'elle était là de par la grâce de Dieu, un point c'est tout.

Certaines personnes ayant protesté et osé écrire aux autorités militaires (sur du beau papier même, quelle déférence...), il leur fut répondu par le Chef d'escadron Klein, officier adjoint du camp de Canjuers : « ... Croyez à tout l'intérêt que j'ai apporté à la lecture de son contenu (une lettre de protestation,

ndlr) qui reflète un souci de voir protéger la nature, entièrement partagé par le Commandant du camp... Chouette, non ? Les bulldozers au service de la Nature, c'est quelque chose qu'une tête sous un képi !

Quant à M. Ph. Pruvost, Chef de service chez Pougade, il écrit aux mêmes personnes : « ... Vous avez appelé l'attention du Ministre délégué sur un abattage d'arbres important dans la zone du camp militaire



de Canjuers. J'ai saisi le ministre de la Défense nationale de cette affaire. Je vous prie de croire, etc... » Rien que ça, pas un mot de plus. L'a été voir Debré, le bon monsieur chef de service, l'a été voir Debré et s'est lavé les mains. On est servis, les frères, on est servis. Pour être pris pour des cons de semblable manière, faut vraiment que les zèbres au pouvoir se sentent costauds et prêts à y rester, quoi qu'il en coûte. Des lendemains qui chantent, vous dis-je...

Et l'ensemble de l'opération « boulé à zéro » est ainsi légitimée par une lettre de Debré au Nouvel Observateur : « ... Les arbres qui sont abattus dans le camp de Canjuers le sont pour la réalisation des coupe-feu qui assurent la protection contre l'incendie tant du terrain militaire que des terrains privés voisins. Ces travaux, qui s'inscrivent dans le cadre général de protection de la forêt varoise, sont de même nature que ceux réalisés dans le massif de l'Esterel par l'administration civile. Ils portent sur 0,25 % de la superficie du camp... » Vous voyez, mauvaises langues, il s'agit d'une œuvre sociale destinée à préserver aussi des intérêts civils, alors ? Alors, c'est drôle, m'sieur, mais pourquoi exproprie-t-on, actuellement et précédemment, les civils en question, Mmm ? Secret d'Etat, sans doute.

Puisqu'on est dans l'esthétique, parlons un peu du brave type qui veut aller voir les gorges du Verdon en évitant les routes barrées à

LE CRI DES ATTARDÉS AU FOND DE LA PRAIRIE

CANJUERS-CITY.

Faut quand même pas se leurrer sur l'action de certains groupes à Canjuers. Un copain nous écrit que lors de la plantation du 26 novembre, étaient présents des gens songeant essentiellement à défendre les terres dont ils sont propriétaires aux alentours du camp militaire le plus vaste d'Europe.

De fait, un truc comme le Comité des Parcs Naturels du Haut-Var, fondé en 1967, avait encore récemment comme président le sieur Gaston PALEWSKI, député de la majorité !... Derrière lui, comte et baron de services, Jacques MEDECIN, etc...

Tous ces gars-là se veulent bien sages et bien gentils, pas militants pour un rond en faveur de l'insoumission totale. Ils demandent même que le service militaire soit remplacé par un service « civique » au service de la nature... De quoi faire moult plaisir à tous les objecteurs qui s'occupent à refuser l'encasernement à l'Office National des Forêts...

Rien donc que de très poli quant à l'action. Question motivations, c'est tout autre chose... Cependant, le mois dernier, les contradictions entre intérêts s'étant accentuées, M. le député de la majorité et certains de ses amis compagnons de cocktails se sentant bouillir le fondement, abandonnèrent l'affaire de Canjuers pour pas avoir l'air de trop trop faire mal aux colonels.

Palewski n'a donc pas planté son sapin et ceux qui restent en sont tout ébaubis.

Ils vont créer une nouvelle association avec plein de profs, docteurs, conservateurs de musée, etc...

Mais, de grâce, les autres, les insoumis totaux, faites un petit signe, que ce soient pas toujours ceux qu'ont les moyens qui parlent ! Qu'est ce que vous joutez en dehors de regarder passer les tanks ?

PYRENEES-CANON.

Des anarcho-syndicalistes, assoiffés et couverts de peintures guerrières, font des signaux de june. Il est dit :

— que c'est par un arrêté en date du 13 juillet 1971, que le ministère de l'Agriculture céda à Debré 642 hectares de la forêt domaniale de Barres ;

— que l'Office national des Forêts (encore lui !...), gestionnaire de la forêt, n'a pas été consulté (mais le voudrait-il seulement ?) ;

— que le tribunal saisi, en mai dernier, de la plainte de 17 communes concernées, a demandé un « supplément d'informations » (le voilà !...);

— que les paysans sont pas heureux, les bougres moroses, puisqu'ils font, sur les pâturages du coin et plusieurs mois par an, brouter 2 000 bovins, 3 000 ovins et 300 jolies petites juments poulinières. Et l'élevage en question, bien costaud, charnu et fournissant bon lait-bon beurre, est la dernière chance de la région (kif-kif Larzac mon frère !);

— que si on fait des tests sismiques et acoustiques, c'est bien qu'on pense qu'il y a une nuisance sous roche... ;

— que certains maires, poussés par leurs sauvages d'électeurs, sont prêts à tout pour entamer la danse de guerre ;

— qu'un comité de soutien est formé à Perpignan : C.N.T., 46, rue des Quinze-Degrés, 66-Perpignan.

DES FUSILS POUR MALMOUSQUE.

Communiqué du Comité de sauvegarde du plateau de Malmousque et du libre accès à la mer (banlieue de Marseille) : « Avec l'installation de la Légion étrangère sur le plateau de Malmousque, nous perdons à jamais cette merveilleuse parcelle de terrain. Ce lieu idéal de promenade, de tranquillité (sauf à certaines heures des mois d'été), d'où l'on ne se lasse jamais d'admirer la rade, les îles, le château d'Ij illuminé, les bateaux, les voiles, sera ainsi perdu pour toujours et remplacé par une immense construction de 7 m de haut, sur toute la longueur de la rue, bouchant ainsi toute vue sur la mer.

Il ne nous restera plus (amère consolation) qu'à regarder les légionnaires jouer au tennis et au golf miniature, sur la terre de nos ancêtres et... avec notre argent.

Par ailleurs, nous hériterons de quelque 200 légionnaires environ, avec tout ce que cela représente de joyeuse anima-

tion les soirs de paye et de beau monde féminin attiré par ces messieurs, dans notre quartier.

Nous savons que certains commerçants souhaiteraient la venue des légionnaires dans la perspective de travailler avec eux. A part certain bar tenu par un des leurs, nous ne voyons pas trop le genre de commerce qui pourrait être favorisé par le retour des légionnaires. Etant donné qu'ils auront tout (et abondamment) sous la main. Leurs nouvelles installations comprenant hôtel, restaurant, bar, etc.

N'oublions enfin pas les incidents des années passées, dont beaucoup ont été tenus sous silence, sauf lorsqu'ils étaient trop gros, comme le sauvage assassinat de Mlle Fèvre, notre toujours regrettée bienfaitrice.

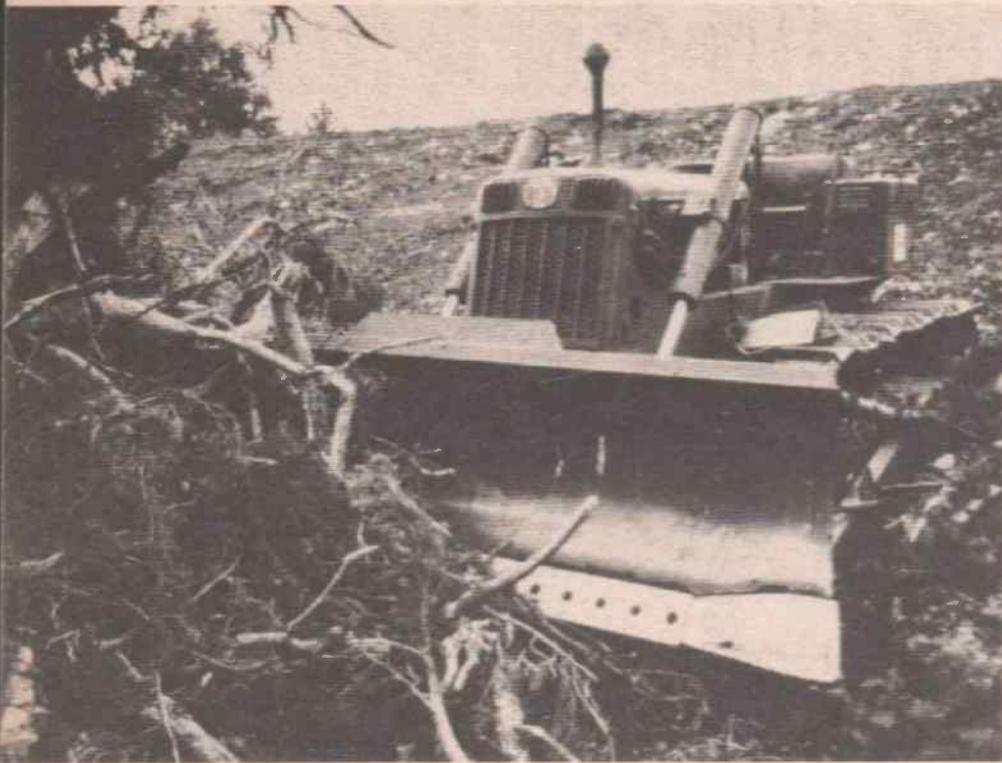
(N.D.L.R. On sait pas de quoi il s'agit mais puisqu'ils l'ont mis dans le tract distribué publiquement...)

Enfin, une circulation rendue encore plus intense et plus difficile par l'apport des véhicules et camions militaires et tout ce que cela représente de nuisances pour tout le monde.

A ce sujet (comme sur tant d'autres) on se demande où veulent en venir les pouvoirs publics et nos dirigeants, qui autorisent l'aggravation de ces problèmes au lieu de s'efforcer de les réduire, dans un quartier aux ruelles étroites et tortueuses, avec une seule voie pour y entrer et en sortir... »

(Affaire pas terminée dont on reparlera.)

COW-BOYS, TRISTES CONS !



cause des tirs. Il doit se taper soit une route longeant les barbelés du camp, soit une route permettant d'admirer les saignées laissées par les bulldozers parmi les chênes. C'est dire qu'un dimanche à Draguignan, c'est pas le pied. Et aux amateurs de bonnes nouvelles, nous pouvons annoncer que, si 1 200 militaires occupent actuellement cette portion de sol provençal, ils seront 2 900 en 1973, quand le centre d'instruction des tireurs et de formation des cadres de l'armée blindée de la cavalerie y aura été transféré. Par la suite, mieux encore, ils seront 4 000 avec l'installation d'une partie de l'École d'artillerie à Draguignan. Et il y aura même des missiles. S'ils font tous comme l'obus baladeur dont on vous a causé, ça promet du joli...

TABLEAU DE CHASSE

Mais, ne partez tout de suite, buvez encore un coup, on a pas fini.

Si les militaires arrachent les chênes, barrant et défoncent les routes et polluent les cours d'eau, ils n'en songent pas moins à leurs petites aises de fonctionnaires de l'étripe. Leur camp, ils se le mitonnent, avec un mail tout neuf plein d'arbres, pelouses régulièrement arrosées et tout le toutim.

S'ils ont viré les paysans, les cow-boys n'en jouissent pas moins d'un droit exclusif de chasse. C'est la « chasse des colonels », réservée aux officiers et à leurs copains (par exemple les cadres des entreprises suivantes, qui touchent gros dans l'affaire : Les Travaux du Midi à Marseille ; Nicoletti, Thorrand, Triverio à Nice ; le cabinet J. Saurin à Marseille, etc.). A la rigueur, les riverains qui se sont montrés compréhensifs ont droit à l'assassinat d'un lapin, de même que certains notables du lieu qui furent les premiers à appeler l'armée, lorsqu'elle envoya une circulaire, dans tous les départements, pour demander qui voudrait bien des écoles d'artillerie...

CE QU'ON A DIT DE PENSER DE CANJUIERS AU PREFET DU VAR :

« La création du complexe de Canjuers-Draguignan constitue un apport important à la vie économique du Var, et ses effets se feront sentir sur plusieurs niveaux », clame, le 6 octobre à Draguignan, le préfet du Var, illustrissime Lalanne.

A plusieurs niveaux, c'est le cas de le dire : dans l'air, les avions et le sifflement des obus sur terre, le massacre de la forêt et la tuerie privilégiée des petits lapins et, sous terre, le ravage des obus...

Comme partout, on fait un gros clin d'œil aux commerçants.

« A partir du printemps 1973, malgré l'intense activité de tir qui régnera sur le camp, les scientifiques pourront disposer, ainsi que cela a toujours été convenu, de facilités spéciales pour l'organisation de campagnes de recherche, en accord avec les autorités militaires locales... »

« Spéciales... », c'est bien le cas de le dire. A la place de l'étude du squelette d'un mollusque d'une époque où la Méditerranée n'était pas une cuve à pétrole, les braves savants en question auront tout loisir de mesurer le degré d'efficacité d'un obus d'AMX 30 sur les différentes strates géologiques. Encore des calculs qui pourraient servir... Mais à qui ? Allez, chercheurs, engagez-vous, mais choisissez le bon côté...

Et c'est avec ça qu'on veut faire croire aux Provençaux que le garde à vous est le meilleur moyen de faire la planche ? Réponse de Maurice Parodi, prof à Aix-Marseille : « ... En bref, la présence permanente de quelque 2 500 familles de militaires de plus dans la région dracénoise et le passage saisonnier de milliers de militaires par en, accentueront le développement hypertrophique des emplois dans le secteur du commerce et de certains services ; ils accroîtront la vulnérabilité de l'économie locale de plus en plus subordonnée à des centres de décision tout à fait extérieurs... »

Bien sûr, prof, bien sûr, mais c'est prévu et voulu. Sait ce qu'il doit dire, le préfet !

Tout ce beau monde se retrouve à la « chasse des colonels » et les fillettes des larbins locaux du Système peuvent se pavaner face aux beaux officiers. Du Fellini, du Grand-Guignol, monté sur la misère des expropriés et le saccage de la nature. Les déchets de l'Etat centraliste et militariste, de l'Etat du fric et des tankistes, répandus sur toutes les zones un peu sauvages et tranquilles du pays. La colonisation du Midi par les apprentis guerriers, le crime planifié, le maquignonnage élu député...

UN ARBRE...

Et on vous a même pas causé de recherches paléontologiques qui étaient faites à Canjuers sur un gisement qui n'a qu'un équivalent au monde, celui de Solenhoffen, en Bavière. Dans quelques mois, les obus viendront, là, pulvériser les pierres, fouailler la terre, déchirer la nature. Les chercheurs d'Aix-en-Provence et de Nice ont eu beau gueuler, rien n'y fit. L'histoire de l'humanité, messieurs, ne vaut rien en face de l'expérimentation d'outils d'artillerie nouveaux qu'il faut vendre, vendre, vendre... « La science, mon cul », disent les marchands de mort au pouvoir. Les décrets ministériels quels qu'ils soient, ce sont eux, marchands de mort, qui les signent, avec nos plumes de contribuables annués jusqu'au cou et le sang de tant

d'hommes de par le monde qui subissent dans leur chair ce qu'on nous enfonce dans le crâne.

UN CANON...

A tolérer des Canjuers, des Larzac, des Forêts de Barrès, nous sommes complices des marchands, des lanceurs de bombes, des expropriateurs, des dévastateurs ! Nous ouvrons la gueule, pauvres pigeons, pour y recevoir et une cuillerée pour Debré, et une cuillerée pour Marcellin, et une cuillerée pour Poujade, et une cuillerée pour Giscard, et une louche pour leurs maîtres !...

Face à cela ? On parle, ou on plante des arbres...

Tenez, au printemps, il y aura une nouvelle opération « sapins ». Mais encore ?

Bof ! Tant qu'y a de l'espoir !... C'est ça, mon vieux mais, en attendant, une bonne centaine de paysans a été virée, avec tout ce que cela signifie de difficultés, et les obus tombent près des jardins, et l'armée se répand, se répand. Et les cow-boys ont occupé les champs, nous coinçant dans la ville. On a pas fini d'en parler, oh que non !

Si seulement ça poussait vite, les petits Indiens !...

M.

POUR LA DEFENSE DE CAPCIR ET CANJUIERS :

Comité Roussillonnais. Ignace Fortuny, 59, av. Général-de-Gaulle, 66-PERPIGNAN. Provença ocupada. 11 bis, rue de la Concorde, 31-TOULOUSE.

Comité des Parcs Naturels du Haut-Var. 39, av. de la Motte-Picquet, PARIS-7^e.

U.R.V.N. Le Moulin des Serres, 83-LE MUY.

A.R.P.O.N. Longpré, 83-PLAN-DE-LA-TOUR.

C.C.O.C. 36, rue Saleya, 06-NICE.

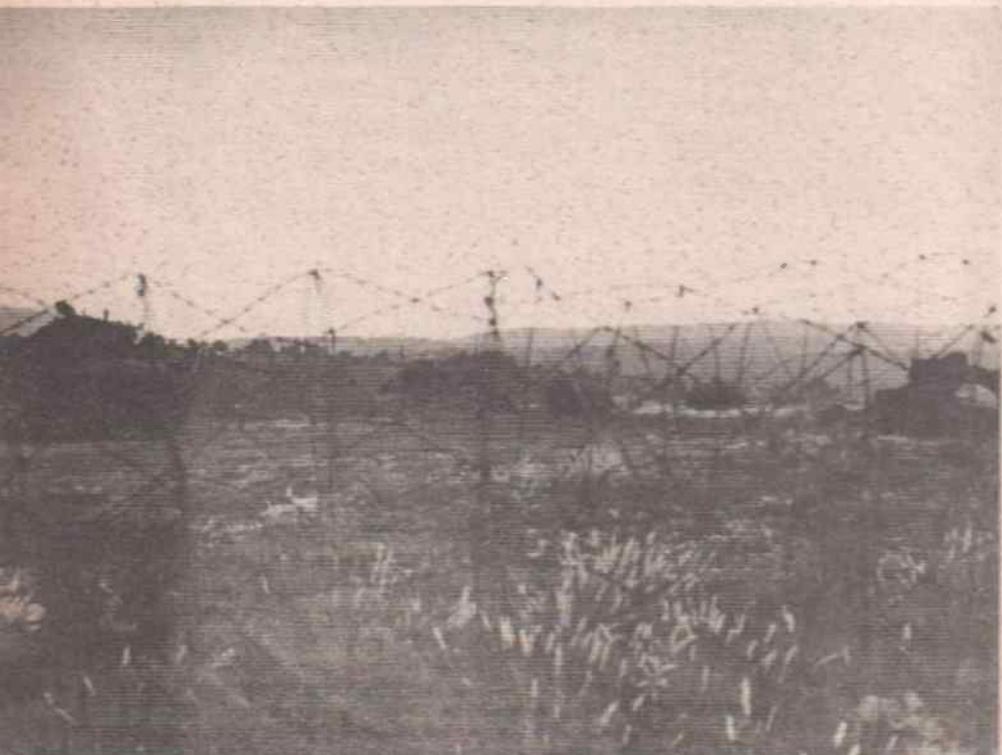
COMBAT NON VIOLENT, Vendranges, 42-NEULISE.

MAISONS PAYSANNES DE FRANCE

Association pour la sauvegarde de l'architecture paysanne et la protection des paysages ruraux, traditionnels.

La Chapelle-Montligeon, 61-MORTAGNE-AU-PERCHE.

Et bien d'autres dont on parlera quand ils feront signe... Que ce soient pas toujours les mêmes.



Pour lire dans le train en attendant le tunnel

CHEZ LES OBJECTEURS DE LUCIDITÉ.

Le train, c'est écologique. On y voit des hommes. On peut même leur parler. L'autre jour je rencontre un copain qui me dit : « Il paraît que tu fais partie d'une secte qui annonce la fin du monde. » Et d'ironiser en me voyant hisser sur le mont Ararat implorer la clémence de Jéhovah. Ces autruches, la tête enfouie dans leur dunlopillo, crèveront la gueule ouverte. D'ailleurs, les premiers symptômes sont là. Dans les escaliers du métropolitain parisien ou les salles des pas perdus, les hommes tombent un à un dans l'indifférence et l'apathe générales. On ne se donne même pas la peine de les ramasser. A quoi bon ? Un règlement par-ci, une loi par-là, servent d'alibi à la conscience collective. Pas responsable. Le grand mot de cette fin de siècle. A Paris encore, excellent champ d'observation, les rats quittent les chaloupes, leurs autos dites mobiles, quand l'immobilisme de l'embouteillage devient trop insupportable, trop absurde. On cherche les responsables. Mais ils n'existent pas. Pas commode d'inculper la Civilisation. Alors on continue à bouffer du CO₂, à avaler du plomb, à respirer du SO₂ jusqu'à la bronchite chronique, l'emphyseme, le cancer, la mort. Les victimes des longues maladies-hélas-inexorables rejoignent leurs compagnons tombés au platane d'honneur des inévitables-retours-meurtriers-du-week-end. C'est ce qu'on pourrait appeler la sélection naturelle de l'Expansion Nationale. Le Progrès, dans sa clémence, a pensé à tout et le Produit National Brut, tel Moloch, réclame son contingent d'expiations san-

giantes. Pour réguler, planifier, épurer et somme toute revivifier les forces agissantes de la nation, les guerres ont été remplacées par la séduction de la ligne jaune, l'attrait gluant des mégapoles invivables. Les gouvernants dans leur infinie stupidité poussent à la roue de la concentration urbaine voulue par le Profit. Alors la fin du monde ? Disons la fin d'UN monde, celui que la jeunesse aurait pu connaître, humain, fraternel et sans but lucratif, si ses géniteurs n'avaient pas succombé à l'aliénation universelle. Aliénation au travail, aliénation au loisir, à la droite comme à la gauche, aux patrons mais aussi aux syndicats. De-ci de-là quelques isolés protestent. Comme Raymond Borde, dans l'« Extricable », petit livre pas cher (7,50 F) paru chez Losfeld en 1970.

Cet ancien révolutionnaire a vu la révolution s'enliser dans les cuisines en formica et les machines à laver de la classe ouvrière. Il a vu cette révolution s'intégrer dans le système jusqu'à en copier les valeurs frelatées. Il a vu que la seule vertu vraiment subversive était aujourd'hui la paresse : 1° ne faites rien ; 2° ne faites rien de ce qu'on vous dit de faire pour occuper le temps où vous ne faites rien. « Coupons, dit-il, le courant de la génératrice du couple infâme travail-famille. Nous sommes au seuil de l'enfer. Sur le radeau de la Méduse, tous les moyens se valent pour balancer par dessus bord les agités du stakhanovisme, les inséminateurs de l'esclavage humain, les boy-scouts du conditionnement ». Cet « objecteur de lucidité » propose : il ne s'agit plus d'encourager le cycle fécondité-travail, mais de le ralentir. Dans le nouveau monde à rêver, le goût de la compétition qui

tient du sport et du fascisme sera tourné en dérision. Les pères de famille seront pénalisés, les avortements remboursés par la sécurité sociale. Les informations perdront de leur importance, on vendra des journaux anciens, pris au hasard des stocks. La recherche scientifique sera privée de crédits, on démasquera les physiciens et on videra les laboratoires transformés en salons de thé selon les vœux des surréalistes. Les monuments aux morts serviront d'urinoirs. « Si on veut, termine-t-il, se différencier des mandarins boudeurs, des révoltés sans canasson et des zombies du drapeau rouge, c'est dans ce sens qu'il faut aller. VERS UNE MISE EN PANIQUE DE LA SURFACE DES CHOSES... » Lire Raymond Borde c'est crever, peut-être, mais en connaissance de cause. (1)

En décembre, l'écologie classique, j'allais dire officielle, s'est alourdie de plusieurs productions à signaler. Barry COMMONER (2) publie au Seuil « L'Encerclement », problème de survie en milieu terrestre. L'éditeur présente l'auteur comme le « maître à penser de la nouvelle génération d'écologistes ». C'est pas une raison pour se dispenser de lire ce gros bouquin (29 F). Mais au même prix on trouve davantage d'exemples qui donnent à penser, dans le « festin empoisonné » de Nader (édition spéciale) dont les traducteurs, Jean-Luc Fromental et François Landon font plusieurs fois référence à Fournier, ce qui laisse deviner l'étendue de leur culture. Nader étudie les problèmes de la pollution atmosphérique et ceux de l'alimentation chimique aux USA. Autant dire les nôtres, en Europe, puisque nous nous apprêtons bêtement à relever le défi

américain en matière de course frénétique à l'expansion industrielle. A ce sujet, Nader, comme l'économiste Galbraith, nous montre les visages de nos vrais maîtres : les appareils de direction (la techno-structure) des grandes firmes multinationales, General Motors, Ford, Unilever, Procter et Gamble, ITT, Esso, Shell and Co. Nixon là-bas comme Pompidou ici ne sont que les agents de relations publiques de ces trusts qui font la pluie et le beau temps dans le monde, affament les deux tiers de l'humanité et empoisonnent le reste. Aussi est-il logique que les tout-puissants pollueurs se soient installés eux-mêmes aux postes de contrôle de la pollution. Les renards gardent le poulailler, comme dit Nader. Heureusement, à l'intérieur, la volaille se met à piailler quelque peu, tant il est vrai que le public commence à comprendre le sens du mot exploitation lorsque les corbillards se mettent en marche. Aux USA, les producteurs d'énergie ne parviennent plus à faire admettre que le domaine public doit rester leur propriété privée. General Electric, Babcock et Westinghouse, qui ont investi des sommes considérables dans l'atome pacifique, ne peuvent plus construire une centrale nucléaire et en sont réduits à exporter en Europe leurs fabriques de produits radioactifs. Pour l'Amérique, le tiers monde c'est nous.

Arthur

(1) C'est aussi tenter d'empêcher de crever un des derniers éditeurs libres Eric LOSFELD, le terrain vague, 14 et 15, rue de Verneuil, 75007 PARIS.

(2) Auteur de « Quelle Terre laisserons-nous à nos enfants », ouvrage fondamental (Le Seuil, 1966).

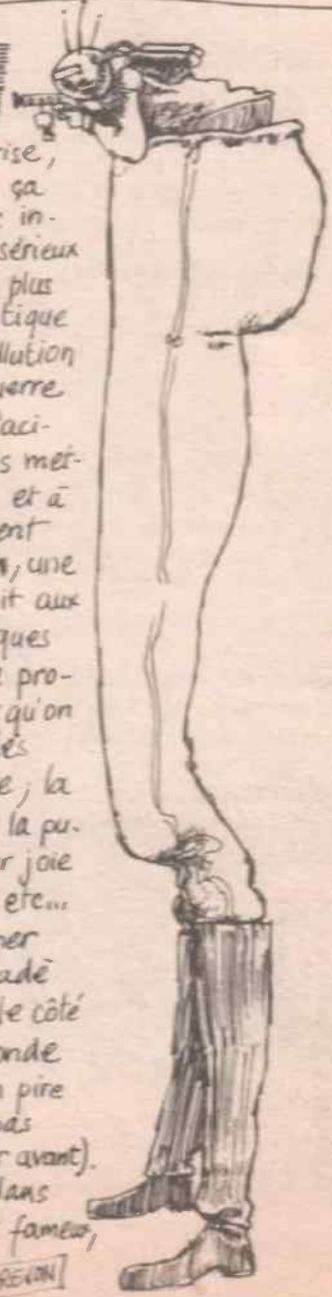
SCIENCE-FICTION



Pourquoi, dans la « revue des livres » d'un mensuel écologique, on ne parlerait pas des romans de science-fiction ? La S.F. est la seule littérature qui a fait de l'écologie avant Fournier. La S.F. est la seule littérature qui a fait du pognon sur la fin du monde avant « La gueule ouverte ». La S.F. est la seule littérature intéressante aujourd'hui, la seule qui a quelque chose à dire. Ce mois-ci, ou cette année, si tu ne lis qu'un seul bouquin, ça serait bien que ce soit « Tous A ZANZIBAR » de John Brunner paru chez Laffont (Collection « ailleurs et demain »). C'est cher, ça doit bien faire dans les 3000 balles, mais avec 560 pages en petits caractères (qui s'avalent comme du petit lait de bœuf germé) on est pas volés. Le titre, ça vient de l'idée, exprimée dans le livre, qu'à condition de rester debout sur 20 cm², les 6 milliards et quelques de habitants de l'an 2010 pourraient tenir sur l'île de Zanzibar. Mais le jour d'après, il y en aurait déjà qui auraient les pieds dans l'eau. Le tout est une variation sur la surpopulation avec ce qu'elle entraîne (famine, guerres, violence urbaine, etc...) C'est drôle et horrible, brillant, peut-être superficiel, mais passionnant. C'est

de la futurologie bien comprise, qui ne se veut pas telle car ça teste un roman. C'est donc infiniment plus drôle et plus sérieux que la futurologie, et bien plus inventif : un dôme de plastique protège New York de la pollution atmosphérique ; il y a une guerre sino-américaine dans le Pacifique ; les « maos » américains méritent la côte ouest à feu et à sang ; les « amocheurs » tuent pour un oui pour un non, une stricte loi eugénique interdit aux couples présentant des risques de tares transmissibles de procréer ; on est mal vu lorsqu'on a plus de deux enfants ; des gens dorment dans la rue ; la drogue est en vente libre ; la publicité s'en donne à cœur joie dans l'hypersexualisation, etc... On peut reprocher à Brunner d'avoir beaucoup plus chiadé le côté sociologique que le côté écologique : en fait, le monde dans 40 ans, ça sera bien pire que ça (si nous n'avons pas réussi à le faire changer avant). En attendant, plonge-toi dans « Tous A ZANZIBAR », c'est fumeux, et fumant.

J. BRUNNER



CHRONIQUE DE L'ÉNERGIE SOLAIRE

RÉSUMÉ: UN MÈTRE CARRÉ EXPOSÉ AU SOLEIL FOURNIT ASSEZ D'ÉNERGIE POUR DONNER UNE DOUZAINE DE COUPS DE PIEDS AU CUL D'UN TYPE QUI REFUSERAIT DE CROIRE À L'ÉNERGIE SOLAIRE



« VIVEMENT QU'IL PLEUVE ! »

LE RENDEMENT D'UNE TELLE INSTALLATION EST DÉTESTABLE.

PAR CONTRE, POUR LE CHAUFFAGE DOMESTIQUE, LE RENDEMENT EST BIEN MEILLEUR : TROIS MÈTRES CARRÉS PAR PERSONNE DANS UN ENDROIT ASSEZ SEC ET ENSOLEILLÉ SONT SUFFISANTS POUR LE CHAUFFER TOUT L'HIVER,

OÙ PRENDRE CES SURFACES ? TIENS, LE LARZAC OU EN SOMMES-NOUS ?

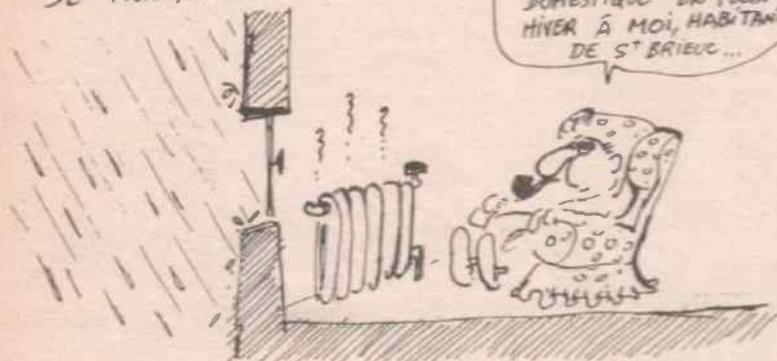


« OCCUPEZ-VOUS DE VOTRE SOLEIL. LE LARZAC, C'EST PAS VOTRE RAYON ! »

JUSTEMENT, SI !

À 3 m² PAR PERSONNE, 15 000 HECTARES SUFFISSENT POUR CHAUFFER 50 MILLIONS DE FRANÇAIS.

« JE SERAIS CURIEUX DE SAVOIR COMMENT LE LARZAC POURRAIT ASSURER MON CHAUFFAGE DOMESTIQUE EN PLEIN HIVER À MOI, HABITANT DE S^T BRIEUC... »

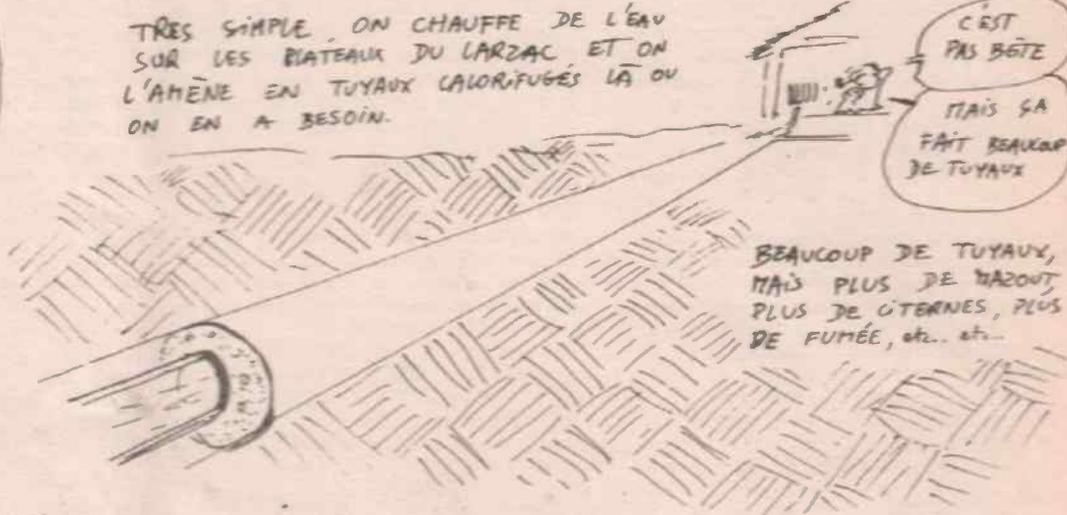


TRÈS SIMPLE, ON CHAUFFE DE L'EAU SUR LES PLATEAUX DU LARZAC ET ON L'AMÈNE EN TUYAUX CALORIFUGÉS LÀ OÙ ON EN A BESOIN.

« C'EST PAS BÊTE »

« MAIS ÇA FAIT BEAUCOUP DE TUYAUX »

BEAUCOUP DE TUYAUX, MAIS PLUS DE TROUOUT, PLUS DE C'ETERNES, PLUS DE FUMÉE, etc. etc.



LES EXPERTS PARLIENT :

FAIRE FRANCHIR UNE TELLE DISTANCE À UN COURANT D'EAU CHAUDE ?

« INSENSÉ ! UTOPIE ! »

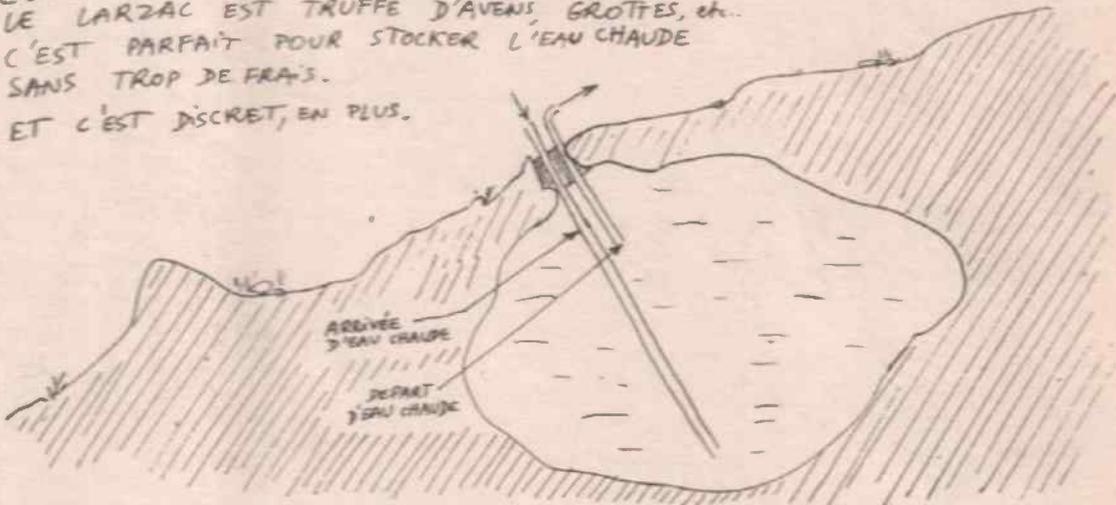
« L'EAU REDVENDRAIT FROIDE AVANT 100 km »



PAUVRE CON ! ET LE GULF STREAM, ALORS ? C'EST PAS DE L'ÉNERGIE SOLAIRE STOKÉE, FA ? ET QUI PARCOURT DES MILLIERS DE KILOMÈTRES SANS CALORIFUGE !

ET L'HIVER ?

2500 HEURES DE SOLEIL PAR AN AU LARZAC. LE LARZAC EST TRUFFÉ D'AVENS, GROTTES, etc. C'EST PARFAIT POUR STOCKER L'EAU CHAUDE SANS TROP DE FRAIS. ET C'EST DISCRET, EN PLUS.



« EN SOMME, VOUS, VOUS VOULEZ TRANSFORMER NOTRE LARZAC EN CHAUDIÈRE DE CHAUFFAGE CENTRAL ? »



« POUVEZ-PAS NOUS FOUTRE LA PAIX, NON ? »



LE BRAVE HOMME A RAISON, POURQUOI LE LARZAC DEVRAIT-IL CHAUFFER LA FRANCE À LUI TOUT SEUL ?

ÉVITER LE DÉASTRE DES MILITAIRES POUR RETOMBER SOUS L'OCCUPATION PAR LES CAPTEURS DE SOLEIL ?

À LA SEULE DIFFÉRENCE QUE DES CAPTEURS DE SOLEIL BOUZIERAIENT MOINS LE PAYS QUE LES CHARS D'ASSAUT.

CHRONIQUE DE L'ÉNERGIE SOLAIRE

RÉSUMÉ: UN MÈTRE CARRÉ EXPOSÉ AU SOLEIL FOURNIT ASSEZ D'ÉNERGIE POUR DONNER UNE DOUZAINÉ DE COUPS DE PIEDS AU CUL D'UN TYPE QUI REFUSERAIT DE CROIRE À L'ÉNERGIE SOLAIRE



LE RENDEMENT D'UNE TELLE INSTALLATION EST DÉTESTABLE.

PAR CONTRE, POUR LE CHAUFFAGE DOMESTIQUE, LE RENDEMENT EST BIEN MEILLEUR: TROIS MÈTRES CARRÉS PAR PERSONNE DANS UN ENDROIT ASSEZ SEC ET ENSOLEILLÉ SOUS NOS LATITUDES SONT SUFFISANTS POUR LE CHAUFFER TOUT L'HIVER.

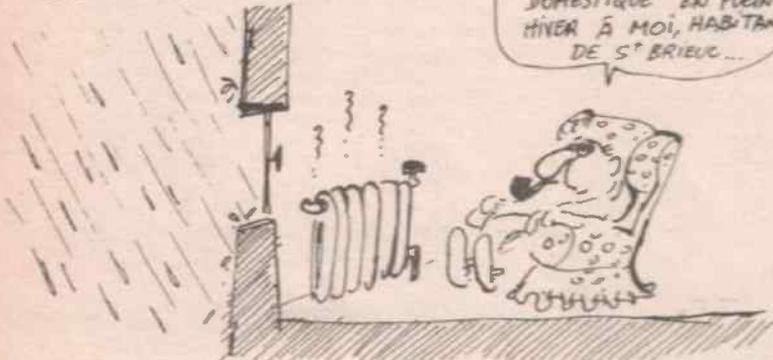
OÙ PRENDRE CES SURFACES? TIENS, LE LARZAC OU EN SOMMES-NOUS?



JUSTEMENT, SI!

À 3 m² PAR PERSONNE, 15 000 HECTARES SUFFISSENT POUR CHAUFFER 50 MILLIONS DE FRANÇAIS.

JE SERAIS UN BOUT DE SAVOIR COMMENT LE LARZAC POURRAIT ASSURER MON CHAUFFAGE DOMESTIQUE EN PLEIN HIVER À MOI, HABITANT DE S^T BRIEUC...



TRES SIMPLE, ON CHAUFFE DE L'EAU SUR LES PLATEAUX DU LARZAC ET ON L'AMÈNE EN TUYAUX CALORIFUGÉS LÀ OÙ ON EN A BESOIN.



BEAUCOUP DE TUYAUX, MAIS PLUS DE MABOUT PLUS DE G'ERNES, PLUS DE FUMÉE, etc. etc.

LES EXPERTS PARLENT:

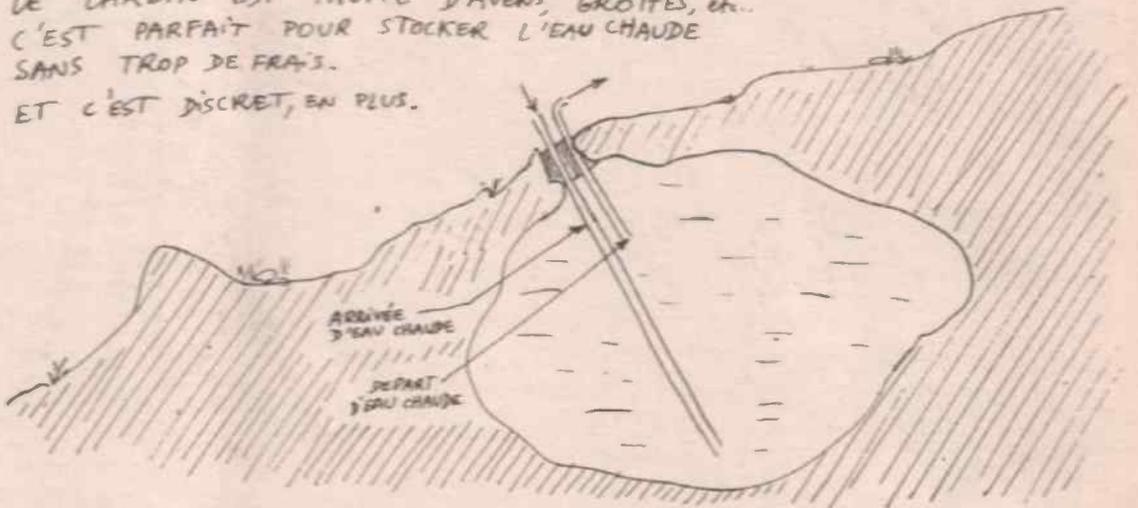
FAIRE FRANCHIR UNE TELLE DISTANCE À UN COURANT D'EAU CHAUDE?



PAUVRE CON! ET LE GULF STREAM, ALORS? C'EST PAS DE L'ÉNERGIE SOLAIRE STOCKÉE, SA? ET QUI PARCOURT DES MILLIERS DE KILOMÈTRES SANS CALORIFUGE!

ET L'HIVER?

2500 HEURES DE SOLEIL PAR AN AU LARZAC. LE LARZAC EST TRUFFÉ D'AVENS, GROTTES, etc. C'EST PARFAIT POUR STOCKER L'EAU CHAUDE SANS TROP DE FRAIS. ET C'EST DISCRET, EN PLUS.



EN SOMME, VOUS, VOUS VOULEZ TRANSFORMER NOTRE LARZAC EN CHAUDIÈRE DE CHAUFFAGE CENTRAL?



POUVEZ-PAS NOUS FOUTRE LA PAIX, NON?

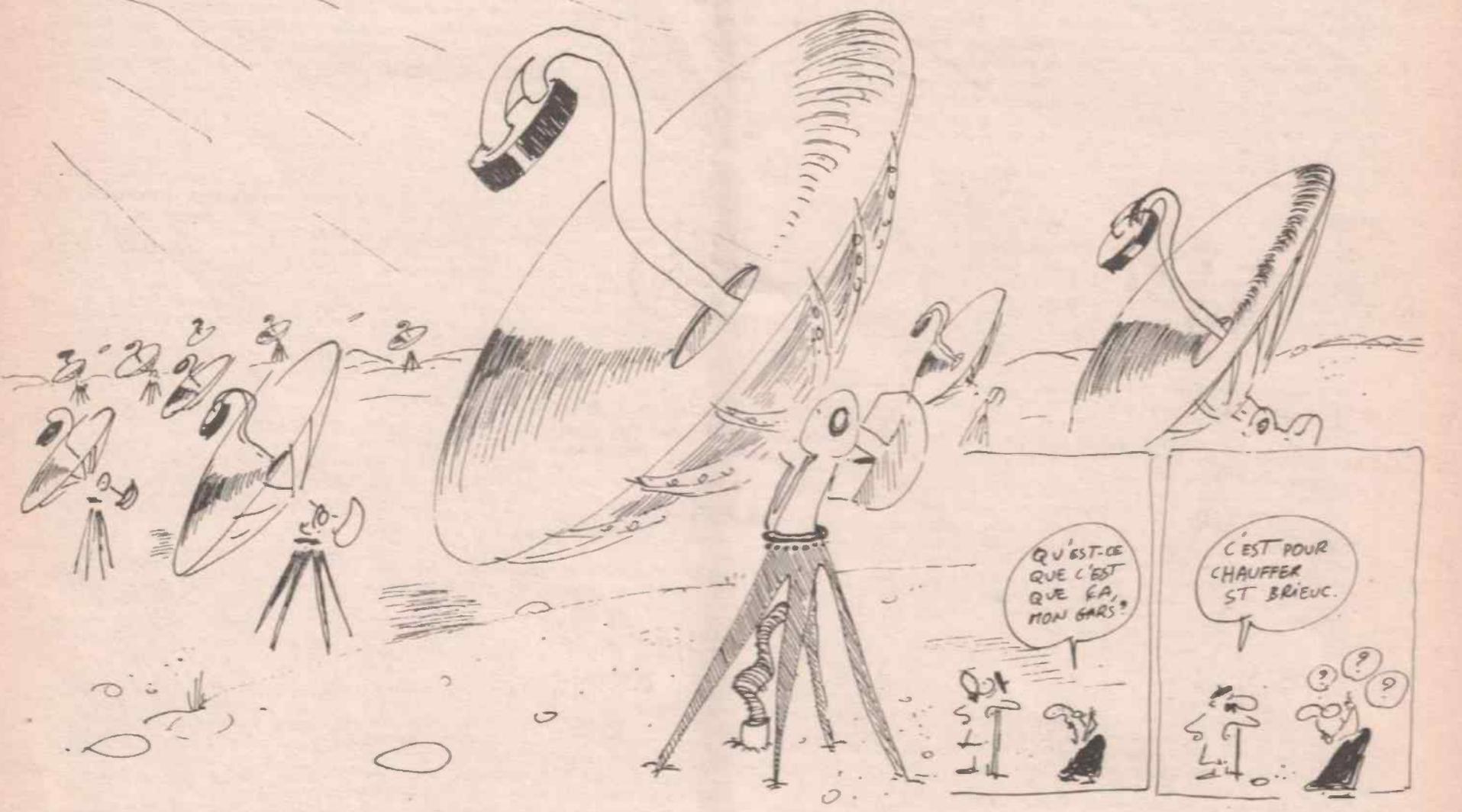
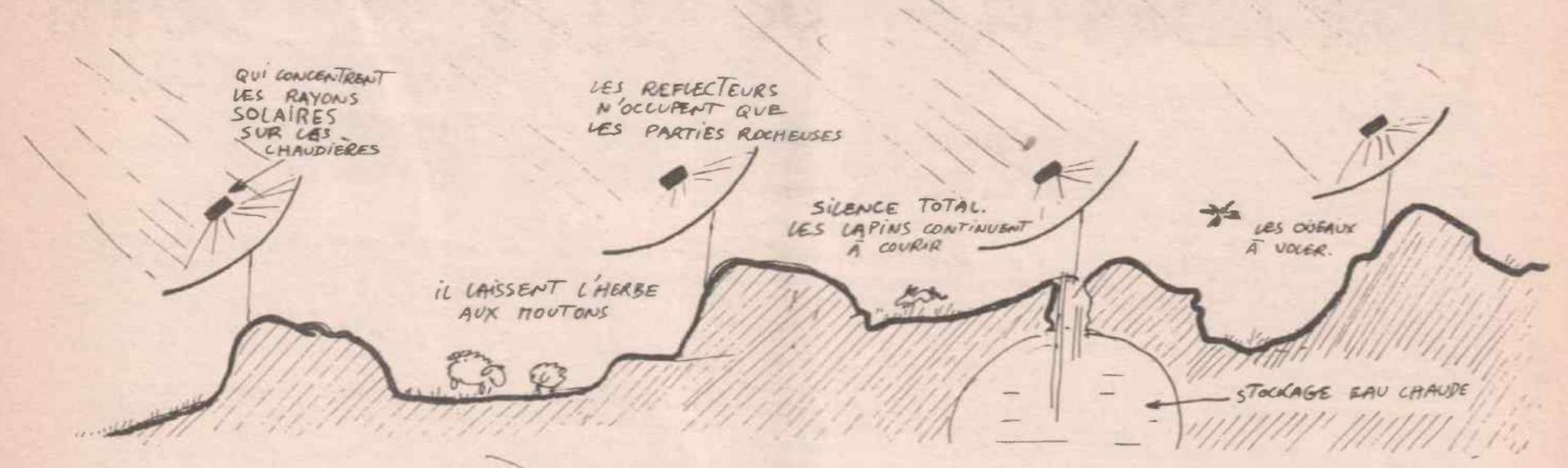


LE BRAVE HOMME A RAISON, POURQUOI LE LARZAC DEVRAIT-IL CHAUFFER LA FRANCE À LUI TOUT SEUL?

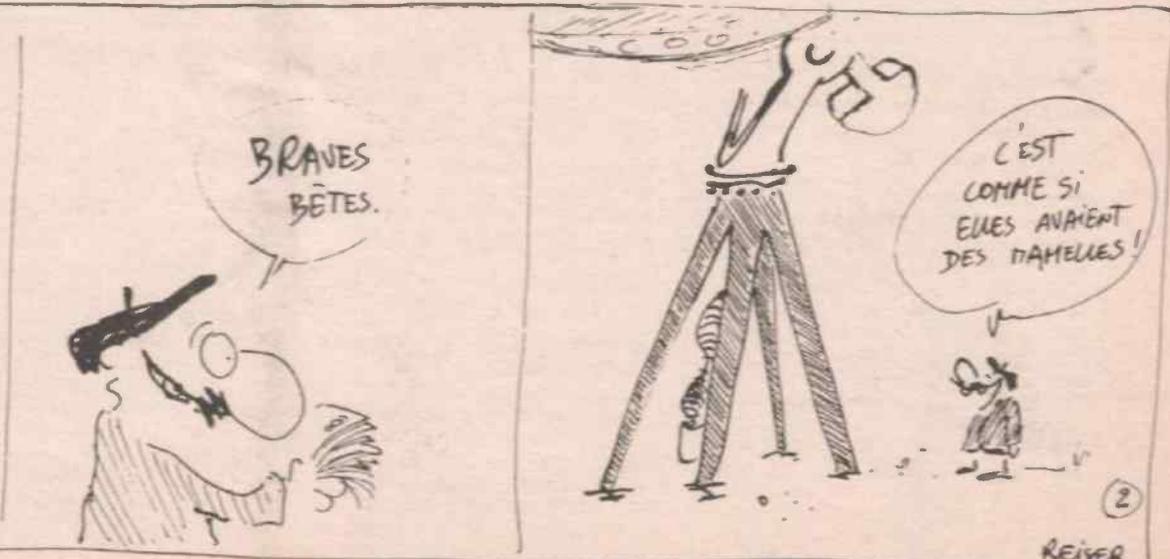
ÉVITER LE DÉSASTRE DES MILITAIRES POUR RETOMBER SOUS L'OCCUPATION PAR LES CAPTEURS DE SOLEIL?

À LA SEULE DIFFÉRENCE QUE DES CAPTEURS DE SOLEIL BOUZILLERAIENT MOINS LE PAYS QUE LES CHARS D'ASSAUT.

SI LE LARZAC NE DEVAIT CHAUFFER QUE LE QUART DE LA FRANCE,
LE QUART DU PLATEAU ^{SERAIT} OCCUPÉ PAR DES REFLECTEURS PARABOLIQUES:



ECONOMIE:
350 FRANCS (MOYENS) PAR HABITANT CHAUFFÉ, ET PAR AN.
FAUT PAS ÊTRE CHIEN, ON PEUT BIEN DONNER UN FRANC PAR AN ET PAR MÈTRE CARRÉ OCCUPÉ AU PROPRIÉTAIRE COMME DÉDOMMAGEMENT.
UN PAYSAN QUI A UN HECTARE OCCUPÉ PAR LES "ENGINS" TOUCHE: -RA DONC UN MILION ANCIEN PAR AN.



REISER

QUELQUE CHOSE D'AUTRE QUI N'A PAS ENCORE DE NOM

Pour les lecteurs de « La Gueule ouverte » qui ne seraient pas aussi lecteurs de « Charlie Hebdo » (c'est pas vrai, y en a ?), un rapide historique : aux environs du printemps dernier, j'ai eu envie, comme ça, de savoir ce qui se passait en matière d'éducation différente. J'ai écrit : « Envoyez-moi toutes informations sur ce qu'on appelle l'école parallèle ». Là-dessus, flot de lettres. Très peu — pour ne pas dire pas du tout — d'informations, mais une demande énorme : on y pensait, à l'école parallèle, et on voulait savoir. Est-ce que ça existait ? Où ?? Comment ??? Pouvait-on y participer ? Et ce genre de questions. Il m'a semblé que le problème de tous ces correspondants, apparemment désireux de faire quelque chose, était leur isolement. Je pouvais y remédier dans une certaine mesure. J'ai fait circuler les adresses et transmis une proposition de séjour-séminaire-discussion-de-groupe, etc., durant les mois d'été, dans un chalet de montagne. Je ne sais pas du tout si ce séjour, si ces multiples mises en contact, ont vraiment servi à quelque chose pour le progrès de l'école parallèle. Personne ne m'a écrit pour me faire part de projets aboutissant, ou même prenant forme. Un peu déçue peut-être, et désireuse de prendre le temps de la réflexion afin d'être sûre de ne pas m'embarquer dans un truc joyeux de petits bourgeois en rupture de bans intellectuelo-mystiques, j'ai laissé tomber pendant quelques mois. J'en ai profité pour bien réfléchir. Et

aboutir à la conclusion que l'école parallèle (on s'expliquera plus tard sur ce terme impropre) représente une recherche passionnante et révolutionnaire, qu'il faut s'y intéresser et faire en sorte qu'elle se multiplie. Tout ça pour vous dire que je raccroche. Je commence un tout petit peu à savoir m'organiser, mettre de l'ordre dans mes papiers. Reprenons la correspondance, écrivez-moi. **SUR-TOUT SI VOUS VIVEZ DÉJÀ UNE EXPERIENCE DE CE GENRE !**

N'ayez pas peur, je ne publierai aucune adresse non autorisée. Mais dites-vous bien que votre vécu, positif ou négatif, peut être exemplaire et éviter des bévues inutiles. Je voudrais, à partir de maintenant, avoir à donner aux lecteurs autre chose que mes petites réflexions, forcément limitées. Pour commencer, j'ai réuni des gens et leur ai demandé de parler. Il y avait Marie-Jo, MLF, et Roger qui tentent de mettre sur pied la future crèche du futur Centre des femmes. Il y avait Etienne, sa femme, et d'autres dont je n'ai pas entendu le nom, qui ont participé au week-end de Choisy, organisé par l'intermédiaire de « Politique Hebdo ». Il y avait Philippe, un collaborateur du bulletin « E ». Plusieurs militants du MLE, des militants du MLF, et d'autres dont je ne sais rien. Assemblée un peu disparate. Débat un peu décousu, je vous livre ce que j'en ai retenu.

LE PARI

En fait, mon magnétophone a enregistré bien plus d'idées que je ne vous transcrirai aujourd'hui. Mais je voudrais m'en tenir, pour cette fois, à faire un sort à toutes les questions préalables qui, mal envisagées pourraient justifier le découragement et le statu quo.

● **Pourquoi privilégier les questions d'éducation ?** Il ne s'agit pas là d'un choix délibéré, mais d'une réponse spontanée devant une situation pénible. Les parents, récemment débarrassés d'une certaine bonne conscience de droit divin, sont désemparés devant la personnalité, la liberté de droit de leurs enfants. Et puis ils n'ont pas envie de foutre leur même dans l'école caserne où il apprendra à se mettre en rang, à obéir, à être efficace dans un système donné et surtout à s'ennuyer méthodiquement. Mais il n'y a pas que ça. Il ne s'agit pas seulement de s'apitoyer sur le sort de l'innocent angelot, ça, le premier hypocrite sait très bien faire, ça ne mène pas loin. Il y a l'adulte lui-même, écrasé, parmi toutes ses autres tâches, par cette tâche d'éducateur dont il supporte seul les responsabilités (ce n'est pas un hasard, en particulier, si on rencontre beaucoup de mères célibataires ou divorcées au milieu de ceux qui cherchent l'école parallèle), qu'il accomplit mal parce qu'il ne s'y est pas préparé et parce que c'est un boulot trop énorme. Ras-le-bol ! Les réponses actives aux situations individuelles de ras-le-bol, c'est ce que Politique-Hebdo a appelé récemment les fronts révolutionnaires secondaires, ils ont leur importance.

● **« Ecole parallèle », qu'est-ce que ça veut dire ?** L'expression est très mal choisie et entretient l'équivoque, il faudrait l'abandonner. Je préfère, pour ma part, parler « d'éducation différente », en attendant de trouver mieux. Il ne s'agit pas du tout de fonder un nouveau type d'école, l'école étant un lieu délimité dans l'espace et dans le temps, où l'on « place », où l'on « laisse », où l'on « confie » les enfants, pendant qu'on va vaquer à ses occupations et vivre sa vie ailleurs. Ce n'est pas un nouvel aménagement du savoir à travers des « pédagogies révolutionnaires », type Freinet, Decroly ou autres. Il s'agit de trouver un *modus vivendi* qui

permet aux parents, enfants, amis, enfants d'amis, d'affronter la vie et ses problèmes ensemble. Soit dans des communautés, au sein desquelles les enfants seraient pris en charge collectivement. Soit dans une sorte de « réseau urbain », qui permettrait aux participants pas mûrs pour la communauté totale (on reparlera de ces deux tendances dans un prochain débat) de poursuivre leur vie de couple tout en mettant beaucoup de problèmes en commun, en organisant ensemble la vie avec les enfants, ou même, dans un premier temps, en ayant une participation critique à l'éducation nationale (oh ! les purs, les durs de durs, ne poussez pas de hurlements ! Je sais, cette dernière attitude peut vous paraître bien momolle. Pourtant ce n'est pas si facile, croyez-moi ! Ou, si vous ne me croyez pas, si vous ne croyez pas non plus que ça gêne le pouvoir, parlez-en aux militants MLE).

● **On fabrique des petits marginaux ?** Pas forcément. La question n'est pas : « Mon fils sera-t-il PDG, ou bien berger dans les Cévennes ? ». Mais : « Mon fils, quel que soit son choix futur d'intégration dans la société, sera-t-il un triste con cravaté et porteur d'attaché-case, ou bien un type épanoui, au mieux de ses possibilités ? ». De toute façon, quand le petit marginal aura grandi, tout aura évolué, le bac, ça ne voudra plus rien dire. Le bon élève du CES, lui aussi, il sera inadaptable. Mieux vaudra, alors, être un adulte conscient et délégué qu'un pauvre petit robot incapable d'initiative. Et puis, nous ne sommes pas là pour être timorés. Comme dit Roger : « Nous faisons tous le pari sur la globalisation des luttes parcellaires ». On s'aperçoit, comme par hasard, que les fronts secondaires se rejoignent dans leur critique de la société. Pourquoi ne se rejoindraient-ils pas, dans les faits, pour acquiescer un jour une énorme efficacité ?

● **C'est élitiste ? Et réformiste ?** Sans doute, dans une période de transition comme celle que nous vivons, une telle expérience ne peut être qu'élitiste, dans ce sens qu'elle ne sera pratiquée, au début, que par une certaine catégorie socio-culturelle. C'est pourquoi il ne saurait être question de tourner le dos d'un air indifférent à l'éducation nationale, de se désintéresser totalement des mil-

lions d'enfants de prolétaires dont la seule porte d'accès à une certaine liberté de pensée est, paradoxalement, la fréquentation de l'école publique. Quelle que soit sa forme, la recherche d'une éducation différente doit sans cesse s'accompagner d'une remise en cause de l'éducation nationale, et sur un plan plus général et plus politique de l'École avec un grand « E ». D'autre part, une fois mise en route, cette éducation différente se révélera révolutionnaire sur deux plans. Tout d'abord, c'est la rupture avec ce cercle vicieux de la transmission d'une idéologie à travers un savoir. Ensuite, par son aspect de groupe, puis de communauté, la recherche d'une éducation différente ébranlera forcément, à plus ou moins brève échéance, la famille sacrosainte, et par là, toute l'organisation économique de notre chère société capitaliste expansive. Sur ces deux points aussi, il faudra revenir longuement.

● **Mais alors, c'est parfait ? C'est facile ? Y a qu'à tout laisser tomber et à se grouper ?** Bon non, c'est loin d'être parfait et ce n'est pas facile. Ne nous gargarisons pas. Ne tombons pas dans la démagogie pro-adolescents de certain magazine qui n'a d'underground que la hauteur de la mise en pages : les autres sont vieux et laids, nous sommes jeunes et beaux, tout ce que nous entreprenons est par essence beau, sain et voué à la réussite. Non. Il y a plein de pièges, plein de dangers, on en reparlera. Les deux plus graves parmi eux, que je vois aujourd'hui sont ceux-ci : 1° Le danger de nous transformer pour de bon en marginaux isolés et inoffensifs, amonçons-nous dans nos petites communautés artisanales, nous ne faisons de mal à personne, pendant ce temps Fontanet, Edgar Faure, Debré et leurs copains feront la ronde sur les dos courbés des enfants des autres. 2° Le danger de former des coques vides dans lesquelles n'importe qui pourrait mettre n'importe quoi. Je ne parle pas seulement des têtes de gosses, en disant coques vides, mais des communautés elles-mêmes. Nous refusons un certain savoir et l'utilisation qui en est faite, mais nous ne connaissons pas d'autre savoir adapté à notre siècle, de même que nous ne savons pas très bien quelle utilisation radicalement différente nous pourrions faire de celui qui est mis à notre disposition. Nous

refusons l'idéologie dominante, mais nous répugnons à projeter les définitions d'une autre idéologie et à l'imposer à qui que ce soit. Quel terrain idéal de récupération pour celui qui saura parler mieux et plus longtemps que les autres, depuis le bon chrétien progressiste jusqu'à Manson le sanguinaire. Je gagerais que les petits malins du gouvernement sont en train de former les futurs missionnaires de communauté. C'est pour faire face à ces deux dangers que je crois à la nécessité des contacts, des échanges d'idées et d'expériences, ne restez pas isolés dans votre superbe et votre fragilité, pensez aux copains !.

(À suivre.)

Isabelle.

La MLE tient sa permanence à Paris, 73, rue Buffon, le mercredi de 18 à 20 heures. Pour avoir des contacts en province, écrire à cette même adresse.

Le CENTRE DES FEMMES devrait se créer et n'y parvient pas, faute de crédits et de local. Ça serait pourtant utile. Réunions un jeudi sur deux à 20 h 30, 8, villa du Parc-Montsouris. Envoyer correspondance, fric et titres de propriété : Centre des Femmes, FMA 370 75625-Paris, Cedex 13.

Le bulletin « E » vient de sortir son numéro deux, avec une bibliographie, un article sur les collectifs, un reportage sur Summerhill, un autre sur les rencontres de Briançon, des petites annonces, des adresses. Je ne l'ai pas encore lu, mais je sais que le premier était pas mal. Pour le recevoir, écrire provisoirement à Nicole Pénavaire, Les Longs-Prés, B3, 95-Saint-Brice, ou à CONTACT-INFORMATION, 10, rue Pellican, 75002-Paris.

Des participants au week-end de CHOISY se sont groupés. Ils ont, paraît-il, un fichier relativement ordonné, sûrement plus ordonné que le mien, et peuvent favoriser des contacts : Marie-Louise Testencire, 28, place Jules-Ferry, 92-Montrouge.

OBJET : LARZAC.

Professeur Ph. Lebreton, honte à toi,
tu discredits la biologie.

T'es vraiment de la chance qui n'habite pas
à Lyon, gros conard, sinon on serait venu
de laquer ta queue. Aberti !

Espèce de vermine mesquine et putride, misère
défective, déchet de fausse couche, coule mensuelle,
gros emulé de capitaliste bourgeois, si jamais
tu viens en Occitanie, ma parole si on le sait,
on te reboue et on te fait la peau.

La lettre que t'es envoyée à la commission
d'enquête du Larzac, c'est du vomir de vache,
des sperme de crapaud, de la salive de coprophage.

Tu mériterais qui on te coupe les couilles, tiens !

T'en a peut être pas. Ça servirait pas étonnant.

En tout cas, fais bien gaffe à ta queue. On
sait où t'es. Si t'as pas envie de recevoir une
visite inopportune ou un cotis piégé, on te conseille
de rendre publiques tes excuses, de faire ton auto-critique,
et en vitesse.

On te donne pas notre adresse, t'es tellement
chien que tu la filerais aux fies.

X

P.S. on rigole pas.

LE PIED DE LA LETTRE

Lyon, le 5-12-1972.

MM. Fournier
Prémillieu

Chers amis,

Je croyais qu'il en fallait beaucoup pour
abattre ce que je crois être mon optimisme
et ma combativité. Hier soir chez moi,
j'avais mis la dernière main au texte EDF
que vous trouverez joint. Et puis, ce matin,
en arrivant au labo, deux faits qui me dé-
montrent que la connerie sera plus forte
que tout. Je devais m'en douter depuis
quelque temps; je le sais maintenant;
peut-être l'aurai-je à nouveau oublié dans
quelque temps...

LARZAC. Je sais bien que l'ironie est une
arme lourde à manier; je sais bien que je
n'ai peut-être pas la subtilité nécessaire à
bien la manier. Mais enfin, était-il possible
de se tromper en lisant ma lettre que vous
avez publiée dans le n° 2 de G.O. ? Il faut
croire que oui, vous verrez ci-joint copie
de la lettre anonyme que j'ai trouvée ce
matin dans mon courrier. C'est grave; les
jeunes sont-ils tellement piégés par leur
haine, dont je trouve les fondements légi-
times, pour être ainsi aveuglés. Et ce ton,
même pour défendre une cause juste, est-ce
possible ? Vraiment, je viens de voir ici
surgir la connerie qui est donc la chose
du monde la mieux partagée. Comme en
politique, où j'ai toujours pensé qu'il fallait
à la fois se garder à droite et à gauche.
Encore un coup comme ça et je reprends
mes billes; après tout, je sais où il y a
encore des fleurs et des petits oiseaux, j'ai
le privilège que m'a donné l'ordre social
de pouvoir en profiter à plein temps si je le
voulais. Pourquoi ne le fais-je pas ?

Je vous demande donc un service: **publiez
cette lettre** intégralement et tirez de la
mienne ce qui vous semblera nécessaire à
dissiper ce quiproquo dont je veux bien
prendre ma part, trop loin que j'étais sans
doute de la réactivité d'écorchés des gens
du coin. Mais ma seule attente est que je
reçoive dans mon courrier une seconde
lettre anonyme, de la même écriture, qui
me dise qu'après cette chose il est possible
d'y croire encore.

Je compte sur vous pour faire quelque
chose là-dessus.

Avec mes meilleurs sentiments.

Philippe LEBRETON

P.S. — Une fraction de seconde je me suis
demandé si ce n'était pas, à son tour, un
canular. Mais non !

ATOME « PACIFIQUE »

« UNE CIVILISATION SE JUGE A SES DECHETS », Pr Louis Nuul

AVERTISSEMENT AU LECTEUR : « L'inquiétude qui se manifeste à propos de l'évacuation des déchets atomiques est absolument hors de proportion avec l'importance du problème, et il y a de fortes raisons de penser que la crainte des retombées radioactives dérive partiellement d'une association symbolique entre les déchets radioactifs et les excréments corporels. C'est sur le terrain de cette tendance à la régression que se développent les espérances et les craintes les plus profondément irrationnelles et les réactions émotives les plus exagérées. »

(Questions de santé mentale que pose l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. O.M.S. 1958.)

« Nous sommes de grands émotifs... »

Le Comité de rédaction de la « GUEULE OUVERTE » (au cours d'une interview par M. Leprince-Ringuet pour France-Inter).

FISSION, FICTION ET MYSTIFICATIONS

On aimerait pouvoir considérer que la notion d'atome pacifique a rejoint sans retour au magasin des attrape-gogos éculés, ses grandes sœurs FAMILLE, TRAVAIL, PATRIE.

NATION... Il y a des plaisanteries qui ont la vie dure...

Jamais aucun gouvernement, disait un tract, à Bugey, n'aurait consenti à de tels investissements en dehors de l'effort de guerre. C'est dur d'expliquer, des évidences. Pierre-latte, vous connaissez, Marcoule, Saclay ? Le C.E.A., commissariat à l'énergie atomique, maître d'œuvre du nucléaire en France, prodigue volontiers au grand public une documentation très bien faite sur ses activités. En voici quelques extraits :

« Lorsqu'en 1952 on a décidé de produire du plutonium militaire en quantités notables, deux ordres de problèmes se sont posés au CEA et à l'industrie : d'une part, construire de gros réacteurs : ce furent G1, puis G2 et G3 à Marcoule, qui ont permis les irradiations du combustible avec une régularité parfaite, et d'autre part, concevoir et construire une usine de plutonium entièrement télécommandée, en raison des dangers présentés par les produits de fission très radioactifs et par la toxicité du plutonium. Le fonctionnement sans défaillance de l'usine de Marcoule a permis de maîtriser cette technique très spéciale de chimie radioactive et de lancer la construction de l'usine de La Hague. Marcoule est entrée en

fonctionnement en 1958 et La Hague en 1967. » Bien. Si on ouvre une brochure que tout aussi obligeamment ELECTRICITE DE FRANCE fournit au citoyen curieux, « EDF et ENERGIE NUCLEAIRE » nous invite à admirer ses réalisations en la matière. « La France a mis en route un programme de centrales de la filière uranium naturel-

France, dispose sans partage du marché de l'uranium et donc du plutonium ? EDF n'est que l'utilisateur, le gérant du combustible. Le CEA a, de droit, le monopole du nucléaire...

Dans son livre « Pour une doctrine militaire française » (Gallimard, 1965), Maurice Bertrand écrit : « Les armes atomiques tactiques peuvent être fabriquées avec le

IL N'Y A PAS D'ATOME 'PACIFIQUE'

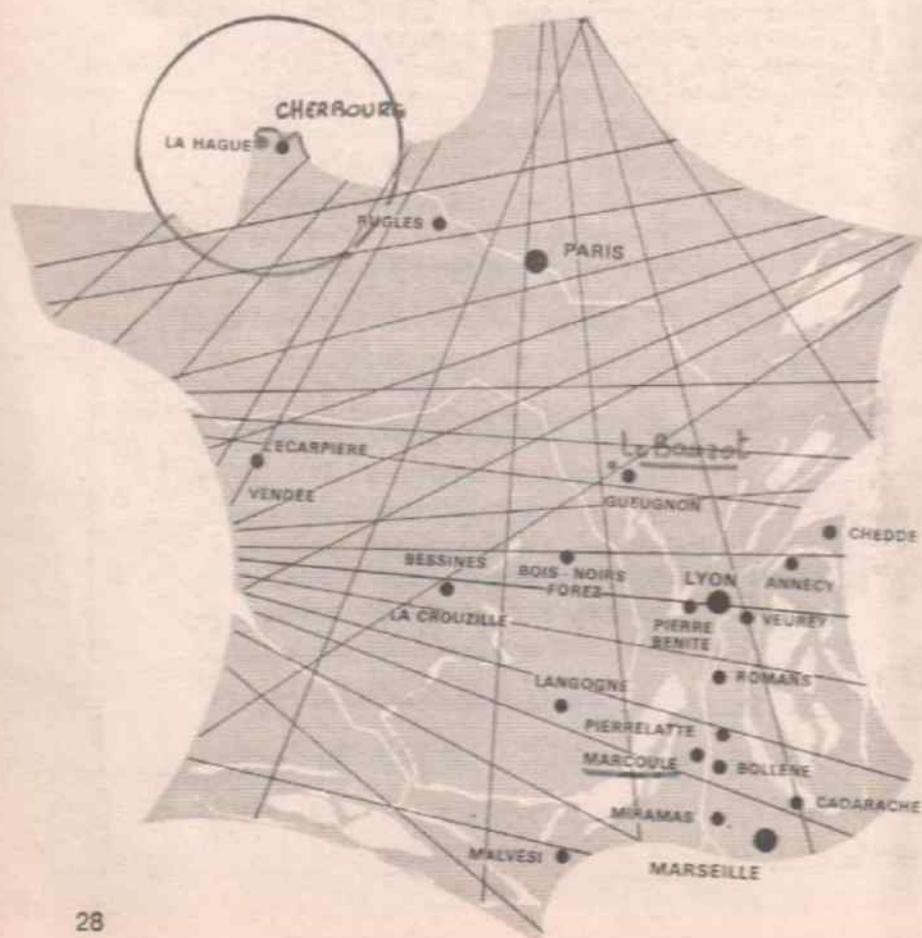
« Le programme militaire était fondé d'une part sur la production de plutonium des piles de Marcoule, ou éventuellement en cas de besoin sur celle de nos premières centrales électrogènes, d'autre part sur la production de l'uranium 235 de l'usine de séparation isotopique décidée en principe depuis 4 ans.

« Sur la scène de la politique atomique internationale deux séries d'événements se déroulent simultanément, parfois distincts mais le plus souvent imbriqués, les uns sont liés à l'existence de l'arme atomique, les autres relatifs à l'utilisation civile de l'énergie nucléaire.

« Les mêmes matières premières, les mêmes installations complexes pouvant servir indistinctement aux objectifs militaires ou aux réalisations civiles, il est normal que le développement des applications pacifiques de la fission pose des problèmes qui font partie de l'ensemble de la politique atomique mondiale. »

Bertrand GOLDSCHMIDT

« Les réalités atomiques 1939-1966 », p. 201 (Gautier)



graphite-gaz qui, achevé en 1972, totalisera 2 400 MW environ. Les premiers réacteurs G1, G2, G3, construits en France, à Marcoule... A Chinon, EDF a expérimenté... » Et le tableau qui récapitule, à la page suivante, la longue marche nucléaire de l'EDF, n'établit aucune distinction entre programme « plutinogène » et programme « électrogène ». Parce qu'il n'y a aucune raison de le faire. Qui, d'ailleurs, en

plutonium qui sera produit en quantités suffisantes par les centrales de l'EDF dans quelques années. Il n'est donc pas utile de terminer l'usine de Pierrelatte pour réaliser un tel programme. » Un autre gauchiste notoire, M. Philippe Reine, ingénieur en Génie atomique, docteur en droit, professeur au Centre national d'Etude de la protection civile, écrit dans « Armes nucléaires et fusées », volume V,

TES POUBELLES DEBORDENT

de son œuvre magistrale « Le problème atomique » :

« Pour la fabrication des engins nucléaires, on utilise du Pu 239 et non du Pu 240 qui, du fait de son instabilité, risque de modifier les conditions d'éclatement. Pour avoir du Pu 239, il faut que les barreaux d'uranium (c'est-à-dire le combustible du réacteur EDF - N.D.L.R.) aient séjourné peu de temps dans le réacteur, six mois à un an. Or, la durée moyenne de séjour des barres est normalement de trois ans. Il faut donc prévoir des **déchargements prématurés...** » Le coût du kWh nucléaire dût-il s'en ressentir...

Dans la brochure du CEA consacré au centre de La Hague, cette précision supplémentaire : ... « pouvoir fournir pour le programme militaire un complément de plutonium à partir des réacteurs EDF, UP1 (usine de plutonium n° 1, de Marcoule) ne pouvant traiter le type de combustible qu'ils utilisent » (page 8 de la brochure).

Mais il est un autre aspect qu'il faut examiner avant de s'engager plus avant dans le cycle qui nous

conduira au « préoccupant problème » des déchets. Et ce point, c'est la comédie des normes de radioprotection.

LES NORMES DE RADIOPROTECTION, C'EST LE PARAPLUIE !

On sait, on a su dès le début, que tripoter la radio-activité, c'est-à-dire la provoquer et l'utiliser, c'est très dangereux. En 1921, des radiologues britanniques fondent un « Comité britannique de protection contre les rayons X et le radium ». En 1934, ce comité devenu commission internationale, fixe une dose maximale admissible d'exposition aux rayonnements ionisants. En 1959, la C.I.P.R. (Commission internationale de protection radiologique) publie ses premières recommandations. Elles sont pessimistes. Le danger augmente du fait de la frénétique utilisation de la fission nucléaire (explosions expérimentales, réacteurs de recherche et surtout programme d'énergie nucléaire, le fameux « atome pacifique »). Parallèlement, les recherches, et notamment celles de la

LE PLUTONIUM.

« Le plutonium paraît susceptible de poser un sérieux problème de protection sanitaire. En effet, on peut prévoir que vers la fin du siècle, l'Europe occidentale produira de 200 à 300 tonnes de ce métal par an. Environ 2 à 5 tonnes ne pourraient être récupérées et seraient à gérer avec les déchets solides ou les effluents liquides à rejeter. Les meilleurs procédés d'épuration des effluents liquides laissent échapper 1 à 2 %, ce qui conduit à envisager le rejet dans le milieu de 20 à 100 kg de plutonium ».

SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR LA RADIOECOLOGIE APPLIQUEE A LA PROTECTION DE L'HOMME ET DE SON ENVIRONNEMENT. (Rome, Sept. 71.)

Le plutonium, dont un des dangers est sa particularité de prendre feu spontanément s'il est très divisé et de s'oxyder dans l'air humide, s'il est absorbé par voie pulmonaire sous forme d'aérosols d'oxyde de plutonium, provoque des cancers du poumon, et, par voie sanguine (par exemple à partir d'une plaie), des cancers des os. Mais il existe aussi sous forme soluble et peut être alors, absorbé notamment par les êtres vivants marins avalant les rejets des usines de retraitement ; suivant alors les chaînes alimentaires, il pourra parvenir jusqu'à l'homme.

Le plus grand danger du plutonium vient du fait qu'il émet spontanément des particules alpha très énergétiques. Cette activité est de 137 000 désintégrations par minute pour un milliardième de gramme de Pu 239. C'est donc un poison violent. Il est actuellement admis que la dose mortelle, fixée dans l'organisme, est de 0,7 microgramme.

Le plutonium est apparu dans notre environnement pour la première fois le 2 décembre 1942 (première fission de l'uranium, par Enrico Fermi, à Chicago). — Aujourd'hui, on évalue à 3 970 kg sa production annuelle moyenne, dans le monde (bulletin ATEN, nov.-déc. 1971). Enfin, rappelons que sa demi-vie (ou période) est de 24 000 ans. On a calculé qu'il faut attendre 20 périodes pour que l'activité d'un corps soit réduite à une valeur négligeable... Concluez vous-même !

7 kg de plutonium (c'est à peu près la production journalière de l'atelier UP 2 de La Hague) suffisent pour la fabrication d'une bombe de 20 kilotonnes semblable à celle qui a détruit Nagasaki. Ce plutonium est couramment expédié (par exemple de la Hague vers Marcoule) en containers de 25 kg, à raison de 2 ou 3 containers par emballage.



NOUVELLES DES COW-BOYS

Les Indiens ne se sentent plus, ils sortent des réserves ! Après le Larzac, des hurlements intriguants s'élèvent des vallons des Pyrénées et du Var, dont l'écho va gifler la cuirasse des chars en manœuvre. L'armée et ses chefs cow-boys, perplexes, se grattent le SCALP. PYRENEES ORIENTALES, CAPCIR, FORET DE BARRES. Le Centre national d'entraînement commandos, basé à Mont-Louis, va être transféré dans cette forêt, près de la petite station de sports d'hiver de Capcir.

Mais il semble que des expériences explosives importantes soient prévues en ce périmètre. Emoi des habitants, des communes, des maires qui voient déjà les chalets fissurés, le tourisme compromis, bref la somme de joyusetés habituelles que traîne derrière elle l'armée.

Aussi, pour prouver aux pyrénéens qu'ils n'étaient que des péquenods sans jugement, des dénigreur, des mauvais Français imbéciles, Debré et ses amis ont-ils fait appel à deux modes d'intoxication majeure : la presse et... le Centre d'études nucléaires de Grenoble.

La presse. Dépêche du Midi, 7 novembre : « ... Les communes intéressées, dont celle des Angles, ne sont pas particulièrement opposées à la venue de nouvelles unités de formation alpine qui pourraient perpétuer la tradition de respect de la montagne et de son environnement... Le ministère des Armées pense que les nuisances ne sont pas à redouter. Et c'est pourquoi, pour montrer aux municipalités qu'elles se trompent, le Centre d'études nucléaires de Grenoble va entreprendre ces expériences... » Comme dit l'espionné qu'on paye grassement pour trahir son pays : « ... Ça se passe de commentaires... »

On va quand même en faire quelques-uns.

QUI SE RESSEMBLE S'ASSEMBLE

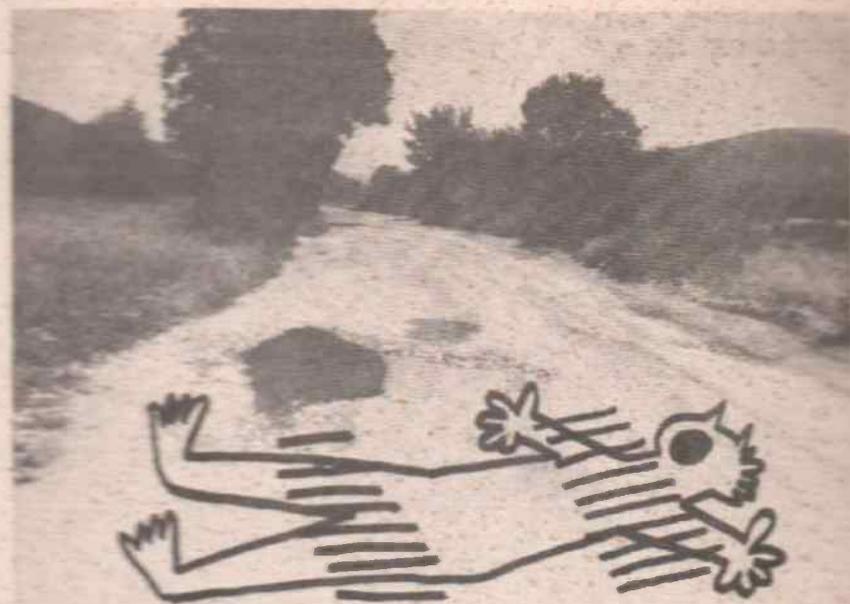
En quoi consistaient ces expériences du CENG ? Début novembre donc, il fut demandé à cet organisme qui, comme chacun le sait, est hautement dévoué à la défense

de l'Homme et de son milieu naturel, d'étudier les conséquences sismiques et acoustiques qu'auraient sur les barrages des Bouillouses, de Matemale et de Puy-Valador, sur les stations de Font-Romeu, Pyrénées 2000 et Les Angles ainsi que sur l'aéroport de Lallagone, les explosions prévues au programme d'entraînement des cow-boys.

Pour en arriver là, c'est que, vraiment, on n'entend pas se limiter aux classiques charges de rupture de TNT ou de plastic. Alors, toujours curieux et méditants, on se demande : des armes nouvelles seraient-elles appelées à être testées dans les forêts pyrénéennes ? Et pourquoi donc le CENG ? Les services du Génie militaire ne sont donc pas aptes ? Excusez, m'sieur, je pige mal.

La Dépêche du Midi, elle qui se veut depositaire de la tradition radicale et jaressienne, a tout compris. Pour La Dépêche, l'armée c'est la tradition de respect de la montagne... Qui sont les traîtres ? Et pourquoi donc, le Conseil d'administration du Parc national des Pyrénées a-t-il autorisé, le 23 juin 1971 (en violation flagrante des articles 15 et 16 du décret 67.265 du 23 mars 1967) des... prospections minières ? Pouvez-vous nous dire, messieurs les aménageurs de Territoire et de Règlement, en quoi consisteront ces « prospections » ? Vous voulez pas ? Alors, nous sommes libres de croire ce que nous reniflons : une opération malsaine, à plusieurs composantes (« naturelle » et militaire), aux dépens des pyrénéens et de leur milieu, une étape supplémentaire vers la militarisation totale de la France méridionale, cette France qui bouge où basques et occitans se demandent bien ce qu'ils vont foutre d'une telle mère indigne. Encore que l'hérédité ne soit pas prouvée et que ces gens-là s'estiment majeurs et plus que suffisamment vaccinés. Eh bien non ! On leur en remet, de la bouillie patriotarde, à coups de Dépêche du Midi et de Centre nucléaire... de Grenoble !

Et vous pouvez même plus gréver la faim dans les mosquées. Qu'est-ce qui vous reste ? Expliquez !



D'autres que vous sont dans le même cas...

CANJUERS, COUC I !...

A Canjuers, tiens, il s'en passe des choses.

« Chef, j'ai vu une plume d'indien se profiler à l'horizon, au bout du trailweg, à 1 h 30 du gros chêne qu'on a abattu hier... » Rapport du caporal Lanbda au sergent-chef de semaine. Canjuers, dans le Var, on vous l'a déjà dit mais ça ne coûte rien de répéter, c'est ce camp pour lequel l'armée promet aux « autochtones » une masse d'emplois pour n'en créer que 10 à la seule destination de militaires. A Canjuers, redisons-le, un vieux qui s'était sans doute fadé le Chemin des Dames, la Somme ou quelque chose d'approchant, à moins que ce soit la percée de Sedan, s'est suicidé. Encore un que le Patrie n'aura pas eu vivant. Tout cela pour dire que ça ne s'est pas passé tout seul.

Il y a eu beaucoup de protestations mais il y eut aussi un certain nombre de notables pour renifler le gâteau et faire passer le suppositoire. En plein reflux de Mai 68, l'écologie n'était pas encore « à la mode » et les magouilles de Grenoble en permettaient d'autres, plus graves encore...

Bref, l'armée est à Canjuers. Et que fait-elle, à Canjuers ? Ah, mes bons frères, faut vraiment tout vous dire, quelle soit, quelle rage !!!

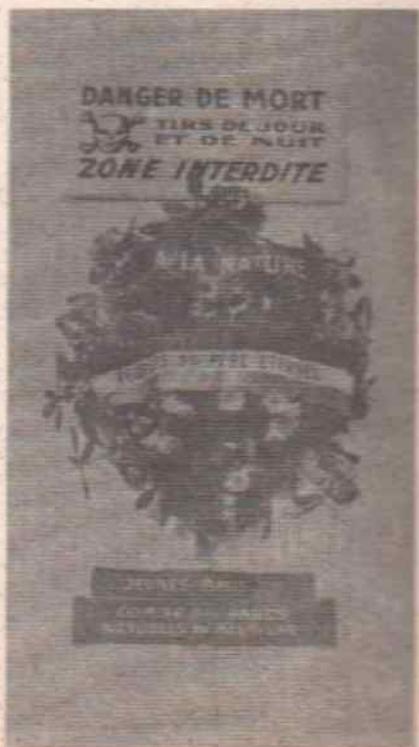
Si vous le voulez bien (de toute façon, c'est fait, c'est ça la manipulation...), on va tout reprendre à l'envers.

Le dimanche 26 novembre, à Mons, au bordure du camp, 60 fous échappés d'un peu partout, fendent neige et vent avec, dans les bras, des arbres, de mignons petits arbres. Ces fous ont entendu, de loin dans la brume, l'appel de diverses organisations de sauvegarde et viennent planter ces arbres, dix petits sapins encore tous chauds, en face des panneaux d'interdiction qu'avait semé l'armée tous les dix tours de chenille, au carrefour de la D 53 et de la N 563 (comme ça vous pourrez vérifier si

les sapins y sont toujours), devant le Domaine de Bourrigaille. Ce domaine est bien connu de l'armée. Bien qu'en dehors du camp, il reçut la visite, au mois de novembre, d'un obus déserteur lancé par un artilleur, beurré ou facétieux, allez savoir... Cela pour l'ambiance, et « la tradition de respect de la montagne ».

Les planteurs d'arbres, après avoir encore frappé, avaient très chaud et voulurent boire. « Hola, que nenni », brailla alors l'un d'eux, biologiste qui a le mérite de mettre son métier au service des autres ? Et il nous écrit « ... l'eau est polluée par les streptocoques et colibacilles dans différentes communes, en particulier à Châteaudouble, et un début de pollution à Tourtour. » Gens du Larzac, vous savez ce qui vous attend si vous vous laissez coincer !

Mais pourquoi les arbres ? Parce que, si on laisse faire l'armée, pensent les écologistes du lieu, il n'y en aura bientôt plus, sauf dans la « chasse des colonels ».



ATOME « PACIFIQUE »

biologic, démontrent que la « barre a été placée trop haut ». En l'espace d'une dizaine d'années, les doses admissibles ont été abaissées considérablement. Le tragique paradoxe est donc celui-ci : plus nous devenons prévenus contre les dangers (somatiques et surtout génétiques) des rayons ionisants, et plus, les promoteurs de l'atome se hâtent

de faire aboutir des programmes de plus en plus énormes. Je ne développe pas de dernier point, la grande presse nous en informe avec régularité ! On va voir maintenant que l'énorme problème des déchets de cette industrie risque d'être, dans les années à venir, l'impasse tragique de cette aberrante technologie.

C.I.P.R. Recommandations de la Commission Internationale de Protection Radiologique. 1962. Page 43, § 19.

En résumé, la limite proposée pour la dose génétique a été obtenue de la manière suivante : des évaluations faites par différents organismes scientifiques nationaux et internationaux indiquent qu'une dose aux gonades de 6 à 10 rems par individu, accumulée depuis la conception jusqu'à l'âge de 30 ans et provenant de toutes les sources artificielles, imposerait à la société un fardeau considérable dû au dommage génétique, mais que cette charge supplémentaire paraît acceptable et justifiable si l'on considère les avantages probablement de plus en plus grands qui résulteront de l'extension des applications pratiques de l'énergie atomique. Il existe actuellement une très grande incertitude quant à l'importance de ce « fardeau » ; c'est pourquoi il est très souhaitable de maintenir l'exposition des grandes populations à un niveau aussi bas que possible, compte tenu de la nécessité de créer des sources supplémentaires d'énergie pour faire face aux besoins de la société moderne. Une dose génétique de 10 rems à partir de toutes les sources artificielles est considérée par la plupart des généticiens comme le maximum absolu et tous préféreraient une dose plus faible. Dans certains pays, la dose génétique qui résulte des techniques médicales a été évaluée à environ 4,5 rems. Par conséquent, si la limite pour la dose génétique à partir de toutes les sources artificielles était fixée à 6 rems, l'apport de toutes les sources autres que les sources médicales serait limité dans ces pays à 1,5 rem. Il s'ensuivrait des restrictions inacceptables pour ces pays.

Donc, pour une question de nécessité pratique, la commission recommande que l'exposition à des fins médicales soit considérée à part et qu'elle soit maintenue à la valeur la plus faible compatible avec les exigences de la pratique médicale moderne...

Tenant compte de ces considérations, la commission propose une limite de 5 rems pour la dose génétique due à toutes les sources d'irradiation artificielle et à toutes les activités humaines impliquant une irradiation, à l'exception de l'irradiation à des fins médicales.

POLLUTION RADIOACTIVE ? VOUS VOULEZ RIRE, JE SUPPOSE.

« Le 20 mai 1969, j'avais écrit au rédacteur en chef de « Pollution atmosphérique », importante revue trimestrielle paraissant depuis 1958 avec le concours du Centre national de la recherche scientifique : « Je vous serais reconnaissant de m'indiquer si vous avez publié des articles sur la pollution radioactive de l'atmosphère... » Je reçus du gérant de la société de la revue la réponse suivante : « En réponse à votre lettre du 20 mai, nous vous faisons connaître que nous n'avons, à ce jour, publié dans notre revue AUCUN article relatif à la pollution radioactive de l'atmosphère... »

Jean PIGNERO. Bulletin P.R.I. N° 29. 4^e TR. 1969

D'AILLEURS, EN QUOI CELA POUVAIT-IL BIEN INTERESSER CE PEUPLE QUI, COMME LE DIT L'INEFFABLE LEPRINCE-RINGUET, EST DÉJÀ TELLEMENT EPROUVÉ DANS SA VIE QUOTIDIENNE...

Lettre du « Président » du Comité d'information et de sauvegarde BUGEY COBAYES au directeur du journal « Le Progrès de Lyon » (avril 1971) : « Je vous serais obligé de me faire connaître si votre journal a fait paraître des informations sur le projet de construction (et sur la construction elle-même) de la centrale nucléaire BUGEY 1... »

Réponse dudit directeur : « J'ai le regret de vous faire savoir que nous n'avons publié aucun article d'importance sur la centrale nucléaire BUGEY 1. Je me permets de vous conseiller de vous adresser à Monsieur X de l'Équipement E.D.F... »

Sans commentaire, s'pas ? ou plutôt si : il est curieux de constater que, à partir du moment où le comité BUGEY COBAYES commença à parler et à poser des questions gênantes sur cette centrale, les colonnes du PROGRES s'ouvrirent souvent... non pas à ses propos, mais à ceux de l'E.D.F. camouflés parfois sous des signatures de plumeaux aux ordres (sinon aux gages !).

Tu sais, Jean, moi je vois venir l'époque (nauséuse !) où aucun journal, aucune revue n'osera ignorer la pollution nucléaire. J'ai sous les yeux un « grand hebdomadaire du lundi », je sais de quoi je cause...

« Les peuples n'ont pas su que cet usage belliqueux de l'atome n'était qu'un des maillons de la chaîne nucléaire, que la nocivité et les dangers existent à des degrés divers à tous ces maillons, qu'ils sont tous solidaires, depuis l'extraction du minerai d'uranium, qui dégage du radon, gaz radio-actif, jusqu'à la gestion des effluents et des déchets radio-actifs, en passant par la séparation du métal de son minerai, son raffinage, sa préparation métallurgique, son transport jusqu'aux réacteurs, où, après son utilisation, il est à nouveau transporté, très fortement radioactif, jusqu'à une usine de retraitement, à la suite de quoi il est à nouveau transporté jusqu'à un arsenal nucléaire, cependant qu'il faut gérer les effluents et les déchets de l'usine de retraitement pendant des décennies, des siècles, des millénaires... »

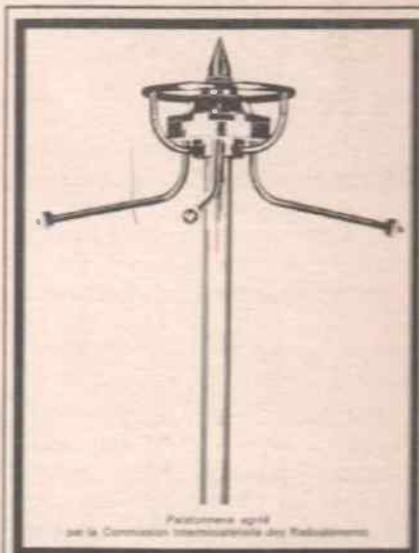
APRI. Numéro spécial Plutonium, notre hideuse mort.

VISITEZ LA HAGUE, SON USINE DE RETRAITEMENT DES COMBUSTIBLES IRRADIÉS, SON CENTRE DE STOCKAGE DES DECHETS RADIOACTIFS

Le meilleur cours de géographie étant l'examen de la carte, la poésie nécessaire à l'évocation de la sauvage beauté de cette pointe granitique battue par la mer et les vents, me faisant défaut, nous passerons sans tarder à l'aride énoncé des activités inquiétantes (oh ! combien) de ce « complexe industriel ». A noter cependant que l'usine et son « cimetière » sont situés à 20 km (par route) de Cherbourg (agglomération de 40 000 habitants) et que la population du Nord Cotentin (c'est-à-dire située dans un rayon de 60 km) est d'environ 200 000 habitants.

L'usine de retraitement, c'est, essentiellement, posés sur la lande, cernée de hautes palissades de béton et de grillage, trois « ateliers » : deux « chaînes » d'extraction de plutonium et d'uranium (At 1 et UP 2) et Elan II B qui poursuit depuis 1967 la fabrication de sources radioactives pour l'industrie et la médecine (entre autres utilisations) mais qui semble condamné à cesser sous peu ses activités. Que voulez-vous, c'est pas si rentable qu'on l'aurait cru, d'autant que les Américains nous font une concurrence... déloyale ! (et d'autant, me souffle le Pr Mollo-Mollo, que les quantités de radioéléments actuellement produites semblent nécessiter un effort de commercialisation quelque peu préoccupant !...)

Quand on se balade dans la lande, entre Jobourg et St-Germain-des-Vaux, ce qu'on en voit, de l'usine, c'est sa cheminée de 100 m de haut. Quand on se balade dans la proche banlieue de Cherbourg (Equeurdreville) ce qu'on voit, c'est un entrepôt à ciel ouvert, vaguement clos d'un grillage peu dissuasif (pour les neutrons) et ouvert aux deux extrêmes pour laisser pénétrer les convois spéciaux (fer et route). C'est là que les fûts de déchets, amenés par rail sont chargés sur des camions et transportés sans précautions particulières au centre de retraitement ou à la poubelle d'Infratome.



références

QUARANTE ANNÉES D'EXPERIENCE Plus de 50 000 installations.

UN RESEAU D'INSTALLATEURS QUALIFIES En France et à l'Étranger.



Bâtiments de l'UNESCO • Faculté de Droit d'AIKEN-PROVENCE • Tour Nibel • Gare Mairie-Montparnasse • H.L.M. La Cité Radieuse, MARSEILLE • Centre de la TV Botton-Chaumont • Observatoire de BORDEAUX • C.E.N. de CADARACHE • Poudrière de BERGERAC • Centre E.D.F. de CHOOZ • I.B.M. France • Ligne S.N.C.F. PARIS-LYON-MARSEILLE • Réseau hertzien du S.O.

(Voir liste des références FRANCE-ÉTRANGER)



HELITA PROTEGE : Maisons d'habitation, bâtiments agricoles, bureaux, églises, hôpitaux, maisons de retraite, colonies de vacances, monuments, groupes scolaires, hôtels, usines, raffineries, usines hertziennes, emetteurs, récepteurs, radars, tours de contrôle, observatoires, châteaux d'eau, silos, poudreries, dépôts de munitions ou de carburant, stades, piscines, bases de camping.

LA POUBELLE, C'EST PAS NOUS, C'EST INFRATOME (le CEA)

Créée en 1964, la société Infratome n'est d'abord qu'une division d'ingénierie chargée des effluents radioactifs de la PEC (potasses et engrais chimiques). C'est en 1969 qu'Infratome s'installe sur les douze hectares à elle cédés par la CEA, à côté du centre de retraitement (à



Les jalaises de Gréville.

propos de l'accueil par la population, voir « La Parole est au Comité contre la Pollution dans La Hague »). Elle va s'occuper de stocker les déchets de faible et moyenne activité à la cadence théoriquement prévue de 20 à 30 000 fûts (de 100 à 200 l) par an. Actuellement, quelque 120 000 fûts, ou leur équivalent, sont enterrés ou attendent de l'être. On parle de saturation proche (cinq ans, dix ans? allez savoir, compte tenu de l'actuelle fringale de kW « nécessairement nucléaires » bien sûr dont la prospective-marketing de l'EDF nous déclare affligés!). Il paraît même que l'« on » cherche un « site propice » à un nouveau cimetière quelque part dans le Sud-Est.

Ne croyez pas d'ailleurs que le cimetière de La Hague soit le pre-

mier, et le seul, en France. J'ai découvert au cours de cette enquête, que la première poubelle nucléaire avait été « aménagée » dans une ancienne mine d'uranium, au Bauzot, près de Gueugnon (Saône-et-Loire). Elle est actuellement pleine... jusqu'au couvercle. Qui la « gère »? Et comment?

Ce n'est plus non plus un mystère pour le grand public qu'à chaque centre CEA ou centrale nucléaire EDF correspond une aire de stockage de déchets de toute nature, mais radioactifs bien sûr. L'affaire

adressée aux préfets, M. FOYER, ministre de la Santé, semblait s'émouvoir du problème...

Donc, et pour ne parler que de La Hague, une société semi-privée (comme dirait la CGT) « gère » les excréments de notre glorieuse industrie nucléaire. Quand on sait que certains corps radioactifs ont une période de plusieurs centaines d'années (celle de l'uranium 235 est de 7 108 ans et celle du plutonium de 24 000 ans)!... Gardien de cimetière atomique, profession d'avenir!...



La Hague. Vue générale de l'usine de retraitement du C.E.A. L'atome pacifique, c'est propre...

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE	REPUBLIQUE FRANÇAISE
DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SANTÉ	PARIS le 3 août 1972
Sous-Direction de l'Hygiène Publique	
DGS/HP/4bnc/ 828	
LE MINISTRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE	
3	
Messieurs les CHEFS de SERVICE REGIONAUX de l'ACTION SANITAIRE et SOCIALE (pour information)	Messieurs les MEDECINS INSPECTEURS REGIONAUX de la SANTÉ (pour information)
Messieurs les DIRECTEURS DEPARTEMENTAUX de l'ACTION SANITAIRE et SOCIALE (pour exécution)	Messieurs les MEDECINS INSPECTEURS DEPARTEMENTAUX de la SANTÉ (pour information)
S/C de Messieurs les PREFETS REGIONAUX et de Messieurs les PREFETS	
<p>OBJET : Utilisation des radioéléments artificiels en sources non scellées dans le domaine biologique et médical.</p> <p>J'ai été amené à constater l'accroissement important du nombre des demandes d'autorisation de détenir et d'utiliser des radioéléments artificiels, en particulier sous forme de sources non scellées, dans les établissements en rapport avec les professions de santé.</p> <p>Cette dispersion des points d'utilisation n'est pas souhaitable, ni du point de vue des règles de sécurité, ni du point de vue d'une utilisation rationnelle des moyens, qu'il s'agisse d'actes pris en charge par la Sécurité Sociale ou d'opérations financées sur le budget de la recherche.</p>	

des fûts fissurés de Saclay vient de défrayer la chronique. J'ai bien peur d'ailleurs que le déchet atomique sous toute forme et de toute provenance soit bientôt aussi courant (ou flottant) dans les « décharges autorisées » que le sac de vinyle ou la carcasse de voiture... Que deviennent en effet les sources radio-actives ou médicales après usage? Dans une récente circulaire

La littérature nationale étant rare sur le sujet des risques atomiques, c'est à une parution américaine que nous allons demander de nous les faire entrevoir (1).

(1) Aux USA, un livre intitulé « Effets des armes nucléaires » est librement diffusé. En France, sa traduction a été faite mais est frappée de « diffusion restreinte » par le ministère des Armées. Ce n'est qu'un exemple en passant...



Une décharge peu commune, « la poubelle atomique de la France »

Au nord de La Hague, près de Cherbourg, sur un terrain de deux hectares, le dépôt de la « poubelle atomique » est constitué de 200 drums (ou barils) en acier, dont 100 sont remplis de déchets radioactifs. Il est prévu qu'il y en aura 1 200 000 dans vingt ans. D'un genre peu commun, ces drums à utilisation multiple, le terrain est réservé à leur prometteur. Au fond, le consommateur à l'énergie atomique.

« Ouest-France », 10-12-71

ATOME « PACIFIQUE »

DANGER POTENTIEL D'UN CENTRE COMME LA HAGUE

Dans un rapport présenté le 7 janvier 1972 devant le Comité d'études nucléaires du parlement de l'Etat de la Caroline du Sud, à Columbia, le professeur John GOFMAN (division de physique médicale de l'université de Berkeley) fait la critique du projet de construction de l'usine de retraitement de Barnwell. Ce complexe nucléaire représenterait, par le volume de combustibles irradiés traités, environ deux à trois fois l'usine de La Hague.

Voici quelques extraits de ce rapport : « Les déchets radioactifs de longues périodes resteront à Barn-

well durant cinq à dix ans, en supposant d'une manière optimiste (1), qu'un cimetière fédéral puisse être créé, ce dont on peut douter. Le retraitement de 5 tonnes par jour d'uranium irradié correspond aux besoins de 50 grands réacteurs nucléaires d'une capacité de production d'environ 1 000 MWe... Les produits reçus par Barnwell (et stockés sur ce site) représenteront une radio-activité égale à :

— environ quinze fois celle de tous les produits de fission résultant de toutes les explosions atmosphériques réalisées à ce jour, à la fois par les USA et par l'URSS ;

(1) En raison de l'opposition de plus en plus vigoureuse des citoyens U.S. à l'industrie nucléaire.

REJET ACCIDENTEL D'IODE 131 A L'USINE UP 2 DU CENTRE DE LA HAGUE

2-3 octobre 1968.

Remarques préliminaires

1. - L'iode 131 : c'est le radio-isotope de l'iode. Sa période nucléaire est de 8 jours environ, sa période biologique de 150 jours. « Les atomes d'iode radioactif se comportent exactement comme leurs homologues stables d'iode : ces atomes se fixent dans la glande thyroïde, et il n'y en a au bout de six mois que la moitié d'éliminés ». (Y. Chelet, ingénieur C.E.A. dans l'Energie nucléaire. Ed. du Seuil. Coll. Microcosme.)

2. - Lors du grave accident de Windscale, en Angleterre, en 1957, il y eut libération d'iode 131 en grande quantité. La consommation du lait dut être interdite pendant des jours dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres.

3. - En France, la littérature est rare sur les incidents ou accidents nucléaires. La presse n'en est pas ou très peu informée, et ce qu'elle en répercute, dans le meilleur des cas, est loin d'être représentatif de l'importance des événements. Nous n'en voulons pour preuve que l'épisode de l'incendie survenu à Bugey 1 en octobre 1971.

Le 2 octobre 1968 s'est produit à l'usine UP 2 du centre de La Hague... un rejet accidentel d'iode 131. L'activité rejetée en une dizaine d'heures n'a pas excédé 5 curies.

Le débit important de la cheminée et son diamètre rendaient l'échantillonnage de l'air sortant assez difficile.

Une station-type de contrôle des effluents gazeux a été définie. Elle comprend :

— 1 contrôleur continu d'iode (mis en place depuis l'incident).

L'ensemble de ces dispositifs permet une ventilation et un recouplement satisfaisant des activités rejetées.

(Le contrôle des rejets est complété par la surveillance de l'environnement. (Haguais-cobayes !)

En liaison avec cette surveillance est organisée la surveillance de la production laitière. Le plan de prélèvement a deux objectifs. Tout d'abord, disposer en permanence d'une information sur le « bruit de fond » de la production laitière de La Hague, permettant de détecter les évolutions et contribuant, en même temps, à la surveillance de la chaîne alimentaire du territoire national. Pour atteindre ce but, des prélèvements moyens (?) correspondant à des zones de ramassage sont effectués au niveau de la laiterie centralisatrice. D'autre part, il est nécessaire, dans l'hypothèse d'un incident, ou pour l'étude particulière d'une émission d'iode, de définir, a priori, des zones de collection d'herbage et de prélèvement de lait des vaches pâturant sur ces zones. Ces prélèvements « au pis de la vache » sont préparés par l'identification de producteur disposant d'herbages regroupés dans une seule zone, en général autour de la ferme. Ces collections d'échantillons ne font l'objet que de contrôles épisodiques et motivés (dans la suite du rapport, on peut lire que devant le caractère non « satisfaisant » des résultats de ces « collectes », on a été « conduit à revoir les modes de prélèvement et à s'adresser, malgré les risques psychologiques, directement aux coopérateurs »).

• Du 2 octobre 22 h au 3 octobre 11 h, la quantité d'iode 131 rejetée est de l'ordre de 5 curies avec une activité maxima légèrement supérieure à 10^4 c/s (curies/seconde) (1); soit 100 fois la limite admise.

Et encore ceci : il est évident qu'il est regrettable que les moyens insuffisants et les risques psychologiques aient interdit un prélèvement de la surface réceptrice sur toute sa hauteur (... ?).

Faut-il, à aussi, faire tellement de commentaires ?

Un seul, celui qui clôt le rapport officiel : « L'incident limité survenu au centre de La Hague le 2 octobre 1968 n'a eu aucune conséquence radiologique ou psychologique notable ».

(Mais induction de cancer, ou risque génétique à longue échéance ? Bof, comme dirait M. Gibret « nous ne serons plus là pour nous poser la question ! »).

(1) Un millième de Curie.

— approximativement celle qui résulterait d'une guerre nucléaire à grande échelle et qui serait ensuite abandonnée à sa décroissance naturelle et durant des dizaines d'années ;

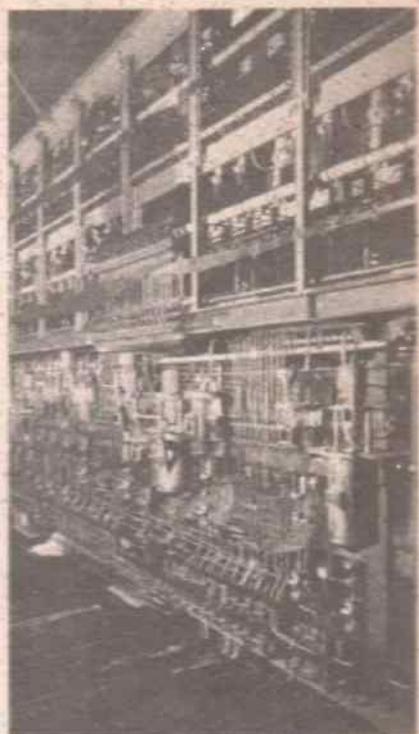
— approximativement celle des produits de longue période correspondant à 192 000 bombes d'Hiroshima et de Nagasaki ».

(Pour ce qui est de La Hague, un calcul simple, et vous avez une idée...)

« Dans l'industrie chimique, on ne peut éviter, en général, qu'environ 1 % du produit traité soit rejeté dans l'atmosphère ou dans l'eau. Quelles seraient donc les conséquences d'une émission dans l'atmosphère s'élevant à 1 % des déchets radioactifs en dépôt à Barnwell (ou à La Hague) ? »

Evacuation, dans les 24 heures, de Washington (à 750 km de distance, en supposant un vent moyen de 30 km/h) prise sous un nuage radio-actif de 160 km de rayon. Dans cette zone, chaque habitant serait susceptible de recevoir plus de 150 millirems par jour, c'est-à-dire la soi-disant dose admissible pour une année.

En supposant des « fuites » de l'ordre de 1/10 000 seulement du stock total, « les effets cumulés d'une prompt contamination du lait et des récoltes d'une semblable région, suivis à long terme par une



Atelier de retraitement des combustibles

nologique, sinon notre quiétude écologique (2) !...

(2) Bien que ce chapitre des accidents nucléaires — que ce soit au niveau d'une centrale, d'un réacteur de recherche, du transport de matières hautement radioactives, ou du cas analysé par Gofman ci-dessus — mérite un dossier spécial, nous voulons dire quelques mots de ce qui est prévu par les Pouvoirs publics. Il s'agit du fameux plan ORSEC-RAD.

« Dès 1959, un plan de défense contre

ET SI ON LES METTAIT DANS LA MER ?

Le bruit fait autour (et surtout contre) cette plaisanterie (en quatre épisodes, chaque fois clandestins : 1967, 1969, 1971, juillet 72) a contribué à sensibiliser le grand public à cet aspect de l'industrie nucléaire. Une manifestation a réuni le 5 août dernier un millier de personnes à Arcachon. La Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO) a constitué un solide dossier sur cette affaire et adressé à Monsieur Poujade (mais si, il faut le faire) lettres de protestation et listes de pétitionnaires. Il semblerait que certains pays soient résignés à abandonner cette pratique (au moins pour les déchets très radioactifs). Mais rien ne peut faire que 60 000 curies ne soient allés par le fond de l'océan... pour nous revenir sous forme de poissons ou de mollusques contaminés. Car non seulement il est notoire que certains containers aient été photographiés « baillant comme des huîtres », mais de l'aveu même des promoteurs de ce genre d'opération, les récipients sont étudiés pour laisser diffuser la radioactivité de leur contenu ; sans compter que ces mêmes « responsables » exposent sans complexes qu'il faut compter avec un certain pourcentage de fûts inéluctablement endommagés en atteignant le fond... (Agence européenne pour l'énergie nucléaire - 1967).

Il semblerait même que quelques-uns de ces containers répugnent à rester par le fond. Un pêcheur hollandais a trouvé, au large des côtes hollandaises, un fût métallique portant la mention : « Hautement radioactif » (entendu sur RTL, le 14 juin 1972, à 1 heure du matin, l'heure sinistre !).

inacceptable contamination des récoltes d'une zone de 87 000 km² (soit environ le sixième du territoire français) entraîneraient, sur le plan économique, une perte qui se chiffrerait par milliards de dollars... » En France, officiels et savants attachés au nucléaire nous rassurent sur le ton de l'absolue et définitive conviction scientifique (!) que toutes les sécurités étant assurées, rien de tout cela ne peut être imaginable, donc a fortiori, ne peut se produire. Quelle chance nous avons ! Pauvres Yankees, comme vous devez nous envier notre niveau tech-

l'irradiation et la contamination radioactive est venu compléter le plan ORSEC (classique). Il est fondé sur les 4 éventualités suivantes :

- 1) Accident survenu sur le territoire du département dans une centrale nucléaire, un établissement industriel, un laboratoire ou autre établissement.
- 2) Accident de même nature ayant son origine dans un autre département.
- 3) Accident imprévu survenant au cours du transport d'une source radioactive.
- 4) Accident ayant son origine hors du territoire national.

(A.E.I.A. n° 32, 1970.)

Bien que nous réservant de développer cela une autre fois, disons néanmoins que ce plan existe... dans les préfectures. Le simple citoyen — concerné comme tout autre — ne peut en avoir connaissance. Nous connaissons de nombreuses personnes en ayant fait la demande, en vain.

L'Océan Atlantique, Poubelle Radioactive

Le cargo britannique « Topaz » a immergé 4000 tonnes de détritiques nucléaires à 1 250 kilomètres des côtes françaises

L'AFFAIRE de l'immersion des déchets de centrales nucléaires européennes en Atlantique a désormais franchi le niveau de notre région pour devenir une affaire nationale. L'enquête menée par le ministère de l'Environnement et le communiqué émis par celui-ci dans la journée d'hier en témoignent.

Malheureusement, à peine éventée l'affaire est déjà terminée, puisque les déchets embarqués lors de deux voyages successifs du cargo britannique « Topaz » au départ de Ijmuiden (Hollande), 2 500 tonnes et de Zeebrugge (Belgique), 1 500 tonnes, ont été immergés le 8 août à 1 250 kilomètres des plus proches côtes françaises et à 750 kilomètres de la pointe N.O. de l'Espagne (46,15 degrés de latitude nord et 17,25 degrés de longitude ouest).

Ainsi, la sonnette d'alarme agitée en premier lieu dans nos colonnes par M. Guy Petit, maire de Biarritz, à la suite d'une information d'une agence étrangère l'auro été en vain. Mais notre article précédent (1), repris hier matin par une partie de la presse parisienne, aura eu au moins le mérite d'éveiller les services intéressés — malgré la période des vacances — et de susciter une mise au point.

Celle-ci fait état, en premier lieu, de l'augmentation inéluctable de ces déchets de centrales. Mais aussi du choix par les experts internationaux : l'immersion dans des conditions

radioactivité demeure faible se fera dans les fosses organiques profondes.

L'Agence européenne pour l'énergie nucléaire a mis au point dans ce sens des méthodes en vue d'une planification internationale et d'un contrôle des opérations qui ont été menées pour la première fois en 1967. Un groupe international d'experts comportant des spécialistes de l'océanographie, de la biologie marine, des pêcheries et de la protection contre les radiations, a élaboré ce plan et a conclu que les risques que ces immersions présentent, étaient négligeables compte tenu des précautions prises.

Au cours des trois opérations de 1967, 1969 et 1971, 40 000 curies environ ont été immergées dans l'Océan Atlantique à une profondeur de 3 000 mètres et à plusieurs centaines de kilomètres des côtes.

L'enquête menée par le ministère de l'Environnement — qui curieusement n'a pas pour attribution le domaine marin — précise que, même si une dispersion de radioactivité devait se produire, elle ne pourrait entraîner de dommages pour l'homme et le milieu marin en raison de la masse des océans et de leur radioactivité naturelle (100 milliards de curies).

Dans le cas de déchets radioactifs emballés, d'autres éventualités sont prises en considération, telles que la récupération des contenants par des personnes ignorant la nature de leur contenu. Ce risque est rendu négligeable par le choix d'une zone de rejet

appropriée hors des territoires de pêche, grâce à une conception adéquate des contenants utilisés et par un contrôle strict à tous les stades de l'opération.

Nous ne doutons pas que l'enquête menée par les services du ministère soit entourée de toutes les garanties officielles et scientifiques. Ce qui demeure, cependant, incontestable et les per-

sonnalités que nous avons interrogées ne se sont pas privées de nous le confirmer, c'est que :

① Selon M. Crouault, secrétaire général de la S.E.P.A.N.S.O. affiliée à la Fédération française des sociétés de protection de la nature, ce sont les isotopes les plus dangereux qui sont immergés, ceux dont la période — c'est-à-dire la durée au bout de

laquelle leur radioactivité aura diminué de moitié — est la plus longue (de dix à trente ans). Ces isotopes — ceux du krypton, du strontium ou de l'iode par exemple — ont la propriété de se fixer sur les êtres vivants plus particulièrement au niveau des os et donc de contaminer à plus ou moins longue échéance notre espèce humaine en cas de déversement dans l'élément océanique.

② La Fédération française des sociétés de protection de la nature, elle-même, attire l'attention des pouvoirs publics sur le fait que, contrairement à certaines théories, les grandes profondeurs sont soumises à toutes sortes de courants (différence de pression, de température, etc.) et que ces courants peuvent entraîner des particules libérées de leurs contenants (par rupture ou corrosion) dans des zones qui n'étaient pas prévues.

③ Il est évident que la radioactivité naturelle des mers est considérable mais elle n'a jamais été dangereuse en ce sens qu'un équilibre s'établit entre la production et la destruction de ces curies maléfiques. Il n'en va pas de même quand, dans un endroit déterminé, on introduit des ions radioactifs provenant de phénomènes chimiques.

Au demeurant, personne ne peut prévoir ce qui se passera dans « x » années lorsque, corrodés, les contenants libéreront des substances dangereuses. Et ce, d'autant plus que d'autres immersions du même genre sont

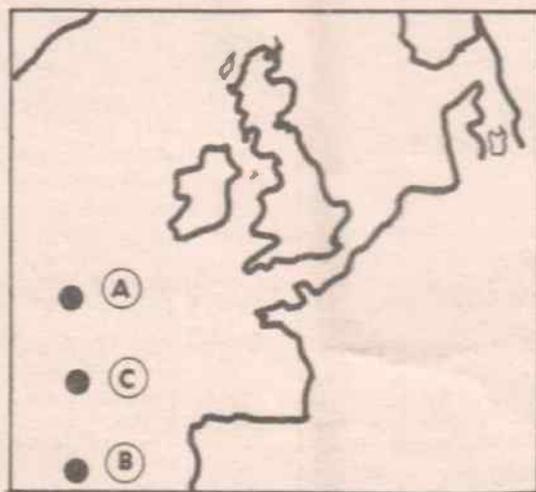
prévues dans l'avenir. (Nous en avons eu la confirmation au service spécialisé de l'O.C.D.E. qui, sous le contrôle d'une organisation internationale à laquelle appartient notre pays, couvre l'ensemble de cette opération.) Sans que rien ne soit encore arrêté, la prochaine expédition aurait lieu en 1972.

Mais la défense — a posteriori, hélas — s'organise. Des pétitions sont prévues par les municipalités côtières des Landes dont le préfet a alerté lui-même les services ministériels parisiens. M. Henri Lacoste, président de la Fédération aquitaine des syndicats d'initiatives et offices de tourisme, a adressé une lettre aux conseils de Grande-Bretagne, de Belgique, de Hollande et de Suisse pour protester contre ces immersions. Et l'opinion publique alertée obtiendra peut-être qu'à l'avenir ces déchets demeurent stockés sur terre. Mais leur neutralisation posera toujours le même problème.

Jacques BELIN.

(1) « Sud-Ouest » du 17 août.

N.D.L.R. — Cette enquête nous a permis, une fois de plus, de constater le « désert » parisien de la mi-août. Fort heureusement, en l'absence de M. Foujode, ministre de l'Environnement et des divers responsables des dossiers constitués, il s'est trouvé, à l'échelon de la direction, des secrétaires dévouées et compétentes pour nous aider à recueillir une information exacte. Nous les en remercions...



Les points d'immersion : A, opération 1967; B, opération 1969; C, opération 1971.

Et ils ont remis ça cette année !

DE QUELQUES ELEMENTS D'ENQUETE CONCERNANT LA SECURITE ET LES PROBLEMES VECUS SUR LE CENTRE

La Hague, novembre 1972.

Que pensent, que disent les « travailleurs atomiques » de La Hague ? Voici un dossier sommaire sur les

problèmes de sécurité actuels et quelques faits (publiés dans les journaux syndicaux).

Abaissement du niveau de compétence : car compression du personnel, dont le nombre est passé de 1 000 à 800 agents environ [les effectifs de protection radiologiques (S.P.R.) sont passés, de 1969 à 1972, de 94 à 67 sur le Centre

de La Hague, de 1 488 à 1 208 pour l'ensemble des centres CEA]. D'où relâchement de la sécurité, qui incombe désormais en grande partie aux travailleurs eux-mêmes (autoprotection), puisque l'on a supprimé les sections de protection radiologique dont le rôle était de veiller à l'observation des règles de sécurité. Une grève a eu lieu le 8 juin 1972 pour protester contre

ces conditions de travail, sans résultat, ainsi qu'en témoigne la déclaration faite le 21 juin, en réunion du C.C.H.S. par l'adjoint au directeur du Centre : on ne changera rien d'important d'ici à 1973, date à laquelle l'usine sera arrêtée six mois (pour la mise en place de l'unité H.A.O. (haute activité oxyde) dont la construction est en route). — Des faits : « Le 6 novembre

S.P.R. LA HAGUE

ANNEXE 4

- EFFLUENTS LIQUIDES -

Années	Activité X en Ci	Activité β en Ci	Tritium en Ci
1965 - 1966	0,156	973	/ SE
1967	0,508	2 326	/ SE
1968	1,014	3 537	/ SE
1969	0,453	2 208	/ SE
1970	0,773	8 952	1657
1971	4,054	17 323	2113
1972	1,198	3 544	616
Jusqu'en 31/05/72	8,156	39 263	4366
	dont 10 % d'autres Centres	dont 1 % d'autres Centres	dont 2.550 et d'autres Centres et arsenaux

Nota : Depuis 1966, l'autorisation de rejet en mer accordée par le Préfet de la Manche, après avis du Ministère de la Santé Publique (S.C.P.R.I.) est de 45 000 Ci β et 100 Ci X par an.

L'OCEAN POUBELLE.

Depuis 1966, ainsi que l'atteste cette note du S.P.R. de La Hague, l'autorisation de rejet en mer accordée par le préfet (mais oui !) de la MANCHE est de 45 000 curies B et 100 curies X par an. (Précisons que le curie, unité de radioactivité, est une valeur énorme, qui correspond à l'activité d'un gramme de radium, lequel subit 37 milliards de désintégrations nucléaires à la seconde). A La Hague, on « confie » les effluents radioactifs, traités ou pas (ainsi on rejette, nous dit la note, le krypton 85 à 100 %) à un collecteur qui va les cracher à 3 km au large, ou à une cheminée de 100 m de hauteur.

Mais la question qu'il faut poser avec force, compte tenu de ce qu'il est enfin reconnu qu'il n'y a pas de dose seuil, compte tenu que les phénomènes de reconcentration au long des chaînes écologiques sont maintenant bien connus et admis sans discussion dans les milieux scientifiques, la question donc est celle-ci : de quel droit Monsieur le ministre de la Santé publique (dont le préfet n'est que le porte-parole) peut-il accorder l'autorisation de rejeter telle ou telle quantité de radioactivité ? Cette « malhonnêteté » en entraînant une autre, Monsieur le directeur du centre de La Hague se croit (mais le croit-il vraiment ?) fondé à protester de son innocence : « Je n'ai rejeté encore que la moitié de ce qui m'est permis... » Ce serait une farce... si nous n'en étions pas les dindons !

ATOME « PACIFIQUE »

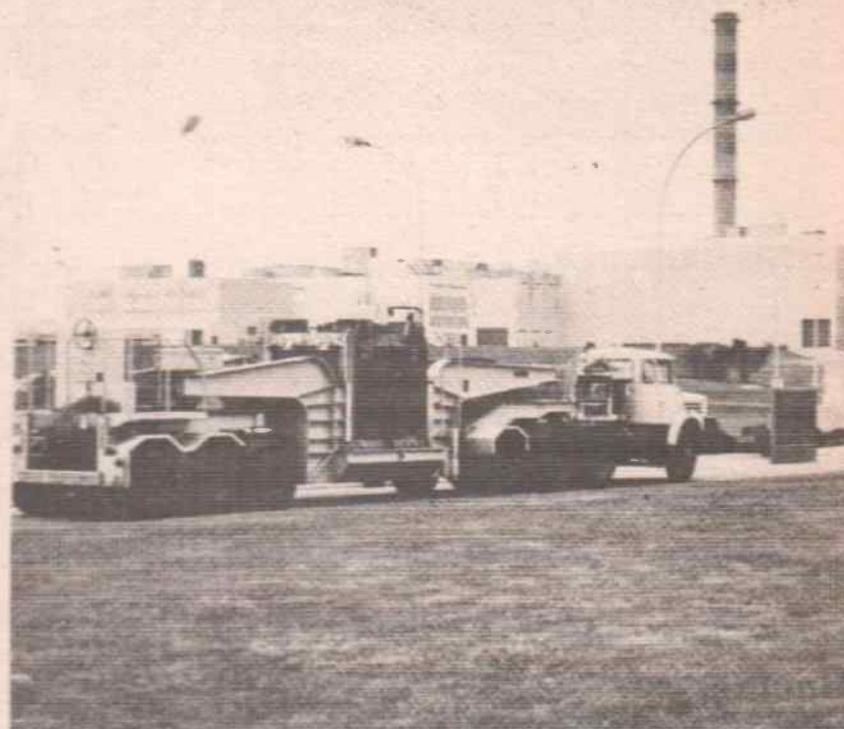
1971 : Coupure d'électricité sur tout le site (panne de secteur). Les deux groupes électrogènes refusent de démarrer. Pendant une heure et demie, pas de ventilation dans les ateliers, pas de contrôle de radio-protection, pas d'interphones... Aucune instruction n'était prévue pour un cas de ce genre. » - « Le 10 décembre 1972 : Rupture d'une canalisation de « jus actif » sur le Centre (eau ayant servi à la décontamination, donc très radioactive). Contamination de l'eau du barrage et en même temps de l'eau potable du Centre. » (Extrait de « Rayonnement », Syndicat national du personnel du C.E.A. - C.F.D.T., février 1972.)

« Depuis un an environ, les conditions de travail se sont détériorées du point de vue de la sécurité, notamment à la suite des ennuis survenus au cours des opérations de dégainage : les barreaux

exploient dans les piscines et polluent l'eau et l'air. En décembre 1971, il y a eu près de 150 contaminations internes. Des périodes de travail de trois minutes ne sont pas exceptionnelles (trop fort radio-activité ambiante). Au bâtiment MaPu, la contamination est très importante. Les irradiations des mains sont élevées (4 à 5 rads par mois en moyenne) ». (« Rayonnement », juillet 1972.)

Il va sans dire que nous pourrions étaler sur des pages cette chronique « sécurité ». Ce qu'il importe de préciser également, c'est que nous sommes au fait d'accidents graves et caractérisés (contamination et irradiation) que nous ne pouvons préciser sans risques importants pour les intéressés.

Et cela sur le seul Centre de La Hague. De semblables faits sont courants à Saclay, Marcoule, au C.E.N.G. de Grenoble.



Arrivée d'un château de transport de combustibles en provenance de Chinon.

COMMENT S'EN DEBARRASSER — TRIBULATIONS NUCLEAIRES MADE IN U.S.A.

(D'après le Dr Gerald Vick, New Scientist, 16 mars 1972)

— Aux USA, l'AEC est en retard de 5 ans sur son programme d'évacuation des déchets radioactifs. Malgré cela, elle se trouve dans l'obligation de refuser le site de Lyons (Kansas).

— Si, comme prédit, on produit, d'ici l'an 2000, 1 000 000 de MWe d'énergie nucléaire, il devient absolument impératif d'améliorer les techniques de stockage des déchets de haute activité dans les containers, pour pouvoir les stocker plus près de la surface du sol. En effet, on sait qu'il existe plusieurs radionucléides enfermés dans des containers qui ont des périodes de plusieurs milliers d'années. Il faut donc pouvoir les surveiller, en général pendant 500 000 ans, avant qu'ils ne soient devenus inoffensifs pour l'homme.

— Mais, à ce jour, les containers sont susceptibles de corrosion, de sabotage, ou d'un arrêt d'approvisionnement d'eau de refroidissement. Il se fait donc que le moyen le plus sûr semble être l'enfouissement des déchets dans des mines de sel désaffectées, à condition qu'ils soient bien emballés, et que les couches de sel soient conformes à des critères géologiques de qualité.

— Les propriétés thermiques du sel font qu'il est un excellent conducteur de la chaleur. Il pourra dès lors, plus que toute autre roche, « absorber » l'énorme chaleur dégagée par les déchets. De plus le sol se reconstitue après un accident.

— A l'époque, certains experts de l'AEC prétendaient que le site de Lyons pouvait contenir, sans danger, 270 000 millions de curies pendant une période de 1 000 000 d'années. L'OCDE et l'Allemagne de l'Ouest souscrivirent immédiatement à cette solution bénie, et on décida de faire un dépôt de déchets radioactifs dans les mines de sel de Brunswick. Malheureusement, tout ces succès n'impressionnent guère le Dr William Hambleton, directeur de la surveillance géologique du Kansas.

— En effet, il prétend que des activités minières du siècle dernier auraient ouvert de nombreux trous et cavités à travers les couches de sel. Un autre problème est celui des activités minières actuelles dans la même formation saline, où l'on utilise une méthode d'extraction hydraulique, qui dissout le sel.

— L'année dernière, les mineurs ont perdu 180 000 gallons d'eau dans la mine. Cette eau a tout simplement disparu, sans que personne ne puisse savoir où ! Il est fort probable qu'elle se soit frayé un chemin vers des strates adjacentes, par l'une et l'autre fissure.

— L'année dernière également, des mineurs ont découvert une cavité d'eau et de boue. C'était une source de pétrole abandonnée, personne ne connaissait son existence.

— Sous la pression constante du gouverneur du Kansas, R. Docking, et d'un député, J. Skubitz, l'AEC a demandé au « Kansas Geological Survey », de recommander d'autres sites. En janvier, cet organisme concluait que Lyons était sans doute le plus mauvais choix que l'AEC eût pu faire. Quelques critiques ont prétendu que ce choix avait été fait en vertu de critères économiques, la mine étant déjà creusée, on épargnait les frais de prospection et autres.

— Le nouveau site a été choisi 50 miles plus au nord. Il n'y a que les 2 000 habitants de Lyons qui soient mécontents : grâce aux déchets, ils espéraient devenir un centre commercial et touristique (!) (Argument chéri par les promoteurs, dans « Electricité » de décembre 1971.)

— Quoique l'AEC ait décidé d'abandonner Lyons, il reste néanmoins des argu-

ments d'ordre général contre les dépôts radioactifs dans le sel. En particulier, le fait qu'il n'y a que 10 000 ans qu'a disparu la dernière glaciation au Kansas. Nous ne pouvons donc garantir que le sol gardera les déchets radioactifs pendant 1 000 000 d'années. Des études de l'AEC suggèrent une marge d'érosion du sol, dans ces mines de sel, de 200 pieds pour 1 000 000 d'années.

Hambleton est sceptique et prétend que les propriétés thermiques du sel ont été calculées par des computers à deux dimensions, alors que le monde réel est à trois dimensions. Il pourrait ne pas se conformer aux chiffres donnés par l'AEC.

— L'US-AEC prévoit de mettre en exploitation un dépôt « complet », d'ici la fin de la décennie. La plupart des déchets proviennent et proviendront des usines de traitement du combustible, uranium et plutonium. Ces déchets de haute activité, sont solidifiés, calcinés et vitrifiés (insoluble dans l'eau). Certains experts européens ne sont pas convaincus de la sécurité de ces procédés. Les déchets de bas niveau (émetteurs alpha) seront enterrés séparément, car ils restent radioactifs pendant plus longtemps.

— L'AEC doit évacuer 80 000 000 de gallons de déchets liquides, stockés momentanément dans des fûts. L'AEC pense les enfouir dans d'autres couches géologiques que le sel, et cela directement sous les installations nucléaires.

Il faudra encore des années avant de connaître la décision finale.

— Les déchets solides, en containers, iront dans le sel. La température à la surface n'augmentera pas de plus de 0,1° F au-delà de la période des déchets. La température auprès des cylindres dépassera parfois 900° F. Même à ces températures-là, l'AEC croit que les déchets ne bougeront pas de plus d'une fraction de « inch » pour 1 000 000 d'années. C'est particulièrement important et délicat, puisque la chaleur et le sel vont corroder l'acier et la céramique des cylindres en moins d'un an, laissant les déchets tout à fait à nu dans le sel d'ici 60 à 100 ans.

— En cas d'accident, l'AEC doit être prête à retirer les déchets... De tels plans n'existent évidemment pas. Et lorsque l'on pose la question à l'AEC, elle répond qu'un système sera prévu lors de l'opération elle-même... Si jamais leurs estimations étaient fausses, il n'y aurait aucun moyen prévisible pour déplacer les déchets. Par contre, il est possible qu'ils se déplacent de leur emplacement original.

— Si les dépôts de déchets dans les mines de sel semblent peu réjouissants, les deux dernières solutions préconisées par l'AEC, sont considérées par certains comme relevant de la science-fiction. Mr. Schlesinger, président de l'AEC, nous le savons, préconise l'envoi des déchets vers le soleil, « où ils seront absorbés comme une goutte d'eau par la mer ». Malheureusement, reste le risque du saupoudrage de la terre.

— A. Tamplin proposa l'envoi des résidus de plutonium dans l'espace. On rejeta sa proposition, et on largua deux « générateurs » de Pu dans l'océan. Tamplin quitta le comité, dégoûté.

Autre proposition : plonger les déchets dans de profondes tranchées de l'océan, où la terre s'enfoncerait de quelques centimètres par an, en espérant que les déchets s'enfoncent dans la terre... Il y a, malheureusement, plus de chances pour que la corrosion agisse plus rapidement et que les tempêtes sous-marines dispersent les déchets radioactifs.

STOCKAGE DE DECHETS RADIO-ACTIFS DU CENTRE DE SACLAY DANS LA HAGUE

Protestation du Comité contre la pollution atomique dans La Hague

On nous prie d'insérer :

Le Comité :

— proteste avec énergie contre le transfert dans La Hague des blocs de béton fissurés contenant des déchets du Centre de Saclay (au nombre de 500 selon deux hebdomadaires).

— rappelle que ce transfert confirme La Hague, région isolée, dans sa vocation de « poubelle atomique » de toute la France ;

— comprend l'émotion et l'inquiétude des habitants de Saclay, mais se refuse à accepter que soit mise en danger la santé de nos populations locales (l'accumulation des déchets solides faiblement radioactifs et des produits de fission à l'état de boues fortement radioactives pose des problèmes de stockage qui ne sont pas résolus. Y a-t-il même une solution puisque la radioactivité est un phénomène que nul ne peut arrêter ; on ne peut qu'essayer de se protéger et les moyens qu'il faut utiliser pour une bonne protection sont si coûteux que de récents calculs américains prévoient le doublement du prix de revient du kilowatt/heure d'origine nucléaire).

— s'engage à publier des articles d'information sur l'industrie nucléaire. Nous pouvons dès maintenant signaler que nous serons en désaccord avec certains feuilletons télévisés dont tout l'art consiste à anesthésier l'opinion à l'aide de rassurants discours de nounours et d'images séduisantes venues de l'âge d'or atomique ;

— rappelle le texte de la pétition qu'il a lancée et qui demande :

- l'arrêt immédiat du stockage des déchets nucléaires à Digulleville ;
- l'arrêt du développement de l'industrie nucléaire dans notre région (atelier H.A.O.) ;
- l'information régulière du public et la publication des chiffres de radioactivité mesurés dans La Hague.

Le Comité contre la Pollution atomique dans La Hague,
Boîte postale 158, CHERBOURG.

DES DECHETS RADIOACTIFS DE TAILLE !

Dans un rapport fait au Symposium AEIA (août 1972) P. Pellerin posait la question : Que faire d'un réacteur « mis à la retraite » ?

Ce problème paraissait lointain. On nous promettait des prestations de l'ordre de 25 à 30 années.

Or, et ceci est officiel, CHINON 1, réacteur nucléaire E.D.F., de la filière URANIUM-GRAPHITE-GAZ, d'une puissance de 80 mégawatts, qui avait commencé à fonctionner en 1962, va être stoppé définitivement le 31 mars 1973, après 11 ans de fonctionnement.

Que fera-t-on de cet énorme étron de métal et de béton radioactifs ? Sera-t-il à lui tout seul un cimetière à garder, ou plutôt une stèle commémorative de notre irradiante connerie énergétique ?

EN GUISE D'EPILOGUE

Quand la DST (1) mène l'enquête.

« Au sujet de l'enquête menée actuellement sur le centre de La Hague, après ce qu'il est convenu d'appeler « l'affaire du sabotage », le Comité contre la Pollution Atomique dans La Hague nous a apporté les précisions suivantes : « Cette affaire remonte à quelques jours, après la contamination d'une bonbonne d'acide. Le responsable de l'atelier où s'est produit l'accident y a vu un acte malveillant, et la DST est intervenue parce que La Hague produit actuellement du plutonium « militaire ». Les responsables syndicaux ont été soumis à un interrogatoire. Il y a eu perquisition au domicile d'un agent intérimaire, bref, un climat policier a été créé sur le Centre. » (« La Presse de la Manche », du 6 novembre 1972.)

En fait, ce soi-disant sabotage est à l'évidence un accident dû au re-

lâchement des consignes de sécurité et à la détérioration des conditions de travail. Mais le bruit d'un sabotage, voire d'un complot, ça peut être payant dans le climat de contestation actuelle : plus payant sans doute que les opérations « portes ouvertes » ou les missions d'information auprès des élus locaux...

Quand un ingénieur CEA se confie...

Remarque préliminaire : l'anonymat est de rigueur, compte tenu de ce qui précède, et de tout ce consensus bien français de prudence (moti-

vée) vis-à-vis du pouvoir (patronat, politique, et même, pourquoi ne pas le dire, syndicat). Voir aussi la seule page du « spécial écologie » du « Nouvel Observateur » où s'exprime un ingénieur atomiste français...

« Oui, je reste au Centre, malgré tout mais je n'ai plus aucune illusion sur la « valeur » de ce que je peux y faire. J'y reste peut-être pour limiter les dégâts, aider les copains à ne pas faire trop de conneries. Ça paraît incroyable, mais c'est vrai : la radioactivité, ça ne se voit pas, ça ne se sent pas, ça ne fait pas mal, alors... Mais il est urgent que les gens sachent où tout cela nous mène. J'ai deux gosses... Mais je n'en aurai sûrement pas un troisième... Il y a des

rité sont prises. Mais pour les déchets, aucune sécurité de transport ni de manutention. Le conditionnement, ce sont des fûts de 100 à 200 litres en petite tôle noire, les moins chers possible... Demandez aux marins du « PENCHATEAU » qui a transporté des fûts vers les fosses du Portugal : le cargo complètement contaminé, décontaminé sommairement, c'était pas la peine de faire mieux, il devait transporter ensuite des céréales pour le tiers-monde ! Témoins aussi les cheminots qui voient leurs wagons revenir sans platelage ; mais a-t-on pensé que la voie ferrée était contaminée aussi, et les gars du ballast...

Quand j'entends des gens dire ici, à La Hague : on ne veut plus de



Transport de combustibles irradiés.

risques que je n'ai pas le droit de prendre ».

Quand un agent du Centre décide que ça suffit comme ça, et se reconvertisse dans une activité plus pacifique.

Même remarque que précédemment.

« Le combustible irradié, c'est de l'or puisque c'est du plutonium potentiel. Alors, pour lui, c'est sûr, toutes les garanties de sécu-

déchets atomiques chez nous, moi je dis : on n'en sortira pas ! Ce qu'il faut dire, gueuler, ce pourquoi il faut se battre, c'est pour qu'on arrête, et vite, d'en faire, des déchets atomiques. Y'a pas d'autre solution : arrêter tout ça. »

N'en déplaise à Monsieur VIANSON-PONTE, à Monsieur LE-PRINCE-RINGUET, ou à Monsieur Louis NEEL, c'est bien là que « l'écologiste de la rue » se rencontre avec les 2 200 savants du message de Menton, avec Gofman et Tamplin, Jean Rostand, Linus Pauling... et cette soixantaine d'éminents spécialistes qui après deux ans de travail, viennent de publier, aux USA un rapport de 469 pages... tous ces gens-là disent, d'une façon ou d'une autre, la même chose : « Le nucléaire nous conduit à des impasses tragiques. Il faut arrêter, il est peut-être temps... encore. »

QUI TRAVAILLE POUR L'ATOME ?

Pour le traitement des combustibles irradiés, nous retrouvons un « grand » de la chimie française, SAINT-GOBAIN NUCLEAIRE, filiale indépendante de la Compagnie de Saint-Gobain. Son expérience dans ce domaine - elle a réalisé notamment les usines de traitement des combustibles irradiés des piles G1, G2 et G3 à Marcoule, ainsi que les opérations de dégainage et de stockage - lui a assuré un prestige international qui lui a valu d'être choisi par EUROCHEMIC pour les installations similaires de MOL, en Belgique, tandis qu'elle assure la réalisation de la nouvelle usine de retraitement construite pour le CEA à La Hague...

ENTREPRISE - 9 juin 62

(Comment se partager les 100 milliards du CEA)

(1) Plus connue sous le nom de « Sûreté » du territoire.

ATOME « PACIFIQUE »

Où et comment s'informer sur les problèmes nucléaires

1. — SOURCES OFFICIELLES (mais chères) :

— Agence Internationale de l'Energie Atomique (Vienne), fait paraître des fascicules numérotés, dans la collection Sécurité - Lire plus spécialement les n° 5, 9, 14, 16, 18, 21, 24, 31.

S'adresser à OFFICE INTERNATIONAL DE DOCUMENTATION ET LIBRAIRIE, 48, rue Gay-Lussac, PARIS (5^e).

— Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Rapports techniques, et spécialement la publication n° 151 : Questions de santé mentale que pose l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. S'adresser Librairie ARNETTE, 2, rue Casimir-Delavigne, PARIS (6^e).

— O.C.D.E. — « Pratiques de gestion des déchets radioactifs en Europe occidentale. »

— « Opération d'évacuation de déchets radioactifs dans l'océan Atlantique. 1967. »

Bureau des Publications de l'O.C.D.E., 2, rue André-Pascal, PARIS (16^e) ou : P.U.F., 49, boulevard Saint-Michel, 75 - PARIS (5^e).

2. — LITTÉRATURE MILITANTE :

A.P.R.I. Jean Pignero, 12, rue des Noyers, CRISENOY, 77161 - GUIGNES.

N° spéciaux : « L'envers du décor

nucléaire. » « Plutonium, notre hideuse mort » et les bulletins P.R.I. — Abonnement : ou en adhérant à l'A.P.R.I.

3. — OU SEMI-MILITANTE :

— Radioactivité et Environnement, 1 brochure de 35 pages : Philippe LEBRETON, Université de Lyon, 43, boulevard du 11-Novembre, 69 - VILLEURBANNE.

— Pollution radio-active, brochure de Yves LE HENAFF, diffusée par Survivre et Vivre, 5, rue Thorel, 75002 - PARIS.

4. — CHEZ LE LIBRAIRE DU COIN :

— Vous n'allez pas avaler ça. Fanny DESCHAMPS, Albin Michel 1971.

— Le jugement dernier. Gordon Tattray TAYLOR, Calmann-Lévy 1970.

— La révolution biologique, du même auteur, 1972.

— Quelle terre laisserons-nous à nos enfants, Barry COMMONER, Seuil 1969.

— L'encerclement, du même auteur, Seuil 1972.

— L'heure H a-t-elle sonné pour le monde ? Ch. NOEL MARTIN, Grasset 1955.

— L'atome, guerre ou paix ? J.-Claude SOUM, Hachette 1965.

— L'aventure atomique, Bertrand GOLDSCHMIDT, Fayard 1962.

— Le problème atomique, 5 tomes, Philippe REINE, Berger-Levrault.

LISTE PAR VILLES DES ASSOCIATIONS AYANT AU MOINS PARMIS LEURS BUTS LA DENONCIATION DE L'ATOME « PACIFIQUE », OU DE L'ATOME GUERRIER OU DES E.R.S.

Signes de quelques-unes des associations citées : APRI = Ass. pour la protection contre les rayonnements ionisants ; - APRI-B = APRI-Belgique ; - AT = Les Amis de la Terre ; - C.S.F.R. = Comité de Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin ; - MPN = Mouvement Pollution Non ; - SV = Survivre... et vivre ?

- | | |
|-----------------------|--|
| 47 Agen | — S.O.S. Galfech, Emile Saphy, 15, rue du Jardin-Public. |
| 49 Angers | — MPN-Anjou, Dominique Génot, 2, rue Romarin - La Roseval. |
| 62 Arras | — AT, Robert Vanhatten, 8, rue Roger-Salengro. |
| 55 Bar-le-Duc | — Vivre en Lorraine ? - Mousse, J.-Paul Guignard, BP 105. |
| 90 Belfort | — Ass. bel. pr la prot. de la nat., BP 142. |
| 25 Besançon | — Ass. bel. pr la prot. de la nat. et de la vie, 11, r. de Dôle. |
| 68 Biederthal | — Commission Nature du Mvt Jeunes Femmes. |
| 45 Bonny/Loire | — SV-Loiret, Guy Chansieux, Maison de la Forêt, Thou. |
| 92 Boulogne-Bill. | — Union Pacifiste de France, Th. Collet, 4, rue Hoche. |
| 33 Bordeaux | — SEPANSO, Charles Durand, 14, Crs de l'Intendance. |
| 8 Braxelles | — APRI-B, M. Beaujan et M. Barzin, av. du Forum 5. |
| 53 Château-Gontier | — MPN-Mayenne, Gérard Chaussée, 5, quai Pasteur. |
| 50 Cherbourg | — Comité contre : la poll. nucl. dans La Hague, BP 156. |
| 8 Ciry | — Com. Sauv. c. : poll. rad., AM Moreaux, 137, rue du Commerce. |
| 68 Colmar | — CSFR-Colmar, Dr Herr, 10, r. du Riesling, 68 Wettolsheim. |
| 77 Créteil | — APRI, Jean Pignero. |
| 45 Dampierre en Burly | — Com. Sauv. Nat. |
| 76 Dieppe | — Groupe d'étude et d'action non violente, BP 155. |
| 38 Echirolles | — MPN-Isère, Gérard Aubert, 10, allée de Saintonge. |
| 8 Ensis | — APRI-B-Engis, C. Pasquet, 90, av. Maréchal-Foch. |
| 45 Gien | — SV, 53, rue Bernard-Palissy. |
| 33 Grailignan | — Sud-Ouest-Survie, 58, route de Léognan. |
| 67 Haguenau | — CSFR-Haguenau, Ph. Raucher, 3, rue Ste-Odile. |
| 8 Iluy | — APRI-B-Meuse, René Collard, 50, allée St-Etienne. |
| 49 Ingrandes | — APRI-Ardenne, Pierre Clouet. |
| | — APRI-Ingrandes et vallée de la Loire, Rober. « Les violentes ». |
| 68 Lagniton | — CSFR-Sudgas, Pierre Koehl, Chemin du cimetière. |
| 83 La Vallée du Var | — APRI-Sud-Est, Pierre Bressy, 114, rue Verlaine. |
| 76 Le Havre | — AT, J.-Claude Aubert, 98, rue de Fontaine-la-Mallet. |
| 72 Le Mans | — AT, Joël Riet, 12, rue René-Hatet. |
| 59 Lille-Lomme | — APRI-Nord, Danielle Chevalier, 10, rue Einstein, Lomme. |
| 56 Loriet | — C.E.B., Désièr Mérien, 13, rue du Village, Kervénanec. |
| 45 Loris | — MPN-Es-Loiret, Daniel Latour, 65, Grande-Rue. |
| 8 Louvain | — APRI-B-Louvain, W. de Boos, 85, Bogardenstraat, 3000 Louvain. |
| 69 Lyon | — APRI-Lyonnais, 28, Côte-de-l'Hermet, Ste-Foy-lès-Lyon. |
| | — AT, Marcel Giraud, 3-A, 50, rue Joliot-Curie, Lyon, 5. |
| | — Bagry-Cobayes, Les Camats, 33, rue Leynaud, Lyon 1. |
| | — Dai-Dong, 22, rue de l'Eglise. |
| | — GARM. |
| 77 Meaux | — MPN-Nord-S.-et-M., Yves Féat, Rés. Aquitaine, B 92 Meaux-Beauval. |
| 8 Mechelen | — Vereniging voor Natuurbehoud, D. Wouters, Vondelstraat 17. |
| 57 Metz | — APRI-Information, Alain Guisiano, 15-13, rue Goussel-François. |
| 40 Mimizan | — APRI-Aquitaine, Camille Larrère, villa Itzala. |
| 91 Monesson | — MPN, Région paris. J.-Luc Flat, 6, av. de la République. |
| 45 Montargis | — MPN, 12, rue du Grand-Clos. |
| 68 Mulhouse | — CSFR-Mulhouse, Mme M.A. Amstutz, 25, rue de Sauerheim à Modenheim. |
| 54 Nancy | — Vivre en Lorraine ?, Vincent Decombis, BP2044, Nancy 02. |
| 8 Noville-les-Bains | — APRI-B-Namur, P. et A. van Ozzelaer, 2, rue de la Victoire. |
| 39 Orchamps | — Rassemblement contre les pollutions de la Nature, Marcel Picard, 14, rue de la Libération. |
| 45 Orléans | — MPN Ouen-Loiret, Alain Jean, 24, allées C.-Flammarion. |
| | — Comité antinucléaire de l'UFPV, 30, rue E-Zola. |
| 44 Paimboeuf | — APRI-Loire-Atlantique, Jacques et Danielle Montagnon, 13, rue de l'Eglise. |
| 76 Papuel | — Association de défense de la vallée de Sunset, Jean Lepicard, mairie de Paluel. |
| 75 Paris | — AT 25, quai Voltaire, P 7. |
| | — CAN de Paris, Pierre et Catherine Mellet, Poste restante, P 136. |
| | — SV, 5, rue Thorel, P 2. |
| 33 Pessac | — S.O.S., 25, av. Phénix, Haut-Brion. |
| 8 Rance | — APRI-B-Charleroi, Walter Côte, 6A, rue Wastenne. |
| 84 Ransau | — Com. Inf. et Sauv. Provence, J.-Claude Leyraud, BP 2. |
| 42 Romaine | — MPN-Loire, Yvette Massard, 9, résidence A-Thomas. |
| 17 Rochefort | — APRI-Charentes, Claude Margat, 81, rue Thiers. |
| 67 Sables | — CSFR, J.-Jacques et Inge Rettig, 3, Grand-rue. |
| 18 Sain-Amand | — Com. Berry-Bourbonnais de Défense contre les pollutions et les nuisances, place Mutin. |
| 38 St-Martin d'Hères | — AT Yves Mirande, 6, square « Le Perrier ». |
| 7 Somain | — APRI-B-Liège, P. Daper 168/6/24 rue Verie. |
| 77 Souppes-Loing | — MPN Sud S & M, Joël Baillet, 13, rue E-Thoizon. |
| 67 Souzbourg | — CSFR-Strasbourg, Cath. et J.-J. Oswald, 54, rue du Lazaret, Strasbourg-Neudorf. |
| 33 Talenc | — SEPANSO, Inst. de Biol. an. Fac. sc. |
| 68 Thann | — CSFR-Thann, Jean et Maryline Arnold, 7, r. du Dr-A-Schweitzer. |
| 31 Toulouse | — Association française de zoologie, 37, rue de Metz. |
| 8 Tubize | — APRI-B-Brabant Wallon, C. Clément, 432, Chaussée de Mons. |
| 56 Vannes | — CAN Vannes, Gérard Mary, 8, rue du Port. |
| 8 Vaucelles | — Com. Sauv. Région Vaucelles et Doiches, Régine Maguin, rue Mascq 43. |
| 27 Vernon | — Groupe Survie Région Vernonnoise, Bernard Letellier, « Les Eglantines », bdt. B., appt 64. |
| 8 Wachtbeke | — Genis Actie Komitee Lee/milieu, Hubert David, Overstag 36. |

S.E.O.O.

CO. GISSARIAT A L'ENERGIE ATO. L'UE
DIRECTION DES PRODUCTIONS
CENTRE de LA HAGUE

La Hague, le 6 novembre 1977

NOTE AU PERSONNEL N° 407

Suite aux articles parus dans la presse locale du 6.11.77 il apparaît que des informations purement internes relatives à la sécurité sur le Centre ont été transmises au Comité contre la Pollution Atomique dans La Hague.

Ces informations ont été diffusées et exploitées dans le sens de l'action menée par ce Comité contre le développement de l'énergie nucléaire.

Elles ne peuvent que nuire au fonctionnement de nos installations et aux projets en cours et, par voie de conséquence au maintien de l'emploi et aux recrutements envisagés.

L'attention des agents du CEA est donc attirée sur le danger que peuvent présenter pour leur avenir de telles communications à l'extérieur.

Le Directeur du Centre

D. COUSSARD

LA PAROLE EST AU COMITE CONTRE LA POLLUTION ATOMIQUE DANS LA HAGUE

Notre Comité s'est constitué en janvier 1972 (Association loi 1901). Notre action s'est d'abord dirigée contre l'aire de stockage de 12 ha installée par le CEA et gérée par la Société INFRATOME. Ce stockage, personne n'en voulait, et les maires du coin ont le sentiment d'avoir été roulés : il a suffi qu'un seul signe l'autorisation, on ne sait trop à la suite de quelles pressions ou promesses, pour que s'installe ce cimetière d'un genre bien spécial.

technocrates de l'atome... Déjà une procédure de classement en site naturel protégé est en route...

27 mai, Jean Pignero parle à Cherbourg devant 250 à 300 personnes. La soirée est assez houleuse. On nous accuse de vouloir créer le chômage !

25 juin, réunion publique à Jobourg, village le plus proche du Centre. Deux cents ruraux y assistent, qui lancent l'idée d'une péti-

tion, laquelle recueillera 1 500 signatures avant la fin novembre.

en vingt ans un seul accident mortel en France, alors que le 26 septembre 1969, dans l'atelier « produits de fission » une canalisation de vapeur sous pression éclate et brûle grièvement deux agents qui décéderont quelques jours plus tard ; bien sûr on nous dit que les « châteaux » de 55 tonnes destinés à transporter les combustibles irradiés sont à toute épreuve, mais l'avion et les camions découpés et enterrés sur le Centre, nul ne sait

notre connaissance, si aucune prise de position officielle n'a été publiée, le sujet a été mis à l'ordre du jour au parti socialiste, à la FNSEA, à la CFDT, à la Libre Pensée, à l'École Emancipée... et dans les nombreux conseils municipaux.

La diffusion de l'information passe aussi grâce au travail de tous les adhérents au Comité (plus d'une centaine) qui se réunissent en assemblée générale une fois par trimestre, occasion d'analyser une situation plus globale que le développement du secteur de l'électronucléaire permet de caractériser. Nos conclusions partielles seraient à peu près celles-ci :

- une recherche systématique en France de rentabilité des énormes investissements militaires auxquels les derniers gouvernements ont consenti pour doter le pays de l'arme atomique ;
- un climat de compétition entre nations développées qui pousse à accélérer les décisions aventureuses pour bien se placer ;
- la mainmise des trusts sur une industrie qui va devoir rapporter à tout prix, peu importe le nombre



au juste dans quelles conditions ils ont été contaminés au point d'être irrécupérables...

Nous enregistrons avec satisfaction que des agents du CEA se décident à participer activement à nos réunions publiques et qu'ils ont demandé que les problèmes de pollution soient discutés à l'intérieur même du Centre.

Dans le courant du mois d'octobre, nous avons adressé une lettre aux conseils municipaux et à toutes les organisations syndicales, politiques, professionnelles, etc., de la région, leur demandant de discuter ce problème et de prendre position. A

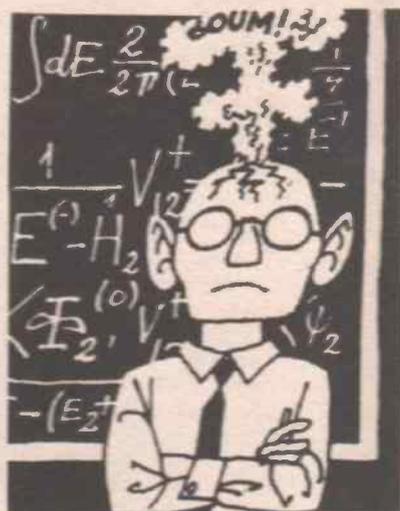
de malformés, de leucémiques ou de cancéreux qu'il en coûtera ;

● une absence de pratique démocratique dans la recherche et la production, d'où rétention de l'information, perte du sens de la finalité et pouvoir technocratique.

Et pour terminer, un projet d'assises sur le nucléaire, à Cherbourg au mois d'avril 1973. Toute personne ou organisation qui souhaiterait y participer peut prendre contact dès maintenant.

B. P. 156, 50704 - Cherbourg.
Comité contre la Pollution
atomique dans La Hague.

La minute de bon sens du professeur Mollo-Mollo



Si distrait puisse-t-il être, mon regard est attiré depuis quelques semaines par une omniprésente publicité pour le chauffage électrique qui, je ne l'ignore plus, « recrée les conditions mêmes de la vie ».

M'est-il permis de dire que ce sujet recèle à mes yeux bien des truquages et bien des dangers ? Je sais bien que le P.-D.G. d'E.D.F. n'a pas bénéficié d'une grosse formation technique ; mais ses ingénieurs ? Sans doute ont-ils appris (mais oublié ?) ce que l'on enseigne aux toutes premières heures de n'importe quel cours de physique élémentaire sous le nom de Théorème de Carnot-Clausius. Je m'explique.

D'une part la production d'une quantité donnée de chaleur par combustion chez l'usager (individuel ou, mieux encore du point de vue de la pollution et de la déperdition thermique, collectif) s'accompagne d'un rendement de transformation théoriquement total (100 %) et qui, en pratique, peut être considéré comme égal à 80 % dans les installations modernes.

D'autre part, la conversion de l'électricité en chaleur est effectivement totale chez l'usager (rendement presque égal à 100 %), ce qui confère à ce niveau à cette technique cette supériorité sur laquelle se base la propagande de Mademoiselle Hédéeffe. Mais croit-on l'utilisateur assez bête pour ne pas voir plus loin que son bouton électrique ? L'électricité arriverait-elle par quelque miracle ou cadeau du ciel ou n'aurait-il pas fallu par hasard la fabriquer quelque part ? Allons jeter là-bas quelque regard curieux.

Laissons de côté les barrages hydro-électriques et les centrales thermiques à charbon, car ces deux sources, sans être négligeables en France, y sont actuellement en bout de course

et laissent depuis des années une place croissante au fuel comme source primaire d'énergie (1). Concentrons l'examen sur ce même fuel qui, tout à l'heure, servait de combustible d'emploi thermique direct. Dans une centrale E.D.F., ce fuel sert à produire de la vapeur d'eau qui, détendue dans des turbines, alimente les alternateurs d'où provient notre courant électrique. L'eau sert ainsi de fluide mécanique en évoluant entre deux températures extrêmes : celle de la vapeur à détendre, celle des condensateurs où elle retourne à l'état liquide.

On dit — excusez le jargon —, que ce fluide évolue entre deux sources froide et chaude ; le travail mécanique est fourni par ce transfert ou cette « dénivellation » thermique.

On sait depuis un siècle (et l'on sait de manière définitive, c'est-à-dire que nul progrès technique ne viendra jamais violer cette loi scientifique) que le rendement maximum de cette opération est d'autant plus élevé que la dénivellation thermique est grande ; il faudrait que celle-ci soit infinie (ce qui est évidemment irréalisable techniquement) pour que le rendement soit de 100 %. Même en théorie le rendement d'une centrale thermique

(1) A noter la distinction fondamentale qui existe entre l'électricité et les autres formes de l'énergie (eau, charbon, pétrole, atome), à savoir l'impossibilité de son stockage. L'exception des accumulateurs (d'ailleurs chimiques et non électriques au repos) ne fait que confirmer la règle si l'on songe à leur poids important et à leur capacité dérisoire. En fait l'électricité n'est que forme transitoire de l'énergie, valable pour le transport, la transformation mécanique, l'utilisation « intelligente » de l'électronique... ce qui n'est déjà pas si mal. Bien plus, utiliser de l'électricité pour le chauffage, c'est jeter des perles aux porcs, c'est atteler un pur-sang à un tombereau chargé de sable, c'est obliger MOZART à casser des cailloux, c'est être contre le véritable progrès, celui de la qualité.

HEDEEFFE,

utilisant la vapeur surchauffée à 500° C ne peut dépasser 55 % et n'atteint même que 40 % en pratique.

Ces chiffres sont indiscutables et je pense que nul ingénieur honnête (ou, ce qui est parfois un meilleur garant de l'honnêteté, soucieux de ne pas se couvrir de ridicule) ne les ignore et ne voudrait les discuter.

Que le lecteur qui commence à trouver ces prémices un peu longuettes se rassure : les choses intéressantes vont commencer.

Comme le montre le schéma joint, si le rendement de la centrale ne dépasse pas 40 %, il devient évident, malgré l'apparent avantage du chauffage électrique, que celui-ci nécessite en fin de compte 2 fois plus de combustible ; ce gaspillage atteint un facteur supérieur à 3 fois la solution nucléaire (2). Et la pollution thermique est directement proportionnelle à ce gaspillage.

Voilà, contribuable, ce qu'Hédéeffe, se garde bien de te dire !

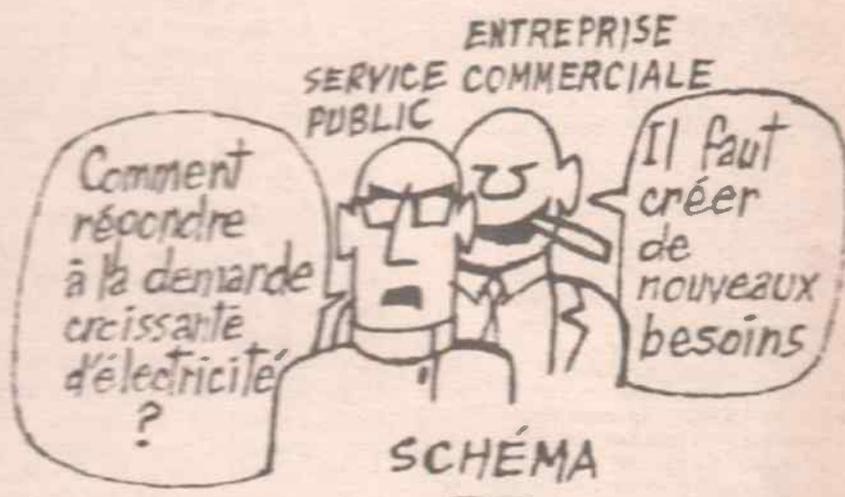
(2) La complexité des centrales nucléaires fait que le fluide chaud (gaz carbonique) ne peut être porté à très haute température, si bien que leur rendement réel dépasse difficilement 25 %.

Elle table sur son matraquage publicitaire (payé d'ailleurs de tes deniers, ce qui est le comble du capitalisme pour une entreprise « socialiste ») pour d'endormir et t'empêcher d'exercer cet esprit critique qui devient de plus en plus nécessaire en notre société de surconsommation.

Ce qui pourrait à l'extrême rigueur passer pour un petit tour de passe-passe publicitaire et commercial devient en fait une malhonnêteté intellectuelle délibérée (et je pèse mes mots) lorsqu'on ose affirmer que le chauffage électrique ne pollue pas. C'est peut-être vrai sur le lieu étroit de l'utilisation mais c'est exactement l'inverse sur le lieu de production.

Certes l'argument est que le confort humain est gagnant. Encore que cela soit faux à un niveau général, c'est tableur là sur l'égoïsme particulier : qu'il soit plus agréable de manger du caviar que du hareng saur ne prouve pas pour autant que ce soit plus économique... ni meilleur pour la santé.

Le chauffage électrique rejette en fait 2 fois plus de SO₂ dans l'atmosphère, entraîne 2 fois plus de pollution thermique, réclame 2 fois plus de forages ou de pétroliers en mer, tue 2 fois plus de



« Si l'expansion électrique a toute chance de rester vive et régulière tant qu'elle demeure gagée pour l'essentiel sur l'exploitation des marchés quasi captifs (éclairage, électrolyse, électro-ménager, force motrice industrielle et tertiaire) les risques de ralentissement deviennent notablement plus grands lorsque l'industrie électrique doit s'attaquer largement au marché des usages thermiques, marché solidement tenu actuellement par les énergies concurrentes.

Dans un tel contexte, il ne s'agit plus de fournir mais de vendre, de suivre la demande mais de la susciter ; la rapidité de la croissance dépendant alors de l'aptitude du fournisseur à relever le défi de la concurrence. »

Compte rendu d'activité 1970 EDF région Bordeaux.

LA COQUETTE SALE

vie sauvage (Torrey-Canon, vous connaissez ?) et mange 2 fois plus d'espace naturel (la raffinerie « baladeuse », vous connaissez ?). Un peu d'imagination permet de suivre l'engrenage se développant à de multiples niveaux.

NON ! Se chauffer à l'électricité n'est pas un progrès, c'est une égoïste politique d'autruche sous-tendue de truquages et de mensonges, c'est préparer à nos enfants un avenir contaminé, c'est mépriser le public comme le font si souvent les technocrates.

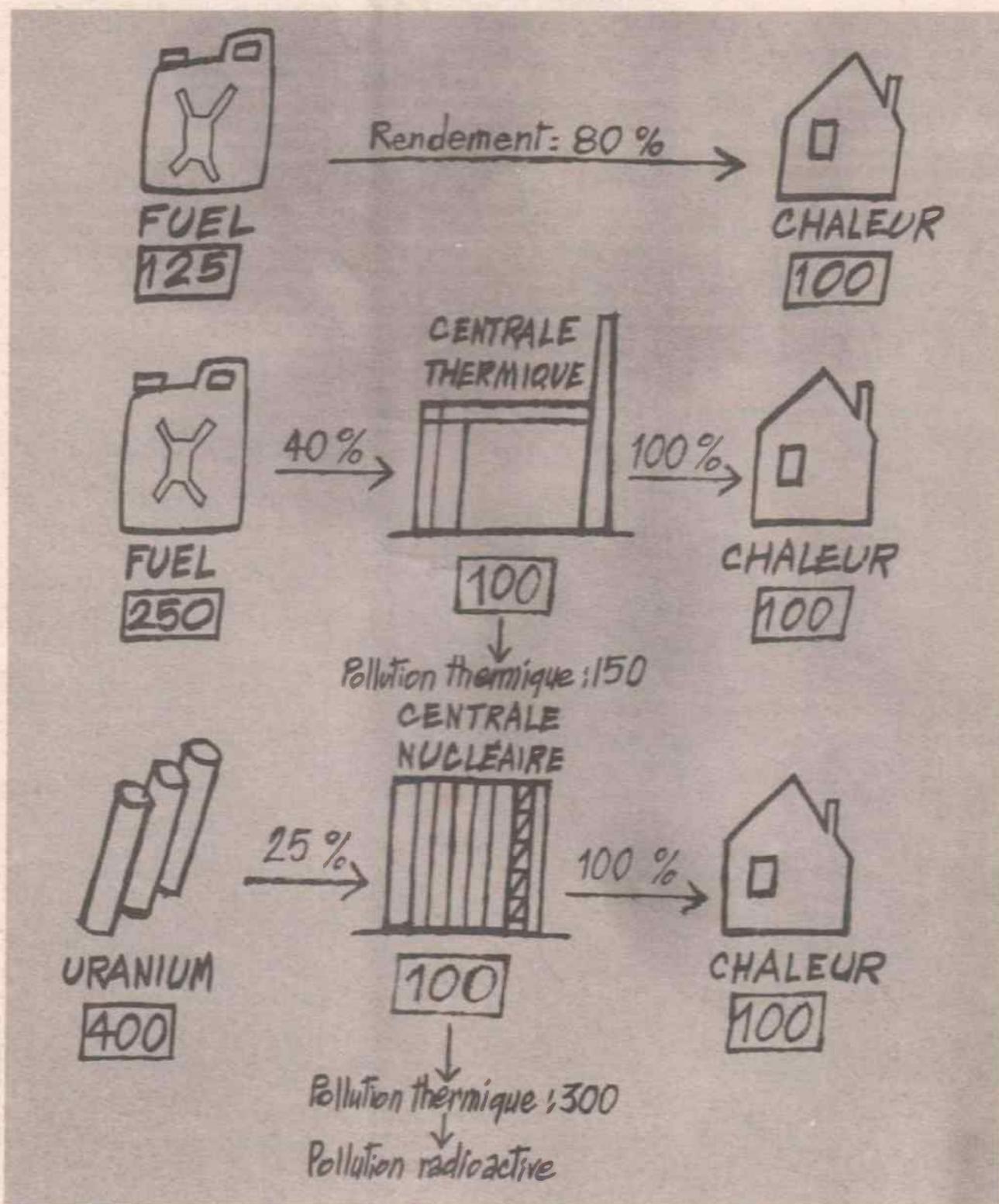
Alors, me direz-vous, pourquoi la belle Hédéeffe, bien fardée et portant haut, poursuit-elle une telle politique et met-elle la calorie électrique à un prix proche de celui de la calorie thermique ? (3).

— En raison de l'impossibilité de stockage de l'électricité (défaut sur lequel je trouve que la publicité est remarquablement muette...), Hédéeffe est tout heureuse de se débarrasser de son courant de nuit ; le prix offert est donc artificiel et gagé par le courant de jour.

— Il existe une volonté gouvernementale affirmée de donner à la France « l'indépendance nationale qu'elle mérite », aussi bien au plan militaire qu'au plan énergétique. Encore que tout ceci me paraisse bien dérisoire au niveau de la biosphère et de l'espèce, on doit être conscient de l'engrenage qui en résulte : qui dit indépendance dit atome (force de frappe, sous-marins atomiques, centrales nucléaires). Mademoiselle Hédéeffe, soumise à son protecteur, doit donc investir pour bâtir ses centrales

(3) A signaler à ce propos un autre truquage publicitaire qui consiste à cumuler les deux aspects du chauffage électrique et intégré : la déperdition calorifique, dont l'élimination est tout à fait louable, n'a rien à voir avec la source d'énergie mais seulement avec le matériel de construction. N'accordons pas à l'électricité des qualités qui ne sont pas les siennes.

Autre exemple de truquage : donner en exemple la Norvège où le chauffage électrique est la solution. C'est comparer des choses non comparables (climat) : pour produire ses kWh, la Norvège ne gaspille pas du pétrole mais utilise les ressources abondantes de son hydraulité (non polluante). Les Etats-Unis eux-mêmes sont revenus à cette solution et lui attribuent même en partie leur déséquilibre économique actuel. Serons-nous toujours en retard d'une guerre ?



nucléaires et, pour ce faire, a besoin d'argent, alors que la progression de la consommation électrique se ralentit depuis plus d'un an (4).

Il lui faut donc appâter le client pour satisfaire son infantile dynamique expansionniste et amorcer le cercle infernal : investis-

(4) Si l'on ne me croit pas, qu'on lise les lignes ci-contre dues à Monsieur Albert Robin, directeur à la Direction générale E.D.F.

sement - production - vente - investissement, d'où l'enchaînement contradictoire des sophismes : on fait de la publicité (en se cachant hypocritement derrière la notion de service public et d'intérêt général) pour pousser à la consommation et, sous l'autre masque, on présente les centrales nucléaires comme une inéluctable réponse à une demande croissante du consommateur. Vicieux, non ?

Et voilà pourquoi Mademoiselle

Hédéeffe fait depuis peu le trottoir. Méfie-toi : elle est bien fardée, mais ce n'est qu'une fois monté que tu sauras, client, qu'elle a les dessous sales ; tu auras payé, il sera trop tard.

Maintenant, lecteur, tourne le bouton électrique si tu le veux : tu es informé. Tu es désormais responsable de bien des choses, car les petits ruisseaux font les grandes rivières.

Professeur MOLLO-MOLLO

QUI GAGNERA LA GUERRE DES LIQUEURS NOIRES DE QUIMPERLÉ ?

Quimperlé, petite ville bretonne de 10 000 habitants qui, bien que située en Finistère, est en fait dans la zone d'influence de Lorient, vit depuis quelque temps, en précurseur, le « drame » de l'absurdité de la société industrielle.

Héritière des moulins à papier des siècles précédents, les papeteries de Mauduit, installées à Kérisole-en-Quimperlé, emploient 650 ouvriers, produisent 14 000 tonnes de papier par an et réalisent un chiffre d'affaires de 7 milliards an au sein du groupe américain Kimberley-Clark Corporation.

Sa production passe de 1 900 tonnes en 1947 à 14 000 en 1972 et bien évidemment la croissance continue y est plus que souhaitée pour faire « vivre » le pays de Quimperlé.

Mais à quoi sert donc le papier de l'usine de Kérisole ? Tout simplement à faire du papier à cigarettes ! 10 à 12 % de la consommation

La cellulose recherchée pour le papier est obtenue en l'éliminant par cuisson du chanvre à l'autoclave. Les déchets composés de lignines et de graisses végétales saponifiées et de certains corps chimiques, soude et sulfure de sodium notamment, constituent les fameuses liqueurs noires de Quimperlé, évacuées en cachette la nuit par le conduit à ciel ouvert qu'est la Laita, à travers la ville vers l'Océan.

Cette évacuation s'accompagne chaque jour de fortes odeurs de « chou pourri » et d'une « montagne » de mousses blanchâtres provenant des graisses végétales du chanvre transformées en savon. La direction affirme, à la suite de certains spécialistes, que pour dégrader ces liqueurs noires, il est nécessaire d'utiliser des quantités importantes d'oxygène, quantités insuffisantes en rivière notamment en période d'étiage, ce qui a provoqué des hécatombes de poissons.

Il fut question de lagunage ou de brûlage, dévouement bâtarde, criaient les uns : l'atmosphère deviendrait irrespirable en la bonne ville de Quimperlé. Alors vint l'idée du rejet en mer.

Les autorités firent bien les choses : On fit appel au C.E.R.B.O.M., fondation de la ville de N.oe, rattachée au ministère de la Santé publique et de la Population, sous la conduite du docteur Aubert et avec la participation de Le Gall, sous-directeur du collège de Franco à Concarneau. (Le dit Le Gall est aussi le président du Comité régional de l'Environnement institué par Poujade lors de la Quinzaine de l'Environnement en 1971 : Tout un programme...)

La conclusion de ces « experts scientifiques » n'est pas la même que celle de l'institut des pêches qui avait préalablement, à la suite de ses propres analyses, déclaré toxiques les rejets de l'usine de Kérisole.

Pour le C.E.R.B.O.M., l'effluent de la papeterie de Mauduit ayant subi un pré-traitement, effectué par l'entreprise, consistant en un mélange intime de ses différents constituants, n'est pas nocif pour le milieu marin. Il constitue au contraire, un supplément nutritionnel pour la faune marine, excepté bien sûr pour les truites et saumons qui crevaient en Laita. Mais cela ne provenait pas des liqueurs noires, les spécialistes l'affirment, mais du manque d'oxygène !!!

CEUX QUI PARLENT...

Après ces affirmations du C.E.R.B.O.M., ce fut le début de la grande « mêlée » quimperloise.

Du côté des Papeteries, le comité d'entreprise déclarait que le rejet en mer était la solution miracle qui permettait de sauvegarder l'outil de travail. Cette collaboration inattendue ouvriers-patron était la meilleure caution que pouvait souhaiter Baronnat, le directeur de l'usine. Les ouvriers véritablement « traumatisés » par leurs syndicats se mettent à propager fébrilement leurs arguments scientifiques, difficilement crédibles par un homme de bon sens. Une campagne de presse locale, favorable au rejet en mer aidant, ils recueillent 16 400 signatures favorables au rejet en mer.

Ils recherchent et obtiennent l'appui de tous ceux qui ont intérêt à Quimperlé, à se débarrasser de ces déchets encombrants. Le Comité de la Foire-Exposition de Quimperlé, l'Association de pêche et de pisciculture de Quimperlé (et oui, les effluents nutritifs bien sûr, mais pour les poissons marins !), l'Association familiale de Quimperlé, le Syndicat d'initiative de Quimperlé, Quimperlé-Promotion, le Comité des fêtes de Quimperlé, le Club soroptimiste de Lorient-Quim-

perlé, et le Rotary-Club de Quimperlé... Unanimité ? Presque...

En face, un groupe de pelés, de galeux, d'indécrottables défenseurs de l'Environnement réunis dans un comité de l'environnement de Quimperlé et de sa région se démènent comme de beaux diables.

Campagne d'affiches pour affirmer la grossièreté de l'argument — déchets nutritifs —. Mais ce comité, très suivi il y a quelques mois pour demander la cessation de la pollution de Quimperlé, se voit quelque peu délaissé par la population subjuguée par l'argumentation des Experts Scientifiques.

Venant au secours de ce comité, un autre Comité de défense du littoral du Sud-Finistère, formé de notables ayant pignon sur l'Océan et qui sont eux, hostiles au rejet en mer. Ils ne sont pas si sûrs (leurs intérêts électoraux le leur suggèrent le cas échéant) de la non nocivité des effluents de Mauduit qui doivent être évacués à 3,6 km seulement de la côte en pleine frayère à crevettes, disent certains connaisseurs. Cela fera des crevettes « surnourries ».

Ce comité a reçu une lettre de soutien de l'explorateur Paul-Emile Victor, le défenseur de la Nature « supporté » par les apéritifs bien connus.

L'argument du Comité de défense du littoral est qu'il y aurait dans les effluents, outre la lignine et les matières grasses végétales saponifiées, du tannin, du phénol, et d'autres matières qui seraient cancérigènes.

Voilà où en sont les opposants connus. En réalité, l'affaire est plus complexe ; jamais sans doute, la Direction de l'usine et le Comité d'entreprise ne se seraient souciés



mondiale et la moitié des besoins de la S.E.I.T.A. qui représentent 15 % de la production annuelle de l'usine.

La matière première utilisée pour la fabrication de ce papier est du chanvre en partie produit en Bretagne.

LA POLLUTION DE LA LAITA

Mais voilà, la fabrication de ce papier à cigarettes ne va pas sans inconvénients : elle pollue la Laita. La Laita est la rivière qui joint Quimperlé à l'Océan Atlantique sur un parcours d'une quinzaine de kilomètres. Techniquement, il est nécessaire d'élaborer à partir du chanvre la pâte à papier sur place, celle-ci spécifique pour le papier à cigarette existe peu sur le marché.

LE CONFLIT DES « LIQUEURS NOIRES »

Depuis longtemps, la société de pêche locale dénonçait cette situation, s'alliant aux commerçants vendeurs de tourisme, et aux habitants indisposés pour demander l'arrêt de la pollution de Quimperlé et de sa région. En face, la Direction de l'usine faisait la sourde oreille, se faisant un rempart du comité d'entreprise qui criait à la défense inconditionnelle de l'emploi.

Tout le monde criant en même temps, cela faisait beaucoup de bruit à Quimperlé. Finalement, l'autorité préfectorale semblait découvrir la chose et proposait de se réunir. Des tables rondes, il y en eût beaucoup, pour pas grand-chose.

ON SE MOQUE DE NOUS !

Qui nous fera croire que des résidus des Papeteries sont des aliments pour Poissons ?

Qui a intérêt à ce que le rejet en mer soit accepté ?

PERSONNE !

A part les Directions des Usines

Nous, Habitants du Littoral disons

NON AU REJET EN MER

La MER n'est pas une POUBELLE !

(COUSTEAU)

de la solution (s'il en existe une ?) à apporter aux nuisances que leur « travail » ou « profit » occasionne alentours.

Quelques arguments sonnants les y ont aidés. En effet, la taxe « pollution » redevable par cette entreprise ne cesse de progresser passant de 40 000 F en 1969 à... 1 100 000 F en 1973 : c'est l'asphyxie financière à court terme déclare le directeur de l'usine.

Certains Quimperlois « éclairés » vont plus loin dans leur analyse. La

LA POLLUTION

Camion-citerne renversé :
Par l'Orne, le poison gagne la côte : interdictions de pêche à pied et de pêche en mer.

Caen — Jeudi, vers 6 h, un camion transportant 20 000 litres de métapara-crésol, produit très toxique à base de phénol, ratait un virage à Thury-Harcourt. Le liquide se déversait dans l'Orne tuant 3 000 truites, carpes et saumons d'une pisciculture voisine et des milliers de poissons de la rivière. Ce produit toxique atteignait hier soir la mer. Ne connaissant pas le « comportement » de ce dérivé du phénol et ce n'est son invraisemblable toxicité, le préfet du Calvados interdisait la pêche à pied de Honfleur à Courseulles, la pêche en mer, de Luc à Houlgate. En outre, il défendait de manipuler, consommer ou vendre les poissons ou autres animaux susceptibles d'être « pollués ».

brusque offensive de l'entreprise de papeteries de Mauduit proviendrait de la nécessité de redorer son image de marque dans la région.

En demandant le rejet en mer, appuyé sur des arguments « scientifiques » elle met dans l'embarras les opposants « gens de mer » peu disposés à se laisser faire. Si le préfet, estimant ces Quimperlois, refuse le rejet en mer, sous la forte pression des gens de la côte, qui d'ailleurs feront des difficultés énormes pour le passage de la canalisation dont le prix n'est pas mince : 1 400 millions, les papeteries de Mauduit pourront « haut le pied » continuer à polluer confortablement toute la vallée de la Laita. Exagération ? L'avenir le dira. En tout cas, il est curieux de constater que les notables, ceux de Quimperlé ou de la côte, sont partisans de la solution qui « arrange » leurs électeurs. Où est l'objectivité dans une telle confrontation ?

Seul, le faible Comité pour la défense de l'Environnement de Quimperlé et sa région semble poursuivre le combat du pot de terre contre le pot de fer.

ET CEUX QUI SE TAISENT...

Tout d'abord, au niveau des associations protectrices de la nature. Une association pour la protection du saumon vient, avec la collaboration de la Chambre de commerce du Morbihan, de publier une plaquette sur la promotion du saumon en Bretagne : Silence, ne gênons pas nos amis industriels... ou pêcheurs (unis cette fois) de Quimperlé.

Une Union régionale de l'environnement vient de se créer aussi, plus ou moins patronnée par certains pouvoirs officiels : Silence, la parole est aux experts scientifiques. Les syndicats sont en désaccord. Ceux des ouvriers de l'entreprise et ceux des gens de mer. Le syndicalisme est-il aussi « caméléon » que l'attitude des notables. Quant aux partis politiques ? Prudence ! Une cellule communiste a pris position pour le rejet, en solidarité avec la défense de l'emploi : il faut savoir reconnaître sa « classe » de soutien.

Pas de prise de position des partis de gauche, « on » passe son temps à expliquer la miraculeuse valeur du programme commun. Votez utile, après il n'y aura plus de pollution. Et pourtant...

UN PROBLEME DE POLITIQUE ECOLOGIQUE

Il est navrant de voir des populations dupées par des arguments fallacieux.

Nature et Vie, mouvement écologique indépendant, est intervenu pour faire connaître l'opinion de ses membres.

Tout d'abord il est difficile d'admettre la thèse des experts scientifiques sur la non nocivité des effluents, il est encore plus aberrant de les suivre lorsqu'ils affirment — de qui se moque-t-on ? que ces effluents sont nutritifs pour la faune marine (pour alors ne pas demander une rétribution pour nourrir les poissons marins ?).

Il y a trop d'exemples où les scientifiques se sont prêtés à des conclusions « arrangées » (déchets radioactifs en golfe de Gascogne) pour ne pas être méfiant.

D'autre part, il faut reconnaître que les initiatives de productions industrielles ont été effectuées par le fait de quelques personnes propriétaires de l'instrument de production. Force est de constater que les mobiles essentiels de ces initiatives sont l'utilisation industrielle de données scientifiques au niveau de la fabrication du produit, et de la possibilité d'écoulement de la marchandise, donc de pouvoir réaliser un profit.

Deux aspects essentiels du problème de l'industrialisation correspondant aux mobiles ci-dessus sont constamment négligés : ce sont les nuisances engendrées par la fabrication du produit et d'autre part l'utilité du produit fabriqué.

Les papeteries de Mauduit sont dans cette situation. Elles vivent aujourd'hui en précurseur, ai-je dit en début de cet article, le drame de l'absurdité de la société industrielle. Mais des conflits de la sorte seront légion dans les prochaines années. Il est à espérer que les personnes attachées directement à résoudre ces problèmes sortent de leurs positions étreintes. Pour le moment, cela semble peu probable. La « technique » ne résoudra pas TOUS les problèmes des nuisances industrielles. Il est permis d'en douter, intrinsèquement et par ailleurs, il faudra considérer la conjugaison de toutes les « solutions » adoptées. La mer poubelle même pour des déchets « estimés convenables », cela ne durera qu'un temps.

Aussi, on ne peut être que très inquiet lorsque l'on entend les prises de positions unanimes de tous les « responsables » politiques, syndicaux, économiques, etc., en faveur de la progression de l'industrialisation. Il y a de beaux conflits en perspective.

L'autre aspect essentiel du problème des papeteries de Mauduit, celui de l'utilité du produit fabriqué n'apparaît jamais dans les débats.

Le directeur de l'I.S.T.P.M. formellement défavorable aux rejets à la mer des effluents des papeteries de Quimperlé

Dans une enquête sur les risques de pollution du littoral « Pour ou contre les rejets à la mer ? », publiée ici le 27 octobre dernier, nous avons traité du problème de la pollution de la rivière bretonne Laita, des « solutions » préconisant le rejet à la mer des effluents des papeteries Mauduit de Quimperlé. Nous avons exposé le point de vue des différentes parties dont celui de l'Institut Scientifique et Technique des Pêches Maritimes qui soulignait notamment les risques de perturbation du milieu marin, en cas de déversement, et les inconnus quant aux effets de toxicité à long terme.

Un récent courrier de M. Maurin, directeur de l'I.S.T.P.M., adressé au président du Comité Interprofessionnel de la conchyliculture, vient confirmer la position de l'Institut. En voici le texte :

« Monsieur le Président... Certains bruits, dont l'origine ne peut laisser aucun doute, tendent à indiquer que l'Institut des Pêches Maritimes ne s'opposerait pas à l'évacuation à la mer par émissaire, sans épuration préalable, des résidus de fabrication des papeteries Mauduit à Quimperlé.

« Je tiens à démentir ces bruits de la manière la plus catégorique.

« La position de l'Institut des Pêches a toujours été très ferme dans ce domaine. J'ai toujours émis un avis formellement défavorable à un tel projet.

« En effet, comme l'ont montré les analyses faites par l'I.S.T.P.M., un tel rejet représente pour les produits marins un réel danger du fait de la toxicité des éléments qui le constituent. De plus, la présence de composés organiques peut provoquer des phénomènes d'eutrophisation causant un déséquilibre du milieu : déséquilibre qui non seulement entraîne la mort des animaux marins, mais encore, du fait de la prolifération d'organismes planctoniques appartenant au groupe des Périidiniens, peut donner lieu, chez l'homme, à des intoxications parfois mortelles.

« J'ai tenu, Monsieur le Président, à vous prévenir de ces faits. Je suis sûr que vous en comprendrez toute l'importance et vous demandez de les porter à la connaissance de vos mandants.

« Veuillez agréer... etc. »

Signé : MAURIN.

Il faudrait pourtant se le poser !

Car si aujourd'hui le Comité d'entreprise soutient énergiquement la direction de son usine, quelle serait son attitude si après coup, il s'avérait nécessaire de stopper l'évacuation des déchets en mer, pour le cas où cette solution serait retenue ?

Les « experts » qui cautionnent actuellement ce rejet ne seront pas les premiers à donner leur opinion. C'est coutumier pour ce genre de situation.

Il se pose alors pour la société le problème de l'utilité du produit fabriqué et (exemple de l'avion supersonique américain) dans ce genre de conflit, la solution définitive est parfois brutale : c'est la fermeture de l'usine, situation dramatique pour les ouvriers et leur famille.

Le problème des papeteries de Mauduit est une douloureuse affaire qui ne se résoudra pas sans l'application d'une véritable politique écologique. Ce qui ne semble pas être le cas actuellement.

Le choix des activités humaines devrait passer dans les prochaines années par le double souci de produire des marchandises indispensables sans détérioration irréversible du milieu extérieur : c'est le principe d'une politique écologique.

Le papier à cigarettes qui fait « vivre » les familles quimperloises n'entre pas dans le cas des marchandises indispensables.

Et pour faire cesser toutes les activités actuelles qui ne répondent pas à ces normes, il faudrait instituer des règles de solidarité qui évitent de subordonner la possibilité d'existence des individus, à la notion d'emploi.

Chimères ! Que ceux qui le pensent envisagent avec lucidité les prochaines décades.

Si la remise en ordre n'était pas réalisée aujourd'hui dans un calme relatif, elle se produirait plus tard dans un chaos indescriptible : il nous faut « changer ou disparaître ».

Désiré MERIEN.

La presse locale



JE FAIS MON BLÉ A LA MAIN

DES BLÉS DE FORCE AVANT TOUTE CHOSE.

Sachez d'abord que le « blé de printemps » (qui se sème au printemps) c'est bien moins bon que le « blé d'hiver » (qui se sème à l'automne) car lui il aura passé tout l'hiver et vu les 4 saisons, d'où un cycle végétatif normal et des forces telluriques et cosmiques maxi dans le grain que vous croquez (pas du tout scientifique mais fondamental).

Questions semences : à chialer très sérieusement avant et à commander bien à l'avance la première fois. D'abord (on ne sait jamais), prenez pas du « blé dur », c'est pour faire les nouilles et elles poussent que dans le Midi et en A.F.N. Ensuite trouvez-vous des semences « biologiques » c'est-à-dire régénérées par plusieurs années de culture biologique (les semences « chimiques » du commerce sont complètement dégénérées par les engrais et maladies : valable pour tout et notamment les patates). Ça c'est essentiel, trouvez-vous donc l'adresse du paysan biologique du coin qui fait du blé, - voir adresses (1) et (2) - vous verrez d'ailleurs plus loin que c'est utile un « professionnel » ! Il faut aussi que ces semences soient des **blés de force à fort W** ou force boulangère, des blés lourds pleins de gluten pour faire du pain complet au levain : variétés CAPELLE, MAITRE PIERRE, TALISMAN, REX, etc et toutes les variétés de chez LEMAIRE (1).

Le blé se plaît dans tous les terrains sérés mais assez riches : les argilo-calcaires, les siliceux, les limons et alluvions bien sains ; si le sol est trop argileux et trop humide, cultivez en billons (planches en dômes avec des rigoles

(série de légumes épuisants, friche ou sol stérile), il faudra enfouir, en surface seulement, et en septembre, du fumier ou du compost (200 à 400 kg/are ou même des excréments humains compostés : faudra parler un jour du recyclage de la merde, fondamental en autarcie. Si le terrain est vraiment pauvre au départ et si on a du fric on ajoutera aussi soit du Lithothamne phosphaté en terrain acide, soit du Phospal en terrain calcaire (2 à 4 kg/are). Enfin si on n'a pas de compost du tout et si on a vraiment du fric on pourra acheter un engrais organique naturel (5 kg/are). Pour les fournisseurs voir le Guide de « N et P » (2).

Préparez votre sol dès septembre en enfouissant en surface la culture précédente (légumineuse, pré ou légume) avec le compost et les engrais. Ce travail, le paysan le fait à la charrue par un labour dressé peu profond et sans « rasette » ou au « covercrop » ou encore à la « fouilleuse », en passant plusieurs fois et en « croisant » le travail. A la main c'est plus pénible : à la pelle-bêche ou à la fourche-bêche mais attention à ne pas retourner trop le sol. Plus tard vous reprendrez votre sol plus propre pour l'affiner et faire le « lit de semences » : le paysan le fait au « cultivateur », au « croskill » et à la herse : vous, à la main, vous le ferez avec un outil à crocs et un gros râteau de jardiner. Ce coup de râteau ou de herse fait lever en 10-15 jours les mauvaises herbes avant le semis. Un dernier coup de râteau ou hersage sarclera ces herbes et affinera encore le sol et vous pouvez semer.

Enfin un petit coup de herse ou de râteau léger après le semis recouvrira les grains de 1 à 3 cm de terre et pas plus sinon vous enterrez le blé et il ne « tallera » pas bien (multiplication des tiges). Ne roulez ou ne damez alors jamais votre blé car vous feriez lever les mauvaises herbes en masse. C'est plutôt le blé qui doit lever, et fin novembre - début décembre votre champ doit être bien vert et ensuite le « tallage » va démarrer.

DESHERBAGE ET LÉGUMINEUSE.

En février-mars il faut enlever les mauvaises herbes : le paysan (biologique) le fait mécaniquement à la bineuse, le paysan « chimique » le fait chimique-

Semez comme à la F.N. ...

POURQUOI DU BLE « BIO » AU JARDIN ?

ROLAND vous a déjà dit pourquoi et comment manger du blé complet et vivant. J'ajouterai simplement deux choses à son topo. D'abord que le blé comme le riz c'est bon, mais au risque de déclencher une polémique énorme dans la G.O., je dirai aussi que comme pour la viande à l'autre bout, le systématique peut être dangereux et, comme disait un naturopathe, il y a presque autant de risques dans l'amidonisme que dans le viandisme... Quant à la consommation de blé complet de culture chimique, c'est vraiment la pire des choses car les pesticides de conservation du blé dans les silos (Lindane avant et Malathion maintenant) se concentrent dans les assises externes du grain et le blé complet chimique sera beaucoup plus toxique que le pain blanc ou la farine blanche de ce même blé.

... battez au Fléau



ment avec de la chimie (il est strictement incapable de faire autrement), et vous, vous le ferez à la « binette » si vous avez semé en ligne ou vraiment à la main si c'est semé à la volée : ou encore vous ne ferez rien du tout en priant le ciel. Si vous êtes riche vous pouvez épandre à ce moment-là un peu de compost en poudre ou d'engrais organique.

En mars-avril, c'est le semis de la légumineuse, luzerne ou minette en sol calcaire, trèfle violet en sol acide. Comme c'est très fin et qu'il en faut très peu (60 à 80 g à l'are) mélangez-le avec du sable ou de la terre avant de semer à la volée un beau matin où ça dégèle puis herser une dernière fois pour recouvrir la graine.

Courant avril le trèfle va lever et le blé reprendre vie. En mai si tout va bien le trèfle va se développer et étouffer les mauvaises herbes (si inverse - blé foutu) ; la tige du blé monte, c'est la « montaison ». En juin l'épi sortira de sa tige, « épisaison ». Juillet-août enfin, suivant l'altitude, le blé mûrit.

LA MOISSON C'EST LE PIED.

Pour voir si le blé est bon à couper, frotter quelques épis entre les paumes de vos mains, les grains doivent sortir assez aisément mais pas trop. Mâchez alors quelques grains, ils doivent être durs à la dent ; s'ils sont encore au stade laiteux, attendez quelques jours. Il faudra aussi, pour couper, que les tiges soient jaunes avec seulement quelques bandes vertes ; n'attendez pas que les tiges soient jaunes entièrement.

Aujourd'hui pour moissonner, le paysan ne connaît plus que la moissonneuse-batteuse, ce monstre qui écrase les couvées de perdrix, oblige à élargir les chemins et détruit donc le bocage, resème littéralement les mauvaises herbes sur le champ et surtout moissonne un blé qui ne pourra pas mûrir sur le champ (d'où le chauffage destructeur



L'engrais vert (trèfle violet) qui a poussé après le blé biologique de M. Juillet (77).

D'où la nécessité absolue de consommer du blé biologique garanti ou mieux encore de le produire soi-même.

Car on peut très bien faire son blé au jardin sur 150 m² ou sur un champ de 5 000 m² à la campagne si on est beaucoup « à la main » et se passer des machines de plus en plus complexes de M. Massey-Ferguson (je les citerai seulement pour les paresseux et ceux que ça intéresse).

Et puis faire un champ ou une planche de blé c'est très beau, vachement excitant et c'est par définition même l'agriculture... même si ça se rate la première fois.

les entre deux) ou semer quand même des variétés de printemps. En montagne le blé pousse jusqu'à 900 m environ et même plus haut si vous avez un chouette micro climat.

PRÉPAREZ BIEN LE SOL.

Si vous loupez votre sol, vous loupez votre blé. Le sol doit être assez tassé en profondeur (10-15 cm) mais bien ameubli en surface avec toutefois quelques mottes pour protéger l'enfant blé pendant l'hiver.

Le meilleur précédent c'est une luzerne ou un trèfle ou une prairie ou encore la patate. Si le précédent est mauvais

SEMEZ COMME A LA F.N. (PAIX, EMANCIPATION HUMAINE ET LIBERTÉ).

On sème le blé entre le 1^{er} octobre et le 10 novembre (même jusqu'au 10 décembre dans le Midi), ça dépend des régions : voir le paysan du coin. La difficulté est de semer en sol « frais », donc ni en sol sec ni dans la boue, c'est-à-dire, il faut qu'il ait plu comme il faut avant, ici encore le paysan vous le dira - quelle ressource ! Il pourra aussi vous faire votre semis en 5 minutes et en « ligne » (c'est plus facile à desherber après) avec son semoir automatique. Demandez-lui un interligne large à 25 cm, il vous traitera de fou mais ça vous permettra de desherber à la main et d'éviter le 2-4-D ou les Hormones chimiques qu'il ne manquera pas de vous conseiller ; expliquez alors à ce paysan « chimique » s'il n'est pas trop taré, que ces trucs-là c'est aussi employé au VIET-NAM, pour le cas où M. PÉCHINEY-PROGIL aurait omis de le lui dire...

Mais si vous n'avez aucun engin, lancez-vous dans le semis à la volée, à l'antique, même s'il y a un sérieux gâchis la première fois. La bassine ou le sac en bandoulière, vous avancez fièrement en jetant le grain avec un élégant mouvement balancé du bras. Inspirez-vous des anciens timbres PTT ou des cartes de membre de la F.N. (syndicat de pédagoges) et ça doit marcher, sinon écrivez à la F.N. pour être remboursés. Quantité à l'are : 2 kg au semoir en ligne, 3 kg et plus à la volée à cause du gâchis et vaut mieux en mettre plus que pas assez. De toute façon si le blé est trop dense on peut toujours en enlever au printemps par un bon hersage ou à la main, ou encore en faisant pacager les poules, elles aiment ça.

dans les silos). Avantages : ça fait tout jusqu'au grain pour 10 000 balles anciens à l'hectare.

Y a 30 ans et aujourd'hui encore dans quelques montagnes, y avait la moissonneuse-lieuse, engin artisanal fort esthétique tiré par un bourrin, qui faisait des gerbes qu'on laissait mûrir en meules (le mûrissement du blé sur le champ semble être très important biologiquement). Et le blé était ensuite battu à la ferme avec la « batteuse » communale, gigantesque engin autour duquel s'affairaient une dizaine de voisins et parents dont les muqueuses à cause des poussières de blé étaient continuellement asséchées, d'où une beuverie et une fête interminables qui resserraient les liens communautaires.

Si vous ne voulez pas des deux engins précédents, ou qu'ils ne peuvent pas entrer dans votre jardin, vous pouvez encore revenir au 19^e siècle sur une petite surface. Vous coupez votre blé à la faucille ou mieux à la faux, vous le mettez en gerbes, que l'on réunit elles-mêmes en meules sur le champ.

MILLET ET ROUSSEAU.

La récolte du blé à la main, c'est la pure jouissance agro-sylvo-pastorale à faire pâmer la mère SEVIGNE. Y a trois techniques pour faucher :

— la faucille, procédé le plus archaïque et pénible pour les reins mais peu coûteux ;

— la faux simple, au rendement plus important mais qui laisse les tiges de blé sur tout le sol et demande du travail pour le ramassage ;

— la faux interruptrice, faux améliorée par l'adjonction de 3 ou 4 arêtes de bois sur le manche - trouve-t-on encore un tel engin dans le commerce ? - ça permet de rassembler les tiges de blé en « andains » bien en ordre sur votre gauche.

Faucher avec facilité demande un peu de pratique : il faut ne faucher qu'une bande étroite et l'attaquer à 45 degrés et non à angle droit, d'où le mouvement tournant et le magistral coup de rein du faucheur confirmé. Tenir sa lame bien parallèle au sol et aiguiser souvent (attention aux doigts).

Le blé coupé, le lier en gerbes de 15-20 cm de diamètre à la ligature qui sera faite à la ficelle agricole ou à l'osier que vous couperez avec votre insépara-

... Faucher à la faux ...



ble Opinel à 3.50. Ensuite pour faire les meules, empoigner une gerbe dans chaque main, épis en haut, poser leurs bases sur le sol et appuyer les têtes l'une contre l'autre ; continuer avec deux autres posées à angle droit et ajouter 6 à 8 gerbes encore.

Et quand vers les 6 heures du soir votre champ ou votre jardin sera tout en gerbes, y aura un soleil couchant qui fera du contraste... ça sera la gloire, l'Angélus de Millet sonnera à la sirène de l'usine de Millet et le grand Jean-Jacques vous apparaîtra en personne à la lisière du bois, les « Réveries »

à la main et une phrase désabusée au coin des lèvres : « Ah les cons... plus de 200 ans qu'il leur aura fallu pour comprendre mon truc ! ».

Quant au blé, après quelques jours de maturation au chaud soleil de juillet ou dès qu'il pleuvra, rentrer les gerbes dans une grange ou un local bien aéré à l'abri de la pluie.

POUR LE BATTAGE DEMERDEZ-VOUS.

Ça s'est fait pendant des dizaines de siècles avec des fléaux à main : bricolez en un si ça vous amuse à partir d'une gravure ancienne ! En fait on peut battre le blé (séparer le grain de la tige et de l'épi) avec n'importe quel, question d'imagination : installez une toile sur



Blé biologique mûr, chez Marcel BON, en Camargue (13).

une terre battue et tapez sur les gerbes. Après il faudra éliminer le grain de la balle (enveloppes du grain) qui reste mélangée avec lui. Pour cela vous pouvez utiliser la machine du paysan biologique voisin (les autres n'en ont plus), ça s'appelle un « tarare », soit essayer de souffler sur le tas avec un aspirateur inversé ou un ventilateur quelconque, soit encore comme les anciens en versant les grains dans un baquet un jour de grand vent (vachement écologique). Enfin un conseil, tamisez votre blé s'il y a beaucoup de mauvaises graines.

FROID + CHATS = MALATHION.

Pour la conservation du blé pendant un an, si vous voulez vous passer du Malathion, le poison officiel dont on bourre les silos français, il vous suffira de stocker votre blé dans un endroit sec et bien aéré. Mettez-le par exemple dans un grenier entre 4 planches ou 4 tôles ondulées clouées au carré, avec une faible épaisseur de grain et en le remuant périodiquement pour l'empêcher de chauffer dans la masse. Ça suffira pour gêner les charançons qui n'aiment pas le froid. Pour les souris, 2 ou 3 chats feront l'affaire.

LA PAILLE, LES BALLETTES ET LE TRÈFLE PAR-DESSUS LE MARCHÉ.

La paille vous servira à faire du compost soit du « mulch » pour le jardin. On peut faire aussi du fumier en la mettant sous les animaux grands et petits (poules). On peut d'ailleurs nourrir les volailles en agitant les gerbes sur le sol, le blé tombe avec sa balle et les poules se ruent dessus pour séparer le grain. On peut même faire manger la balle aux volatiles en la faisant cuire dans

une pâte avec le blé (1 seau) mélangé à 50 kg de patates et topinambours, le tout dans une chaudière à bois simplifiée. Très bon aussi pour les cochons. Le blé germé dans les germeaux du commerce - voir adresses en (2) - c'est aussi excellent pour les volailles.

Le trèfle (ou une autre légumineuse), quant à lui, va repartir après la moisson et envahir tout le chaume. Il apportera une bonne dose d'azote au sol (gratuit et naturel), aérera le sous-sol et poussera si épais qu'il éliminera toutes les mauvaises herbes car les légumineuses sont le meilleur dés herbant naturel. On pourra même faire une ou plusieurs coupes de ce trèfle, les donner à manger aux animaux ou aux lapins ou les laisser sur le sol comme engrais vert. Enfin quand on voudra installer une autre culture à la place du trèfle, on le

fauchera encore avant de l'enfourer en surface. Ça fera un excellent précédent pour une autre céréale (orge) ou pour des légumes. Le blé vous oblige donc à faire un assolement (ou succession de cultures différentes à la même place) et c'est excellent pour la culture biologique.

Non-Tox

- (1) S.V.B. LEMAIRE, BP 235, 49-ANGERS.
(2) « NATURE ET PROGRES », 3, chemin de la Bergerie, 91-SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS.

LIVRES ET PUBLICATIONS SUR L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE. (liste non limitative)

- L'Agriculture biologique (1970), 32,00 F (*).
L'Industrialisation de l'Agriculture de Cl. AUBERT, 8,00 F.
Les 2 ouvrages de base théorique indispensables pour comprendre l'idée et « l'éthique » du truc. Pas tellement pratique, ni technique. C'est pas des manuels pour appliquer.
Document technique n° 2, de Cl. AUBERT, 3,00 F.
Un résumé technique en quelques pages ronéo.
Testament agricole, de Sir Albert HOWARD (1940), 39,00 F.
Le livre historique sur la question par un Anglais génial qui avait presque tout trouvé dès 1830 (compostage, procédés bactériologiques, application pays tropicaux, dénonciation des engrais chimiques et de la recherche agronomique, etc.).
Une politique de la Terre, d'A. BIRRE (1967), 39,00 F.
Un fouillis énorme et touffu de références scientifiques, techniques et d'exploitations agricoles. Pour les convaincus qui veulent commencer. (375 pages et écrit menu).
La fécondité de la Terre, de E. PFEIFFER (1966), 27,00 F.
Un autre bouquin de base énorme, par un disciple de STEINER (éclairage GOE-

THE « biospiritualiste »). Toute la tendance « biodynamique » de l'agriculture biologique.

Le visage de la Terre, de E. PFEIFFER (1949), épuisé ?
Une des composantes essentielles de l'agriculture biologique, le paysage, expression de la santé du sol. Ed. TRIADES.

Guide pratique de la méthode biodynamique en agriculture, de H. KABISCH (1968), 8,00 F.
Petit manuel d'agriculture biologique pratique en 30 pages.

Précis de culture biologique, de J. BOUCHER (1968), ?
Un manuel complet de la méthode d'agriculture biologique LEMAIRE-BOUCHER, la plus employée en France actuellement. Références commerciales trop fréquentes aux produits vendus par la firme du même nom. (260 pages 21 x 27).

Guide pratique de la culture biologique (Lemaire-Boucher) 1972. - Dernier bouquin LEMAIRE, 55,00 F.

Mon jardin sans engrais chimiques, de A. BIARD (1971), 10,00 F.
Un manuel de jardinage biologique méthode LEMAIRE-BOUCHER. Mêmes références commerciales à répétition. A part ça, excellent.

Bio-jardinage, de J. DEXTREIT (1964), 13,00 F.
Petit manuel très simple et facile pour ceux qui veulent se faire leurs salades et leurs poireaux sans bouffer du PARATHION.

A la découverte des transmutations biologiques, de C.L. KERURAN (1966), 11,00 F.
La mise à jour dans la matière vivante de transmutations d'éléments à faible énergie. Un truc extraordinaire, si c'est vrai ; à lire de toute façon pour en discuter avant d'être pour ou contre. Ohé les savants !

Transmutations biologiques en Agronomie, de KERURAN (1970), 19,00 F.
4 conférences à l'AGRO sur le problème précédent.

La fécondité du sol, par H.P. RUSCH (traduit Cl. AUBERT). Ed. Le courrier du Livre - Paris-75006.
Un bouquin très important sur la fécondité et la fertilité naturelles et sur la méthode suisse d'agriculture biologique du Docteur MULLER.
A l'impression fin nov. 72.

Le jardin potager biologique, par Cl. AUBERT.
Un guide pratique de jardinage biologique d'après les méthodes préconisées par « Nature et Progrès ».
Sort fin novembre 1972.

N.B. — On peut acheter tous ces bouquins (sauf Précis de culture biologique et Mon jardin sans engrais chimiques) à « NATURE et PROGRES », 3, chemin de la Bergerie - 91-SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS (écrire pour les prix exacts). Tél. 595.30.72.

Pour les livres cités ci-dessus, écrire S.V.B. LEMAIRE, BP 235 - 49-ANGERS.

JOURNAUX :

« NATURE & PROGRES », diffuse toutes les méthodes d'agriculture biologiques. Trimestriel. Abonnement normal : 40,00 F. Stagiaires, étudiants, jeunes : 15,00 F. 3, chemin de la Bergerie - 91-SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS.

« SOIL ASSOCIATION », l'agriculture biologique (organic farming) en Angleterre. Deux journaux « THE JOURNAL » (trimestriel) et « SPAN » (tous les deux mois). Sur l'agrobiologie et l'écologie. Abonnement : 3 £.
Adresse : Soil Association, Haughley, STOWMARKET, SUFFOLK (G.B.).

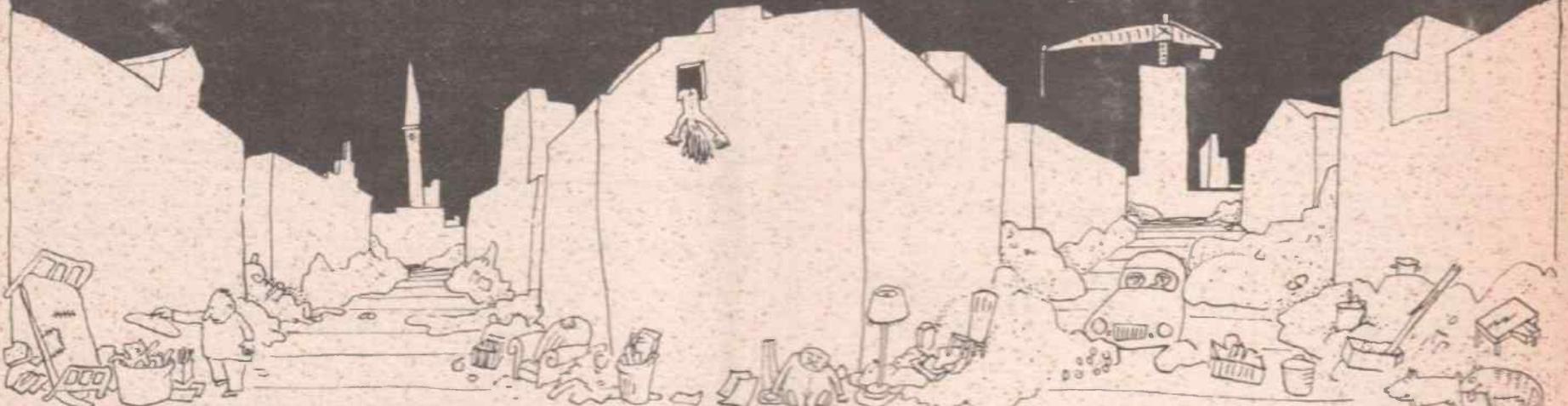
« AGRICULTURE ET VIE », journal mensuel de la méthode de culture biologique LEMAIRE-BOUCHER.
Abonnement : 15,00 F.
Adresse : BP 235 - 49-ANGERS.

« LE PAYSAN BIOLOGISTE », journal de l'UFAB (Union française d'agriculture biologique). Le Moulin Roué - 44-SOUDAN. Le bulletin mensuel de J.M. ROGER, 20,00 F par an.
Adresse : « Tarratins » - MONTAGRIER - 24-TOCANE.

« LES AMIS DES CHAMPS ET DES JARDINS », revue des Cercles régionaux d'agriculture biodynamique.
Abonnement : 20,00 F par an.
4, rue Grande-Chaumière - 75-PARIS-6^e.

* Les prix cités sont approximatifs.

LA POUBELLE: UNE MINE D'OR ??



Quand les éboueurs sont en grève on voit plus que jamais qu'on jète souvent des choses très utilisable



Assez pour en construire un maison



Non, une ville! Habitée par ceux qui on considère comme des ordures humaines: les vieux, les chômeurs, les mauvais élèves, les aveugles civils, etc...



SI TOUS LES FRANÇAIS SE COUPERAIENT LE PETIT APPENDICE INÉPTE DE L'OREILLE, ÇA NOURRIRAIT DÉJÀ UNE VILLE ENTIERE!

Surtout les déchets humains sont trop souvent négligés.



SI ON GARDERAIT TOUS LES PRÉPUCES DES CIRCONCISIONS, IDEM!



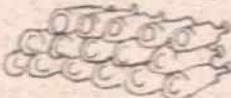
LA MERDE, MAIS SURTOUT LES VOMISSEMENTS SONT RICHE EN NOURRITURE!

LES PELURES SONT LE MEILLEUR DE LA POMME DE TERRE!

LES MILLIONS DE TICKETS DE MÉTRO, JETÉS JUSTE APRÈS D'ÊTRE ACHETÉS, SONT DES COMBUSTIBLES PARFAITS!

ON PEUT CONSTRUIRE DES BÂTIMENTS DE BOUTELLES VIDES!

AVEZ-VOUS DÉJÀ ESSAYÉ LES GÂTEAUX À PELLICULES?



Vraiment, TOUS les déchets sont à utiliser à un façon ou un autre.



Enfin on aura une ville sans problèmes d'ordures.

Au contraire, elle sera avide des ordures de tout le pays.



Mais la lutte des classes continue entre celle de vomisseurs et celle des bouffeurs.

LES PETITS ECHOS DE LA MERDE

LA LOI C'EST LA LOI. OBJECTION?

Comment faire pour devenir objecteur

Vous avez eu connaissance de la loi qui permet de faire un service civil de deux ans, en remplacement du service militaire. Comment faire pour devenir objecteur ?

La demande de statut :

Ecrire une lettre recommandée avec accusé de réception au ministre de la Défense nationale, Commission juridictionnelle, 14, rue Saint-Dominique, Paris 7^e.

Demander explicitement dans cette lettre, le bénéfice du statut des objecteurs de conscience (loi n° 71-424 du 10-6-71, articles 41 à 50) et préciser les motifs de la demande conformément à ceux de l'article 41.

Envoyer cette lettre, soit dans le mois qui suit la parution au « Journal officiel » de l'arrêté d'appel de la fraction du contingent auquel l'intéressé appartient (dépend de la date de naissance ou du report ou sursis d'incorporation), soit à la même date, à laquelle l'intéressé fait une demande d'appel avancé.

Un arrêté paraît tous les deux mois environ. Mieux vaut s'y prendre plus tôt.

Si le délai est passé, faire tout de même sa demande. Avant l'incorporation l'intéressé garde toutes ses chances.

Le Secrétariat des Objecteurs de Conscience (SOC), 6, impasse Popincourt, Paris-11^e, la coordination Objection de Conscience - Service Civil International (OC/SCI, 5, rue Thorel, Paris-2^e), et certains comités de soutien préviennent de la parution des arrêtés, tous ceux qui le demandent.

Le bénéfice de la présente loi n'annule pas un sursis ou un report d'incorporation.

Après envoi de la demande du statut, l'objecteur reçoit un formulaire demandant des renseignements complémentaires. La décision de la Commission juridictionnelle lui parvient quelques mois après.

En quoi consiste le service civil :

L'incorporation au titre du service civil a lieu en décembre et en juin, sous couvert du ministère de l'Agriculture. Pour devancer l'appel, il faut en faire la demande au moins deux mois à l'avance. La durée du service est de deux années.

Jusqu'en décembre 1971, tout objecteur pouvait dès le début de son service être mis à la disposition d'une des associations

agrées par convention spéciale avec le ministère des Affaires sociales : Aide à toute détresse ; CEMEA, CIMADE, COTRAVAUX et associations membres (dont SCI), EMMAUS. Par leur intermédiaire, les objecteurs pouvaient avoir un grand choix d'affectation : chantiers, réfection de logements, animation, éducation, travail avec les handicapés, accueil aux migrants, aide aux paysans...

Il appartient aux objecteurs de faire en sorte que les eaux et forêts ne soient qu'une des affectations possibles.

A signaler en bref : le service civil ne peut pas actuellement se faire à l'étranger. Tout OC est pris en charge nourriture et logement et dispose d'un peu d'argent de poche.

Pour toute autre information :

Sur l'objection en général : SOC, 6, impasse Popincourt, Paris (11^e).
Sur le service civil : SCI Coordination OC, 5, rue Thorel, Paris (2^e).

La Défense Collective

Le système juridique et législatif et le pouvoir judiciaire sont au service de ceux qui détiennent le pouvoir. Il n'y a pas d'indépendance de la magistrature. Dans ce contexte, de nouveaux problèmes se sont posés aux avocats. Ils ont donc créé la Défense Collective.

Les procès de Joël Chapelle et de Dominique Valton (condamnés à 18 mois de prison ferme pour avoir fait une demande « politique » du statut) ont fait apparaître au grand jour un mouvement de masse contre l'armée. (Plus récemment, les cas de François Janin et de Jean-Michel Fayard, ce dernier toujours incarcéré à Metz.) Il ne s'agit plus de mouvements traditionnels, mais véritablement d'un mouvement d'insoumission politique.

Ce refus se manifeste maintenant dans de nombreuses couches de la population : de l'objection traditionnelle aux désertions ou insoumissions politiques, en passant par le refus de l'uniforme, les tentatives de suicides, les révoltes dans l'armée contre les brimades, etc.

Le mouvement subit une répression très dure, dont on ne parle pas trop. Aussi, les collectifs d'avocats de Défense Collective se préoccupent de plus en plus du sort des détenus militaires.

Dans cette optique, un groupe d'avocats lyonnais prend la défense systématique de tous les détenus militaires. Ces avocats exploitent toutes les contradictions du système juridique. Ainsi, sur dix cas, ils ont obtenu six ordonnances de non-lieu. N'oublions pas, d'autre part, que les délinquants militaires ne sont pas forcément des délinquants civils. L'examen des dossiers montrent que les peines disciplinaires précèdent les poursuites pénales.

La présence aux audiences, d'avocats ayant étudié le dossier, permet

de freiner la répression et d'activer l'instruction. En général les peines ont diminué et l'instruction est plus courte.

La défense régulière des détenus militaires démontre que les poursuites devant le tribunal permanent des forces armées ne sont que le prolongement de poursuites disciplinaires et qu'aucune solution de la part des avocats ne semble possible à titre individuel. Il est donc de plus en plus nécessaire que le courant anti-militariste soutienne et défende tous les détenus militaires.

Dominique Valton, 20, boulevard d'Angleterre, B.P. 516, 85 - La Rochesur-Yon. J. Michel Fayard, Prison M. Barrès, rue Maurice-Barrès, 57 - Metz.

La dénonciation permanente de la répression militaire, face à l'opinion peut seule donner toute sa force à l'action des avocats. Le refus de l'armée passe par des révoltes individuelles et spontanées. Les anti-militaristes doivent attaquer à fond tous les aspects du système militaire capitaliste.

Les avocats ne peuvent poursuivre leur action que s'ils sont soutenus par tous les gens qui se sentent concernés.

Informations émanant de la « Lettre des Objecteurs », 25 bis, rue Lamar-tine, 69003 - Lyon.

2 — POURQUOI PLUS DE 80 OBJECTEURS DE CONSCIENCE RISQUENT-ILS 2 ANS DE PRISON ?

Ils REFUSENT de REJOINDRE leur affectation à l'OFFICE NATIONAL des FORETS (ONF), se mettant ainsi en situation d'INSOUMISSION et de DESERTION. PARCE QUE les décrets d'août 72 traduisent une volonté d'embrigadement PARAMILITAIRE en leur « interdisant tout propos contraire aux intérêts de la nation » (sic), et en leur supprimant les droits POLITIQUE, SYNDICAL, DE REUNION ET D'EXPRESSION.

PARCE QUE l'ONF, auquel le gouvernement a décidé de les affecter est un établissement à CARACTERE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL dont le but principal est la RECHERCHE DU PROFIT et non la protection de la nature ;

PARCE QUE un service auprès des migrants, des handicapés, des jeunes, des pauvres, etc, leur semble plus utile et leur permet ainsi de concrétiser leur refus de la violence et du PROFIT ;

PARCE QUE le gouvernement veut les ISOLER en les affectant INDIVIDUELLEMENT dans les forêts, espérant ainsi LIMITER LA PORTEE DE LEUR ACTION CONTRE LA GUERRE.

Les objecteurs incorporables en septembre et décembre 72.

Opération 20

Lettre circulaire du 13 septembre 1972 :

« Les 2 et 3 septembre, une centaine de futurs objecteurs ayant fait

la même demande, se retrouvent à Montluçon. Déjà 14 se sont vu refuser le statut ». Signée : C. SOC 92 - Sud.

Le 26 novembre 1972 :

« Sur 112 demandes, 39 refus du statut ont été décidés par la Commission juridictionnelle. En effet, le texte « La pelle et la pioche » n'entre pas dans le champ d'application de la loi... Les termes d'une telle demande ne permettent pas d'établir la sincérité des convictions religieuses ou philosophiques ». (Termes employés par la Commission pour justifier le refus du statut.) - Guy GOUJON.

Pour tous renseignements sur l'« Opération 20 » : « C.SOC 20 », 9, rue Debussy, 33400 TALENCE.

Joëlle.

OPERATION 20

Première lettre, envoyée par une centaine de futurs objecteurs.

Monsieur le Ministre,

Je m'oppose en toutes circonstances à l'usage personnel des armes, en raison de mes convictions philosophiques. En conséquence, je vous prie de me faire bénéficier des dispositions de la loi n° 63-1255 du 21 décembre 1963.

Veuillez croire, Monsieur le Ministre, à mes sentiments respectueux.

LA COMMISSION JURIDICTIONNELLE DEMANDE D'EXPLIQUER LES RAISONS DE LA DEMANDE.

Deuxième lettre :

Monsieur le Ministre,

La décision de la Commission juridictionnelle ne change en rien mes convictions personnelles envers le service armé. Ci-joint les explications que vous me demandez :

Je me déclare opposé en toutes circonstances à l'usage personnel des armes. C'est là une attitude de principe dans laquelle j'engage ma personnalité tout entière.

En effet, mes armes sont la pelle et la pioche pour l'élaboration d'un monde meilleur, où tous les humains, qu'ils soient noirs, jaunes, rouges, blancs, pourraient vivre en paix et heureux.

Je suis au service de l'humanité tout entière sans aucune distinction de race, de nation, de religion, d'éthique.

Etant profondément épris de liberté, je ne pense pas pouvoir m'épanouir dans le cadre de l'armée.

Je ne pense plus utile, Monsieur le Ministre, d'étayer davantage mon argumentation.

Ainsi, Monsieur le Ministre, vous perdez un militaire obéissant, mais vous contribuez au progrès de l'humanité en m'accordant le bénéfice de la loi 63-1255 du 21 décembre 1963 relative à certaines modalités d'accomplissement des obligations imposées par la loi sur le recrutement.

NB. — Ces deux « formules de lettres » entrent dans le cadre de l'« Opération 20 » et ne sont pas une formule type de demande de statut normale.

LES PETITS ECHOS DE LA MERDE

LES TURPIDES RENIFLETES DE RADEGOU

Presse intox

PAR GÉNÉROSITÉ INTERPOSÉE

Fidèle lectrice, j'aime votre journal. Après lecture, il file en République centrafricaine où une religieuse clarifie l'utilité pour la formation culturelle, sociale et ménagère de jeunes femmes africaines. Vous voyez que vous faites, par personne interposée, du bon travail. Niçoise

Merci pour votre générosité qui nous lie d'amitié à des lectrices inconnues. A qui voudrait vous imiter, nous pourrions éventuellement indiquer des adresses.

CLAUDE ULLIN

On a découpé ça dans Femmes d'Aujourd'hui. Ainsi, si l'on en juge par ce numéro, voici ce qu'ont pu apprendre les femmes noires en question : les programmes de l'ORTF, les carrières bancaires, que Flandria vous recommande le nouveau Skip, que les Alpes donnent à Evian le même rapport calcium/magnésium que le sang, que Brandt fait partie de la famille, que les « duos petit soir » sont une formule intermédiaire entre la tenue de cocktail et la robe longue, que « vous êtes enfin libre en utilisant le sèche-cheveux Braun », comment faire la « crèche tout en papier » pour Noël, que Moulinex a une friteuse « antipollution », l'histoire brève de la dynastie des Bonaparte, que Nana Mouskouri « n'a jamais joué avec son travail », comment avoir de beaux seins ou participer à un club d'investissements, que la solution au colonialisme passe par « Bob Morane », etc. Sans oublier le roman-photo-feuilleton en couleurs exaltant les vertus du bon maître blanc, sévère, mais juste, etc., etc.

Tout ça raconté par une clarisse, voilà bien de quoi assurer aux femmes noires une saine libération ! Oh, ma sœur, comment dit-on « intox » en républicain-centrafricain ?

Tueurs professionnels à louer avec armes et bagages

Bientôt le mercenariat coté en Bourse. Les marchands de canons ne vont plus se contenter de fourguer leur came au hasard (...) des marchés mondiaux, ils vont se mettre à louer conseillers et conseils sur la meilleure manière d'utiliser ladite came. En d'autres termes, comment planifier l'industrie des armes et susciter le maximum de conflits locaux afin d'accroître la consommation. Ainsi des sociétés de vente d'armes obtiennent auprès des pays récemment libérés (bon... passons...) des contrats de recherche touchant à la stratégie et à l'organisation des forces armées.

Elles firent d'abord leurs preuves aux Etats-Unis au point de faire une sévère concurrence aux stratèges en uniforme. En France, l'omose est profonde entre constructeurs (tel Matra) et armée du fait de l'interdépendance étroite entre secteur privé et secteur d'Etat en matière de tuerie. Officiers qui vous plaignez de la paie, n'hésitez plus, rentrez dans le privé, allez donner des conseils tactiques, allez-y, c'est plus rentable et vous pourrez même vous syndiquer !

Pipeau et violoncelle

Vaudeville Jean, préfet de l'Isère, ex du cabinet Michel Debré, vient d'emboucher son pipeau à l'occasion de la 42^e campagne « Protégez vos poumons » du timbre antituberculeux. Cela, à Grenoble, ne manque pas de piquant, les pouvoirs publics (?) laissant tranquillement les énormes usines Progil, Ugine-Kuhlmann et autres asphyxier lentement et sûrement l'ensemble de la cuvette grenobloise. A tel point que la nappe polluante qui flotte en permanence sur la ville et ses alentours arrive presque au niveau du sanatorium de Saint-Hilaire-du-Touvet, à l'entrée du Grésivaudan, où sont soignés... des tuberculeux de toute la région. Un peu (...) comme à Saint-Gervais, en Haute-Savoie, ou le Plateau d'Assy, qui porte plusieurs centres, a les pieds dans la merde immonde crachée par Péchiney-Chedde ! Parlez-nous de nos montagnes...

Si donc les Grenoblois suivaient le conseil du préfet, ils devraient sans tarder s'en aller demander des comptes et imposer leur propre sécurité aux directions des usines en question.

Mais les Grenoblois peuvent faire confiance au comité local du timbre antituberculeux : le président de l'année dernière, le notaire Cupillard, a été suspendu pour quelques jolies irrégularités comptables.

Ah la la, mon bon monsieur, libérer Grenoble de la pollution sous tous ses aspects, c'est quelque chose...

Enfants sains ou avions rapides : au choix !

C'est une approche de début de commencement de prise de conscience : après avoir étudié le problème sous tous ses aspects, l'association des populations survolées par les avions d'Orly en est arrivée à une solution radicale : il faut fermer l'aéroport. « Le Monde » qui donne cette information se la mente : les responsables du transport aérien doivent sacrifier à contrecœur sur l'autel des dieux de l'environnement. Ah, qu'en termes galants... Ils sont bien exigeants, foutre, ces dieux de l'environnement qui mettent des bâtons dans les bilans des compagnies aériennes. A leur décharge, disons que les oliviers qui sacrifient à de tels dieux sont de ces fauchés qui n'ont jamais pris l'avion et ont tout

juste les moyens de se payer une chaise à porteur. Ces marouffes sont bien incapables d'appréhender toute la noblesse des vols aériens, quand les majestueux Concorde s'élèvent vers la stratosphère avec leur cargaison de cadres supérieurs et leur fret de P.-D.G. Ces ribauds dans leur crasse ne savent pas qu'on juge une civilisation à ses moyens de transport. En contestant les avions, ils ramènent l'humanité au siècle des diligences, et empêchent la Science, appuyée sur l'industrielle Technologie, de progresser. Et tout ça vous savez pourquoi ? Parce que leurs enfants ont des maux de tête, souffrent de surdités, sont réveillés la nuit par leurs névroses et ressemblent à des somnambules pleins de tics. Bref des brouilles en regard du prestige de l'aéronautique. Mon Dieu, dans quel monde vivons-nous, très cher...

Congrès Nature et Progrès : les retombées

APRES LA VERSION RECTO
DES OFFICIELS
VOICI LA VERSION VERSO
DES MARGINAUX !
(DANS TOUS LES SENS DU
TERME ET DANS TOUTE L'ESSEN-
CE DU TERME).
Samedi 4 :

Le matin, la réunion importante était consacrée :

— au retour à une société agraire ou périe, présenté par P. Gevaert, un hindouiste P.-D.G. d'une société de vente de produits macrobiotiques.

— aux communautés, germe d'une nouvelle humanité, présenté par J.M. Gatheron, président de l'Union communautaire mondiale,

— comment vivre en autarcie ? Témoignages...

Plus de trois cents personnes se sont entassées petit à petit dans la salle.

Ce qui a été reproché aux orateurs inscrits, après une assez longue attente passive et silencieuse, n'a jamais été leur ancienneté et leur costume traditionnel ou même leur propre expérience qui n'est pas à négliger, mais bel et bien la monopolisation de la parole à partir d'une tribune et d'une chaîne amplificatrice, et ce, en totale contradiction avec l'actualité des sujets à l'ordre de cette matinée.

Le point de vue de ceux qui pensent qu'un véritable dialogue ne peut avoir lieu entre quelques individus, élus ou choisis à partir de critères toujours contestables, et ainsi nantis d'un pouvoir qui leur permet d'accaparer les trois quarts du temps, et la masse des participants qui n'a d'autre ressource pour s'exprimer que de poser, dans le dernier quart d'heure, des questions sur des petits bouts de papier, est un point de vue qui méritait de se faire entendre à tout prix. C'est pourquoi, ceux qu'on appelle « les bordeliseurs » ont bien été forcés d'ouvrir leur « grande gueule »...

L'intolérance aidant, le dialogue a

bien failli mal tourner puisqu'on a tenté de vider en vain une de ces « grandes gueules »...

L'intervention du président de Nature et Progrès n'a d'ailleurs pas suffi pour résoudre ce conflit fondamental.

Les organisateurs ont su alors se résigner à donner aux contestataires de l'expression libre et du dialogue permanent autre chose que les « galeries » promises, mais la salle du restaurant au sous-sol dont la forme circulaire se prêtait tout à fait en l'occurrence à un véritable débat communautaire.

Cette présentation du Congrès ne prétend pas être objective :

— d'une part, il manque beaucoup d'informations sur des événements auxquels nous n'avons pu participer,

— d'autre part faire un compte rendu rend difficile la rédaction d'un ensemble cohérent.

Il faut espérer que l'expérience de ce Congrès permettra à l'avenir un réel partage des pouvoirs en faisant des marginaux des participants à part entière, de façon à assurer une collaboration plus étroite et plus fructueuse entre tous ceux qui veulent véritablement construire la civilisation nouvelle.

Les enfants d'Aquarius ! Régis et Roger.

P.-S. - Un liaison intergroupe continue à se réunir chaque semaine dans la région parisienne pour mettre en place les réseaux et coordonner l'information.

(Reprise du projet du B.L.A.M. : Bulletin de liaison des activités marginales.)

Petite leçon pour enseignants

Ceci concerne les ENSEIGNANTS, membre de la CAMIF.

Dans son dernier bulletin de « Liaisons Informations » la CAMIF a bien voulu publier une lettre que lui avaient envoyée quelques enseignants. Pour le cas où vous auriez égaré ce bulletin, la lettre en question et le commentaire de la CAMIF sont reproduites ci-dessous :

Chers camarades,

Avant de critiquer, nous vous précisons bien que nous voulons le faire en toute amitié, connaissant votre dévouement dont nous profitons tous. La CAMIF joue auprès des enseignants français un rôle SOCIAL considérable. Nous pensons qu'elle a aussi un rôle moral à jouer.

Comment ?

En ne faisant pas des enseignants les complices d'une mentalité purement matérialiste. « J'en ai connu beaucoup de ces maîtres d'autrefois », dit Marcel Pagnol en racontant l'histoire de son père, instituteur (1). « Ils avaient une foi totale dans la beauté de leur mission, une confiance radieuse dans

(1) Marcel Pagnol - La gloire de mon père

l'avenir de la race humaine. Ils méprisèrent l'argent et le luxe.

Cet « autrefois » est dur, vous ne trouvez pas ?

Nous nous rebiffons quand on nous dit que nous avons choisi ce métier « à cause des vacances ».

Nous nous rebiffons aussi quand vous nous proposez une lampe pour bronzer qui nous permettrait d'être « dorés avant les autres » (2). Cette publicité à l'américaine, lourdement basée sur l'infantilisme de l'acheteur éventuel, nous semble désobligeante.

Les instituteurs enseignent le sens de l'effort et achèteraient des brosses à dents électriques ? Bien sûr, le fabricant nous explique « la nécessité de la brosse à dents électrique pour une bonne hygiène bucco-dentaire ». Le souci qu'il a de notre santé est touchant. Malheureusement, pour faire marcher ces « millions de brosses à dents » et de gadgets électriques, il faut toujours plus d'électricité, toujours plus de centrales nucléaires dont les effluents radioactifs ne sont pas aussi bons pour notre hygiène.

On dira encore qu'il faut « être moderne », « vivre avec son temps ». Mais doit-on accepter de son époque toutes les faiblesses ? Y compris la vanité, l'égoïsme et la manie du gaspillage ?

Alors allons-y carrément, comme en Amérique les gars ! Pendant que les deux tiers des hommes sont dans la misère, offrons-nous les pantoufles électroluminescentes et la niche du chien à air conditionné (3).

Bien des jeunes sont écoeurés, à juste titre par notre société de consommation et ne sachant comment la combattre, ils lancent des pavés. Nous, nous avons une arme efficace : VOUS. Notre refus d'entrer dans l'escalade de la consommation n'est que symbo-

(2) Catalogue CAMIF, été 1972, page 174.

(3) Vance Packard - The Status Seekers (1959, quel retard nous avons !).

Les soussignés se déclarent d'accord avec la lettre publiée dans votre bulletin de novembre. Il leur semble clair, en particulier, que la destruction de la nature et la détérioration de l'environnement sont dues à une industrialisation sauvage prenant prétexte d'une « demande » savamment provoquée d'objets de plus en plus inutiles. Ils souhaitent que la coopérative des enseignants soit elle-même, par son exemple, un enseignement ; qu'elle ne vende pas n'importe quoi et qu'elle dise pourquoi.

lique tant qu'il reste individuel. Mais si une coopérative de plusieurs centaines de milliers de personnes CHOISIT ce qu'elle achète, elle peut peser sur les décisions de ceux qui nous inondent de besoins artificiels.

Chers camarades, vous le savez, c'est toujours à ceux qui ont beaucoup fait que l'on demande de faire davantage. Il y a une « morale économique » à lancer et qui doit le faire, sinon les enseignants ? Nous vous demandons, ainsi qu'à tous nos collègues, de nous aider.

Bien amicalement vôtres.

Est-il besoin d'ajouter que nous sommes entièrement d'accord avec nos amis de l'Ain et Rhône et que nous refusons, comme eux-mêmes, d'accepter toutes les faiblesses de notre époque.

Mais dans cette lutte nécessaire, notamment contre l'escalade de la consommation et la manie du gaspillage, où nous sommes conscients d'avoir un rôle important à jouer, nous ne risquons de réussir que dans la mesure où le plus grand nombre de nos camarades — qui sont tous des éducateurs — ne se laissent pas « piper » par des slogans plus ou moins vides de sens, aussi bien que par des techniques publicitaires ou commerciales trop souvent trompeuses et axées sur la recherche du profit. Certes, nous pouvons parfaitement CHOISIR ce que nous achetons ; mais, si ce choix n'intéresse pratiquement personne, nous ne tarderons pas à disparaître et à laisser le champ libre à tous les excès, à toutes les exploitations de la bêtise humaine.

Pour une MORALE ECONOMIQUE ! Oui, sans réserve. A vous tous de nous le permettre.

La CAMIF considère donc notre idée comme valable, mais utopique si nous sommes si peu à la défendre. Voulez-vous appuyer notre action en signant le texte ci-dessous que nous nous proposons d'envoyer à la CAMIF.

Les couloirs du Congrès de Nature et Progrès

Lors du Congrès de Nature et Progrès, qui s'est tenu début novembre à Versailles, des discussions, des projets ont été lancés autant dans les couloirs que dans les salles de débats.

L'un des projets est celui de Désiré Mérien. Celui-ci pense qu'il est grand temps d'élaborer une politique écologique (biopolitique ou autre). Il a profité de ces journées pour rencontrer certains groupes, en leur proposant comme base de travail, trois points :

- Nécessité de synthétiser les secteurs de lutte (agriculture, nucléaire, etc.).
- Etablir une plate-forme de nos positions respectives de politique écologique.
- Décider d'un plan d'action commun dans le cadre d'un mouvement de politique écologique.

Cette motion a reçu l'accord de plusieurs groupes alors présents : le CSFR, le Comité antinucléaire de Paris, le Mouvement Uranien, le Mouvement Pollution Non, les Amis de la Terre, COOP Nat, Combat pour l'Homme... et évidemment Nature et Vie.

Les Maisons Paysannes de France pensent que ce projet vient trop tôt, et Nature et Progrès ne se prononcera qu'après délibération de ses instances dirigeantes.

Cette liste de signataires n'est pas limitative, des Mouvements ou des groupes n'étant pas alors présents sont actuellement consultés, tels, l'APRI, Survivre et Vivre, etc.

Evidemment Désiré Mérien souhaite que ces trois points se concrétisent et que des rencontres entre les Mouvements intéressés s'organisent très rapidement. Le secrétariat de liaison est assuré par l'Agence de presse Réhabilitation Ecologique, 12, rue du Grand-Clos, 45200 Montargis.

ANNONCES

LETTRE A EMILE

On pourrait presque fêter le même jour (si nous avions le goût des cérémonies), le départ réel de notre aventure, et le premier anniversaire de ce projet. Ce fut long. On a accumulé les erreurs, les contretemps...

A l'origine, nous, les groupes informels — parfois fantômes — comme Bugeycobayes, Labo-Contestation et autres, nous avions besoin d'un local sans pouvoir en supporter les charges séparément. Un local pour deux raisons : regrouper du matériel, la documentation, les réunions ; et ouvrir un espace de rencontres, une boîte à lettres, etc. C'est fait.

D'autre part, ces groupes et des individus intéressés d'une manière ou d'une autre, veulent rendre possible des rapports différents, instaurer un autre « commerce ». Chacun d'avancer des propositions.

Rien en cela d'original, tant qu'on reste sur le plan des idées générales. Mais cela ne se fait pas tout seul. Notre « publicité » est axée sur le thème du « lieu de rencontres », puisque c'est ce qui nous semble le plus important dans cette entreprise. Pourtant, il suffit d'entrer ici pour se sentir accablé par le poids des choses. Celui qui assure la permanence est absorbé par sa fonction. Et si les autres s'en tirent, c'est par... la fuite.

Dire qu'on est plein de contradictions ne signifie pas que ça bouillonne. On y est empêtré. Notre présent effort consiste à balayer, à se dégager des rapports faussés. Ce qui ne va pas sans maladresses, ni résistances. On hésite à briser certains conformismes : il y a des contradictions qui nous flattent parce qu'elles nous tiennent lieu de profond.

Les difficultés nouvelles se révèlent et se traitent en même temps qu'on avance. Les moyens que nous avons mis en place nous permettent de faire ce qu'on n'aurait pas pu imaginer hier. Nous avons du temps et de la place. C'est à-dire un pouvoir. Si on cherche à se faire connaître, c'est pour faire signe à ceux qui en veulent, qu'ils y trouveront de la place et du temps.

Ceci ne représente que mon point de vue parmi les autres.

JEAN-MARC
ASSOCIATION CULTURELLE
• LES CANUTS •

33, rue Renée-Leynaud
69 001 LYON

ouvert de 14 à 20 h, sauf le dimanche.

Création d'un groupe écologique en MAYENNE. Les personnes intéressées peuvent écrire pour prendre contact à : Gérard CHAUSSEE, 21, place de la République, 53200 CHATEAUGONTIER.

A CAEN, Calvados, création d'un groupe non violent, écologique et tout. Pour prendre contact, écrire à J.-François CATREUX, 25, rue Damozane, 14000 CAEN.

COMMISSION JURIDIQUE

Une commission juridique déjà étoffée a été constituée. Elle se réunit régulièrement pour examiner tous les problèmes susceptibles de faire l'objet d'une action judiciaire, et répondre aux demandes de renseignements ou d'assistance juridique formulées par des particuliers ou des associations.

L'action en justice ne fait pas de miracles, mais elle est parfois bien utile. Elle offre nombre de possibilités d'action légale. Elle est à la disposition bénévole de tous les militants de l'écologie.

Donc, que ce soit pour engager une action, examiner si c'est possible, ou tout simplement en « consultation » (statuts, procédure pour manifs, défense de militants, etc.), écrivez en donnant un maximum de précisions à la

COMMISSION JURIDIQUE
LES AMIS DE LA TERRE

25, quai Voltaire
75007 PARIS,

Tél. 222 81 40

Les avocats travaillant sur ce genre de problèmes, et non connus de cette commission, peuvent écrire pour coordination et échanges d'informations.

NOM	PRENOM	PROFESSION	ADRESSE	SIGNATURE

L'IMPORTANCE DU REGARD



POUR NOS GRANDS-PARENTS DANS L'ATTENTE DE LA GUERRE, DANS L'ESPOIR DE LA REVANCHE, LE REGARD SUR LA LIGNE BLEUE DES VOSGES, CHAQUE ARBRE AVAIT UNE SIGNIFICATION STRATÉGIQUE.

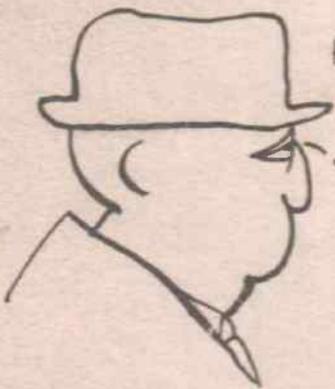
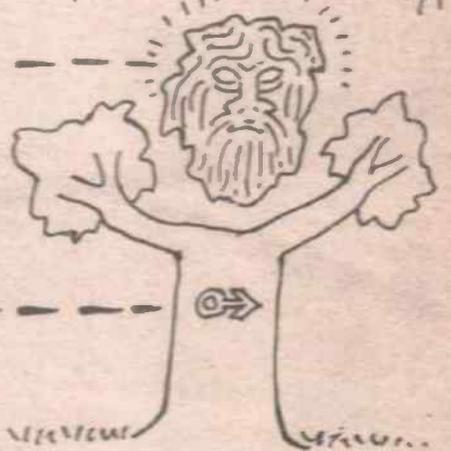
POUR LE VIEUX MILITANT DANS L'ATTENTE DU GRAND SOIR, UN ARBRE AVAIT UNE UTILITÉ ÉVIDENTE.



POUR LE PÉTAINISTE, L'ARBRE! LA FRANCE! LES RACINES!...



POUR LE CHRÉTIEN, L'ARBRE, PETIT FRÈRE L'ARBRE, CRÉATURE DE DIEU, SIGNE DE DIEU, SIGNE DE PISTE.



POUR LE TYPE 1973, DONT LE REGARD RICOCHÈ D'UN POINT DE VUE MÉDIocre À UN AUTRE, L'ARBRE EST UN OBSTACLE À SCIER. IL LE LAISSE SCIER. IL SE LE FAIT SCIER. IL LE SCIE.

UNE PETITE CIGARETTE

CE SOIR LA TÉLÉ

DANS SEPT MOIS LES VACANCES

NOCES D'ARGENT DANS DIX ANS

FIN DES TRAITEMENTS DU PAVILLON DANS QUINZE ANS

LA RETRAITE À SOIXANTE ANS

QU'EST-CE À DIRE ?

A DIRE QUE L'HOMME MANQUE DE NATUREL. QU'IL PASSE DU REGARD BRAQUÉ AU REGARD DÉBANDANT PAR PEUR DE LA VISION QUE DONNE UN REGARD SIMPLEMENT ACCOMMODÉ.

A DIRE QU'IL PASSE DE L'IDÉAL CON À LA MÉDIOCRITÉ BORNÉE, DU DON DE SOI À L'IGNORANCE DE SOI, PAR REFUS D'ÊTRE LUI, PAR CRAINTE DU VERTIGE.

A DIRE QU'IL A PEUR DE VOIR ET DE SE VOIR, ALORS IL ÉPIE DUREMENT AU LOIN DES CHOSSES VAGUES, OU BIEN IL REGARDE FLOU, A BOUT DE NÉZ, DES SAYNÈTES ARCHIJOUÉES.

A DIRE QUE, REFUSANT DE VOIR L'ARBRE, IL L'IDÉALISE OU BIEN IL LE HACHE.

A DIRE QUE LE JOUR OU IL ACCEPTERA DE FAIRE LE POINT OPTIQUE TOUT CHANGERA. A DIRE QUE ÇA VAUT LA PEINE D'ESSAYER.

Handwritten signature